S!lence
N°315
Octobre
2004
4 €
6 FS



Décroissance et non-violence

Transports

Les mariniers poètes de la voie fluviale

Environnement

Les restes du festin

OGM

Faucheurs volontaires

Sommaire

VU de l'intérieur...

Annuaire de la presse alternative

Habituellement, nous vous proposons un annuaire de la presse alternative tous les deux ans dans le numéro d'été. Cette année, nous avons changé de méthode. La nouvelle version (avec environ 400 titres) est disponible contre 4 € port compris : voir bon de commande en page 47.

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés aux *fêtes alternatives* (novembre), la *culture écologiste* (décembre), les *alternatives en Drôme-Ardèche* (janvier), *vers des campagnes sans voitures* (février), l'*écologie au quotidien* (mars)...

Reportages en régions

Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an (les prochains porteront sur Drôme-Ardèche, puis sur le Nord-Pas-de-Calais, ensuite peut-être le sud de Midi-Pyrénées). Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront simplement dans les numéros intermédiaires.

ILE-DE-FRANCE

Echos de S!lence

L'émission *Les échos de S!lence* basée sur les thèmes de la revue aura lieu les mercredis 6 octobre, 10 novembre, 8 décembre, de 16h30 à 17h30 sur Radio Ici-et-Maintenant, 95,2 FM. Si vous n'habitez pas en Ile-de-France, vous pouvez aussi l'écouter sur internet sur icietmaintenant.com.

Ami-e-s de Silence

Une rencontre est envisagée pour la période de Noël. Les personnes intéressées peuvent envoyer une enveloppe timbrée avec leur adresse à *Anne et Jean-Luc Macchi, Kerguichen, 29340 Riec-sur-Belon.*

Appel à bénévoles

Nous avons encore besoin de bénévoles pour nous aider à tenir des stands :

■ **Bouches-du-Rhône, du 9 au 10 octobre** pour un stand au *3e forum Habitat écologique et énergies renouvelables* à Gardannes. Appeler Dorothée au 04 74 65 50 34.
■ **La Rochelle, du 22 au 24 octobre** pour un stand à *Salicorne* et diffuser le numéro spécial Poitou-Charentes. Appeler Dorothée au 04 74 65 50 34.
■ **Paris, du 6 au 14 novembre** pour tenir notre stand à *Marjolaine*. C'est le plus gros salon de France et cela dure 9 jours. Il faut donc être nombreux pour se relayer sur le stand. Vous pouvez y participer en contactant Mireille au 01 43 57 20 83.

Jeûne vivre sans nucléaire

Michel Bernard a repris le travail le 30 août, ce qui lui a permis de finir la coordination de ce numéro, mais pas de rédiger un compte-rendu du jeûne. Ce sera donc pour le prochain numéro.

Objectif décroissance



Pratiquement tous les numéros traitant de la décroissance sont épuisés ! Les tirés à part qui ont suivi également. Les trois premiers dossiers ont été repris dans le livre *Objectif décroissance*, livre dans lequel figure un tiers de textes inédits. Celui-ci est toujours disponible auprès de nous (13 € + 2,5 € de port) ou en librairie.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 8 septembre 2004.

Venez nous voir !

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

N°316- Novembre
Comité de clôture des articles :
samedi 02 octobre à 14 h
(clôture brèves : mercredi 06 octobre à 12 h)
Expédition :
vendredi 22 octobre de 14 h à 21 h 30

N°317 - Décembre
Comité de clôture des articles :
samedi 30 octobre à 14 h
(clôture brèves : mercredi 03 novembre à 12 h)
Expédition :
vendredi 19 novembre de 14 h à 21 h 30

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE

ÉLECTIONS EN TCHÉTCHÉNIE
URNE
BULLETIN DE VOTE











Cohérence

Si la non-violence est une idée qui remonte aux temps des plus anciennes religions, il a fallu attendre Gandhi au début du vingtième siècle pour que cette non-violence devienne un moyen de faire de la politique : «la fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la graine» se plaisait-il à répéter.

Gandhi prônait une cohérence entre sa manière de faire de la politique et le but que l'on se fixe. Cette recherche de cohérence s'illustre en France, entre autres, par les communautés de l'Arche de Lanza del Vasto (1).

De la même manière, la démarche de simplicité volontaire est une démarche ancienne qui a suscité une abondante littérature (2). Le passage à la «décroissance» est un moyen d'utiliser cette idée sur le plan collectif donc politique.

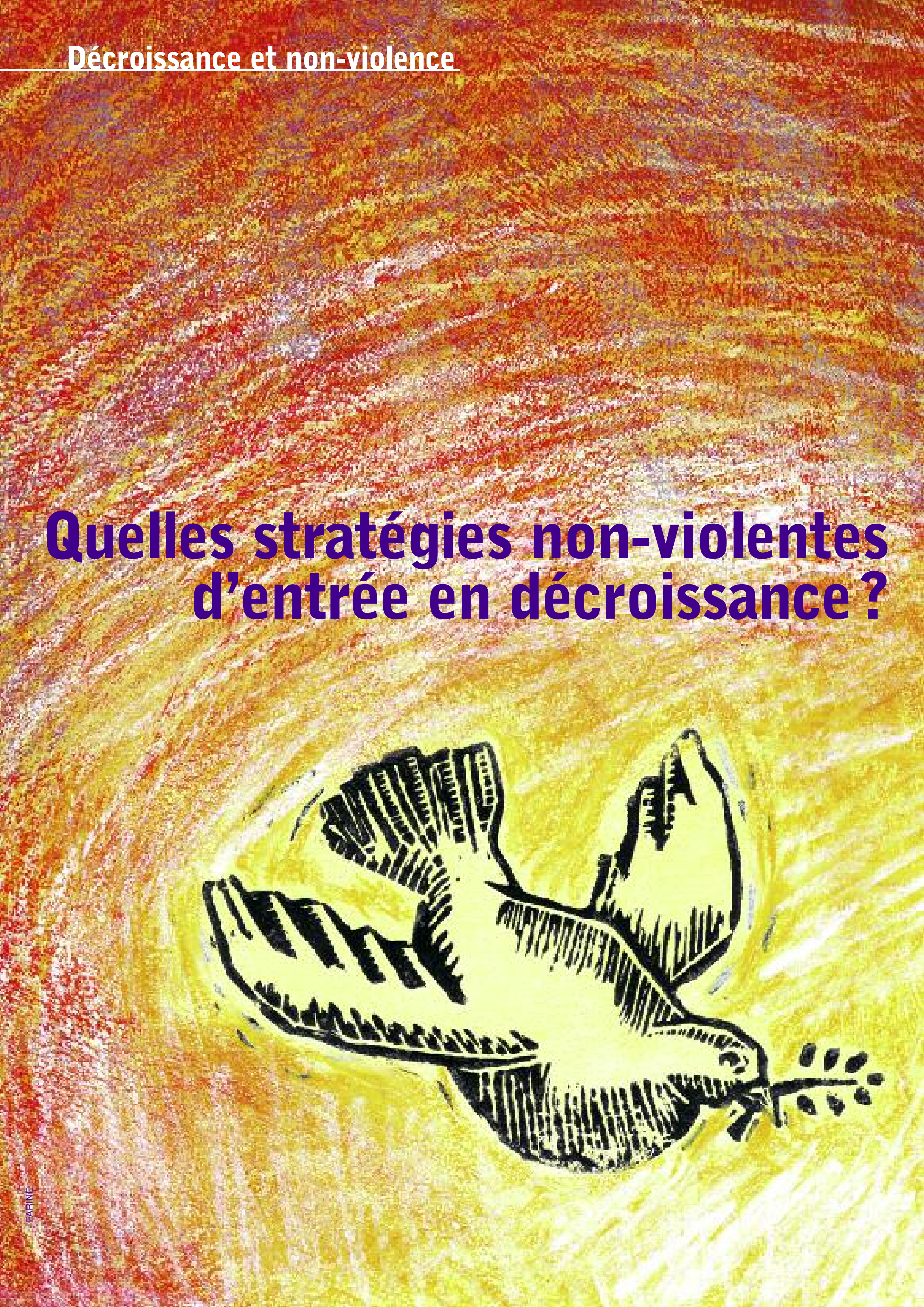
La recherche de cohérence que l'on perçoit dans la décroissance — on ne peut croître sans cesse sur une planète limitée — ne pouvait laisser indifférente la mouvance non-violente. Nous présentons dans ce numéro des textes écrits par des personnes du MAN, mouvement pour une alternative non-violente (3), sur le sujet.

Si la croissance est une forme de violence, des plus puissants contre tous les autres et contre la survie même de la planète, la non-violence complète les approches de la décroissance en apportant une méthode dans notre relation aux autres, générations d'aujourd'hui et générations de demain.

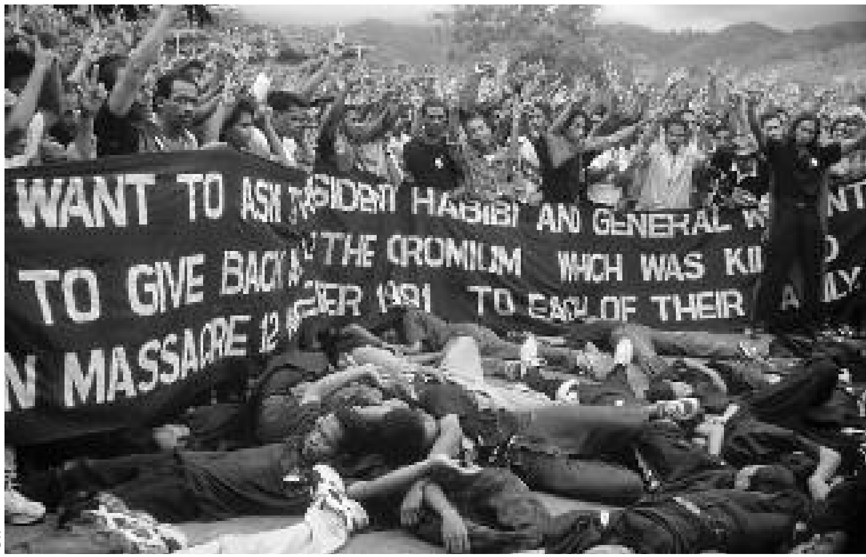
Francis Vergier ■

(1) Arche de La Borie Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 44 09 89. Voir rôle des communautés et écovillages, de Marie-Andrée Brémond, *Objectif décroissance*, ed. Parangon, 2003.
(2) Citons l'un des plus intéressants : *La simplicité volontaire, plus que jamais*, de Serge Mongeau, éd. Ecosociété, 1998.
(3) MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25.

Quelles stratégies non-violentes d'entrée en décroissance ?



La non-violence, en tant que stratégie d'action, a-t-elle quelque chose à apporter à la décroissance, vue comme critique d'une logique socio-économique constituant une violence sociale, culturelle, écologique majeure ?



DR

Die-in au Timor 1998.

Il n'est pas inutile d'abord de rappeler de quoi l'on parle lorsqu'on évoque les stratégies d'action non-violente. Parler de stratégie, c'est parler d'étapes successives d'une campagne d'action réfléchie, d'analyses préalables de la domination à laquelle on veut s'opposer, enfin de concertation et d'organisation collective.

Les violences induites par notre mode d'organisation économique — qu'on ne saurait réduire à la seule caractéristique de la «croissance» — se prêtent-elles, d'une part, à de telles stratégies d'action non-violente ? Et qu'implique, d'autre part, le choix de ces dernières par les partisans de la décroissance, au niveau de la responsabilité, de l'organisation et de la capacité à proposer des alternatives ?

Les stratégies et les ressources de l'action non-violente

Chaque situation exige une stratégie qui lui est appropriée, suffisamment souple pour être modifiée en fonction des évolutions du rapport de force, du contexte, ou encore de la répression. Néanmoins il semble possible de poser quelques jalons utiles de manière générale pour l'élaboration de stratégies non-violentes. C'est ce que fait Jean-Marie Muller dans «Stratégies de l'action non-violente» (1) où, s'appuyant sur l'expérience historique des luttes non-violentes qu'il a étudiées, il indique un certain nombre d'étapes qu'il juge important de prendre en compte, pour garantir une campagne d'action d'un échec trop systématique :

• le choix d'un objectif stratégique : clair, réaliste, atteignable (il est important de distinguer le souhaitable du possible, le souhaitable n'étant pas oublié mais vu comme horizon). Le choix d'un objectif flou ou démesuré pour la campagne d'action à court ou moyen terme garantirait l'échec de celle-ci ;

• des tentatives de négociation avec «l'adversaire», avec les personnes qui détiennent le pouvoir de réaliser les changements qu'on aimerait voir advenir. Le dialogue, ou du moins sa tentative, doit être premier non seulement avant le passage à l'action, mais aussi durant celle-ci ;

• l'appel à l'opinion publique : lui faire prendre conscience de l'injustice, sans la culpabiliser. Il est important de la mettre de son côté, car son soutien est primordial, il constituera la force du mouvement. Cet appel à soutien se fait au moyen de communiqués, de pétitions, d'actions de sensibilisation, de défilés, de marches, de grèves de la faim limitées, etc.

• l'envoi d'un ultimatum, qui fait augmenter la pression ;

• le passage à l'action directe, mettant en œuvre des moyens non-violents de contrainte, en parallèle à l'effort de persuasion. Actions de non-coopération : grèves, boycotts, refus de l'impôt ; et actions d'intervention : sit-in, obstruction, usurpation civile (subvertir le système en restant à son poste et en appliquant d'autres consignes que celles demandées), organisation parallèle, désobéissance civile…

Il est alors utile d'évoquer ici de manière plus précise certaines de ces ressources de l'action non-violente.

La force de la non-coopération

Les luttes de Gandhi, de Luther King, la résistance des Praguois en 1968 contre l'invasion des chars soviétiques… : de nombreuses luttes non-violentes dans l'histoire s'appuient sur la force du nombre organisé face à une puissance injuste ou illégitime, et plus précisément sur la force de la non-coopération.

Face à des dominations politiques, sociales, culturelles, économiques qui reposent en grande partie sur la coopération volontaire ou du moins sur l'obéissance de ceux-là même qui les subissent, c'est le refus concerté de concourir plus longtemps à cet état de fait qui suffit, plus souvent et sûrement qu'on serait tenté de le croire, à voir s'effondrer ces dominations. Ce principe théorisé par La Boétie, Henri-David Thoreau et quelques autres, a fait preuve d'une efficace surprenante là où il a été mis en œuvre et suivi par le plus grand nombre. Il est résumé dans cette formule saisissante de Barthélémy de Light, au dix-neuvième siècle : «Là où nul n'obéit, personne ne commande ! «.

Un exemple parmi d'autres de cette force de la non-coopération est celui du putsch d'un certain Kapp en 1921 en Allemagne : face au refus généralisé de l'ensemble de la société, à toutes les échelles, de suivre ses ordres, il vit son pouvoir être réduit à celui de ses membres.

La caractéristique de l'action non-violente de masse se trouve donc dans un refus de coopérer qui se trouve à la portée de toutes et de tous. Sa force est d'être à la portée de tout le monde, y compris les plus faibles, et d'être difficilement réprimable car peu visible. Il est en effet difficile de réprimer quelqu'un qui participe au boycott de certains produits, car il ne s'agit pas d'un acte mais d'un «non-acte» ! Et il est tout aussi difficile de réprimer un mouvement civil de trop grande ampleur qui s'oppose ouvertement à une politique injuste : «Il y a sans doute un seuil au-delà duquel un mouvement civil de masse n'est plus réprimable» (2).

(1) Muller Jean-Marie, *Stratégie de l'action non-violente*, Points Seuil, 1981.
(2) Mellon Christian et Sémelin Jacques, *La non-violence*, p.93, PUF, Que-sais-je ? 1994.

Lorsque la non-coopération avec le système établi conduit à faire ce qui est interdit par la loi, par exemple à se rendre dans un lieu interdit, il s'agit alors de désobéissance civile. Lorsque, bravant la loi, à la suite de Gandhi, des millions d'Indiens se sont mis à ramasser librement le sel sans passer par les taxes britanniques, il s'agissait alors d'une action exemplaire de désobéissance civile. Exemplaire, car à la portée de tous (à condition d'être sur la côte), et d'une légitimité criante. Ce dernier point nous amène au suivant.


DR

Martin Luther King.

L'action symbolique

Une autre ressource de l'action non-violente réside dans la réalisation d'actions de résistance dotées d'une forte valeur symbolique, dont l'impact psychologique peut être important pour dynamiser et donner confiance à celle-ci, et dont l'impact médiatique peut être décisif pour le ralliement de l'opinion publique à la lutte. Savoir manier le symbole est l'une des forces stratégiques d'une campagne d'action non-violente : la poignée de sel brandie par Gandhi en 1930 après sa marche à travers l'Inde, pour signifier et matérialiser l'émancipation du peuple indien par rapport aux taxes britanniques sur le sel, le fromage brandi par José Bové à Seattle en 1998 pour signifier la résistance des cultures à l'uniformisation… L'action symbolique a également pour avantage d'être difficilement réprimable, car les sanctions prévues pour les délits de ramassage d'une poignée de sel ou de possession d'un roquefort sont, en tout état de cause, assez minimes… Elle permet en outre de recentrer le conflit sur son objet, qui y est mis en scène, alors même qu'il a toujours tendance à être transformé en conflit de personnes et à dégénérer en violence (3). Action symbolique et action de masse ne s'excluent évidemment pas et constituent même des moments complémentaires tous deux essentiels d'une campagne d'action non-violente bien ciblée. «Ainsi, résume Jean-Marie Muller, en dramatisant l'injustice, l'action non-violente exerce sur l'adversaire une pression morale, en tarissant les sources de son pouvoir, elle exerce sur lui une contrainte sociale» (4).

Trouver « la prise »

Pour agir avec plus d'efficacité contre l'injustice ou le système organisé auquel on souhaite résister, il convient de trouver quel est le « point faible » de l'adversaire, « le point de déséquilibre — celui d'où il sera le plus facilement ébranlé ; le point donc où l'abus de pouvoir est le plus flagrant, le plus criant, le plus gênant » (5). Une fois un tel point faible identifié et analysé, il est alors du plus grand profit de diriger ses actions et de mettre le doigt précisément sur ce point. Car c'est l'endroit qui, plus que tout autre, permet d'avoir prise sur le système et de le faire basculer.

« Là où nul n'obéit, personne ne commande ! »
Barthélémy de Light

Il s'agit alors d'agir comme sur un levier. C'est la stratégie qui a été privilégiée par Lanza del Vasto lors de son jeûne de protestation contre la guerre d'Algérie en 1957 à Clichy : axer sa protestation sur la question de la torture, qui représentait une question délicate et un point faible de la stratégie militaire du gouvernement français par rapport à son opinion publique, et qui était une manière d'introduire une remise en question plus générale du bien fondé de cette guerre.

Le programme constructif

Jean-Marie Muller exprime de la manière claire quels en sont les enjeux : « Lors d'une campagne d'action directe non-violente, le programme constructif consiste à organiser, parallèlement aux institutions et aux structures que l'on conteste et avec lesquelles on refuse de coopérer, des institutions et des structures qui permettent d'apporter une solution constructive aux problèmes posés. Il s'agit de mettre en place les bases concrètes de la nouvelle société, fondée sur la justice et la solidarité, pour laquelle la lutte a été entreprise. (…) Ainsi la stratégie de l'action non-violente s'efforce de réaliser en même temps la révolution politique et la révolution sociale. Elle n'attend pas la prise du pouvoir politique pour commencer à mettre en œuvre les changements économiques et sociaux nécessaires.

Le programme constructif doit permettre aussi de venir en aide aux militants du mouvement qui sont victimes de la répression exercée par l'adversaire, soit qu'ils perdent leur profession, soit qu'ils se trouvent en prison. Il est alors nécessaire que ces militants et leurs familles puissent aussitôt bénéficier, de la part du mouvement, d'une aide appropriée à leurs besoins réels. (…)

Ainsi le programme constructif permet-il à l'action non-violente de dépasser les aspects négatifs qui caractérisent la contestation, la résistance et la non-


DR

La marche du sel de Gandhi en 1930.

(3) Voir les ouvrages de René Girard, notamment *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Grasset, 1978, Le livre de poche, biblio essais.
(4) Muller Jean-Marie, op. cit., p. 45.
(5) Ibid. p.89.


DR

1968 à Prague : résistance contre l'invasion des chars soviétiques.

coopération. Par lui, un mouvement non-violent ne tient plus seulement sa consistance de ce à quoi il s'oppose, mais aussi de ce qu'il propose et réalise.» (6).

A partir de ces éléments comment est-il possible d'agir pour transformer la réalité socio-économique actuelle et entrer dans des économies et des sociétés de décroissance ?

L'effet tourniquet

Toute mise en action nécessite comme préalable une analyse affinée de la «domination» qui est en œuvre. Sur ce point, l'ensemble des articles et ouvrages publiés sur ce sujet analysent celle-ci, dans ses mécanismes et ses extensions, bien mieux que je ne pourrais le faire. Je me bornerai donc à donner un exemple de cette domination, qui se trouve imbriqué dans l'ensemble des violences induites par notre mode d'organisation actuel.

L'économie de marché porte à un niveau rarement atteint les inégalités économiques et sociales, à l'échelle du monde comme à l'intérieur de nos sociétés. Ici la précarité et l'insécurité sociale augmentent, l'exclusion se renforce et l'écart entre ceux qui s'intègrent dans le système économique au prix parfois de sacrifices personnels importants, et ceux qui en sont exclus, est de plus en plus dur. Ceux-là mêmes qui parviennent à en bénéficier sont trop souvent soumis à une pression insupportable. Les conditions de vie globales dans lesquelles l'homme évolue dans nos sociétés se sont insensiblement dégradées (au niveau de la qualité de l'air, de l'eau, de la nourriture…), l'horizon de vie et de sens de trop de personnes est réduit à l'aller-retour morne et épuisant du métro-boulot-dodo. Les rythmes de vie augmentent sans cesse comme un tourniquet qui expulse hors de lui ceux qui n'ont pas la force de s'y accrocher et qui broie dans son rythme effréné et aveugle ceux qui tentent encore de s'y tenir, et qui sont enjoints de pédaler pour participer à sa course (7).

Cette conséquence ne peut être séparée des inégalités à échelle mondiale, qui proviennent moins du manque de ressources, que de celui d'un partage équitable de celles-ci. Au niveau agricole, mais aussi pharmaceutique, technologique, culturel… Ni des conséquences écologiques déjà constatables.

Les violences transgénérationnelles : un problème stratégique inédit ?

Notre situation économique mais surtout écologique nous place devant un problème qui semble inédit.

Les luttes non-violentes reposent essentiellement, on l'a vu, sur la mise en place de stratégies collectives et massives de non-coopération et de désobéissance civile avec un ordre établi. Imagine-t-on le boycott des autobus de Montgomery en 1955 sans la participation des Noirs, qui en sont les premières victimes ? Imagine-ton la résistance à l'occupation des chars russes en 68 sans les Praguois, la grève de 1981 à Gdansk sans les ouvriers polonais, la désobéissance civile à la loi sur le sel en Inde en 1931 sans les Indiens ? Ces situations imaginaires semblent relever sinon de l'absurdité, en tant cas de configurations stratégiquement mauvaises.

La croissance économique est une arme de destruction massive à retardement.

C'est pourtant la situation dans laquelle nous nous trouvons concernant le problème de la croissance — ce dogme de la multiplication effrénée et continuelle de la production —consommation de biens et d'énergies, au service d'une mécanique économique censée trouver un équilibre dans l'emballement perpétuel de son allure…

Les victimes de la croissance, dans leur écrasante majorité… ne sont pas encore nées. Si les désastres écologiques induits par ce mode de fonctionnement commencent timidement à faire des dégâts aujourd'hui, et si les victimes de la croissance au niveau écologique, social, médical, économique, culturel, sont déjà extrêmement nombreuses, il nous faut bien réaliser qu'elles ne constituent en réalité qu'une part réduite des victimes humaines à venir de nos comportements énergétiques. Pour s'en tenir aux conséquences écologiques de notre société de croissance actuelle, il est devenu banal d'affirmer que nous commettons des destructions irréparables qui auront très bientôt des conséquences au-delà de toute imagination sur la vie sur notre planète, et entre autres sur notre espèce. La croissance économique est une arme de destruction massive à retardement.

Il s'agit là d'une violence transgénérationnelle, qui hypothèque les capacités de survie et même les possibilités d'existence de l'ensemble des générations qui viennent après nous. Les conséquences de nos actes dépassent tout bonnement les limites de notre imagination.

C'est là que se pose un problème stratégique encore inédit et qui pourrait être résumé ainsi : l'immense majorité des victimes écologiques de notre mode de vie n'est pas encore née. Et donc se trouve dans l'incapacité de réagir et d'agir, comme peuvent le faire les victimes, bien vivantes, d'injustices actuelles.

Imaginez-vous quel aurait pu être l'impact du boycott des autobus de Montgomery, si les victimes contemporaines de la discrimination ne s'étaient comptées que sur les doigts d'une main, et si seule cette poignée de Noirs avait pu agir, avec le soutien des quelques Blancs qu'elle aurait pu mobiliser ?

Proportionnellement, étant donné le rapport entre le nombre de victimes muettes et futures de nos actes et de celles qui se trouvent actuellement en capacité de réagir, nous nous trouvons dans une situation comparable… De quelle manière

(6) Ibid., p.81-86.

(7) Dans ce contexte, ce qui nous fait tenir et donne goût à la vie, c'est les rapports humains gratuits, la convivialité, les échanges non-marchands, et le temps passé… à le perdre ! Si ces moments précis constituent des espaces de bien-être, de respiration et de survie relationnelle et spirituelle dans notre contexte socio-économique, pourquoi ne pas choisir un mode d'organisation qui soit basé justement autant que possible sur ces caractéristiques ?


DR

pourrons-nous dégager, à partir de cette impasse apparente, des perspectives d'action non-violente, notamment de masse ?

Ou autrement dit, si les ressources de l'action non-violente existantes s'e révèlent être efficaces pour la défense des droits humains, nous nous trouvons au défi d'inventer des stratégies pour défendre les droits des personnes futures : quelles résistances transgénérationnelles saurons-nous inventer à ces violences transgénérationnelles ?

La responsabilisation, pivot de l'action non-violente

Si, dans le cas de la décroissance, au vu du caractère largement transgénérationnel des violences existantes, la question des conditions d'une action non-violente efficace de masse semble problématique, un autre élément propre à l'action non-violente se trouve être, lui, particulièrement présent.

Si nous reprenons l'exemple du boycott des autobus par la communauté afro-américaine de Montgomery, présenté par Jean-Marie Muller dans Stratégie de l'action non-violente comme «l'un des modèles les plus parfaits de l'action non-violente», nous constatons que la communauté noire de la ville peut être considérée comme victime d'une situation injuste, mais que précisément toute la logique qui la mène à ce boycott, avec son leader Martin Luther King, est d'affirmer qu'elle n'est pas que victime de cette injustice mais qu'elle en est également responsable, dans la mesure où ses membres ne font pas tout pour la faire cesser. C'est là le principe de base de la désobéissance civile.

C'est donc la responsabilisation, c'est-à-dire le refus de rejeter la responsabilité de l'injustice exclusivement sur l'autre et de la combattre en une lutte toute extérieure, au profit d'une reconnaissance de sa propre part de responsabilité dans l'injustice et dans le mal commis, qui caractérise l'action non-violente. La ligne de partage ne passe plus à l'extérieur, entre l'oppresseur et la victime, mais bien à l'intérieur, entre la part en soi de coopération à l'injustice, et celle de résistance à celle-ci. La lutte non-violente est un combat intérieur autant qu'extérieur. Un combat qui implique, met en cause et responsabilise celui qui le mène, au lieu de rejeter la responsabilité sur l'autre — l'ennemi, le système — dans un réflexe bien connu de « polarisation externe », processus psychique qui se trouve être à la base de la plupart des violences (8).

La force de la responsabilité

Il s'agit là d'une posture moins théorique que pratique : je concentre mon énergie sur la part d'injustice dont je suis moi-même responsable, et donc sur laquelle j'ai un pouvoir réel, et cela me permet d'avoir une action d'une efficacité optimale face à cette injustice. Mes capacités de transformation d'une situation sont en effet proportionnelles à ma responsabilité dans cette dernière. Si plaider l'irresponsabilité semble au premier abord plus facile, le corollaire de cette posture de rejet de la responsabilité sur d'autres, est le rejet des capacités de chan-gement, sur ces mêmes autres, et donc l'auto-condamnation à l'impuissance personnelle et à la dépossession de son propre pouvoir sur sa vie.

La spirale destructrice de la croissance marche essentiellement grâce à un carburant qui se trouve être notre coopération quotidienne volontaire.

Si nous cherchons à introduire ces dernières réflexions sur la responsabilité et les potentialités d'action qui lui sont liées, à la contestation de la croissance économique qui régit nos sociétés, nous nous trouvons alors amenés à une remise en cause fondamentale de nos modes de vie au quotidien. Nous pouvons certes ne voir, dans les conséquences destructrices socialement, humainement ou écologiquement de notre système d'échanges économiques actuel, que la responsabilité, bien réelle il est vrai, des grandes multinationales, des organismes financiers internationaux, ou des dirigeants politiques aveuglés par leur désir de dominer au mépris d'une vision d'ensemble. Mais il se révèle très vite pour qui veut être honnête que la spirale destructrice de la croissance marche essentiellement grâce à un carburant qui se trouve être notre coopération quotidienne volontaire à ses processus. Il serait malhonnête de notre part et trop facile de nous tourner vers d'autres, vers de vilains exploitants, pour expliquer l'exploitation mortifère de notre biosphère. Ce ne sont pas quelques hauts-gradés de la finance et de la corruption qui utilisent à eux seuls des millions de voitures, des millions de tonnes de produits manufacturés toujours plus inutiles et des millions de tonnes d'emballages alimentaires par an. C'est bien nous.

Les grandes multinationales ne sont pas dirigées par de grands manitous occultes programmant la destruction accélérée de notre planète. Par contre elles fonctionnent grâce au labeur rangé et anonyme de nombreux cadres, agents commerciaux, ouvriers, transporteurs, publicitaires et finalement consommateurs, sans lesquels les ordres du PDG de l'entreprise, même s'il les hurlait en s'époumonant, n'auraient aucun impact sur l'environnement. Mais tous ceux là — nous — sont complices du système. Nous sommes complices car notre survie à court terme est en jeu — le «jeu» du mécanisme de la précarité est d'entretenir la rareté de l'emploi pour maintenir sous pression les travailleurs par la peur de l'exclusion et le spectre de la misère.

Refusons tous demain, de l'ouvrier à l'agent publicitaire en passant par le cadre, mais surtout le consommateur, de jouer le rôle qui nous est réservé dans la partition de la croissance illimitée, et tout cela s'écroule. Commençons par balayer devant notre porte : ce principe est, du seul point de vue stratégique, étonnamment efficace !

Nous nous trouvons donc dans une situation où d'une part les ressources de l'action non-violente de masse se trouvent exceptionnellement limitées par rapport au nombre réel de victimes des violences économiques largement transgénérationnelles qui sont perpétrées, et où d'autre part la responsabilité de ces violences est plus clairement qu'ailleurs attribuable à notre propre coopération volontaire, à travers la production et la consommation essentiellement.

Quelles pistes entrevoir dès lors pour une action non-violente pertinente et effi-

(8) Selon le psychiatre états-unien Friedrich Hacker, dans son ouvrage *Agression-Violence dans le monde moderne*, Calmann-Lévy 1972.


DR

Cancun, manif contre l'OMC, Organisation mondiale du commerce.

cace visant à sortir de cette situation génératrice de misères sociales, d'épuisement des ressources naturelles et de destruction durable du vivant ?

La responsabilité d'être forts

S'il est vrai que le nombre des victimes vivantes de nos violences économiques est largement inférieur au nombre de celles à venir, cela ne doit pas nous cacher qu'il reste tout de même très important. C'est même sans doute l'un des plus importants qui ait jamais existé et que nous pouvons attribuer à un processus unique (quoique complexe), qui est cette forme de mondialisation libérale actuelle instaurant une marchandisation de l'ensemble des rapports humains et des rapports à notre planète.

Ainsi, en dépit de ce problème stratégique inédit soulevé et induit par la nature écologique des violences économiques que nous perpétrons, il faut affirmer que, d'un autre point de vue plus pragmatique et centré sur le présent, nos ressources en termes d'action non-violente de masse sont malgré tout très importantes.

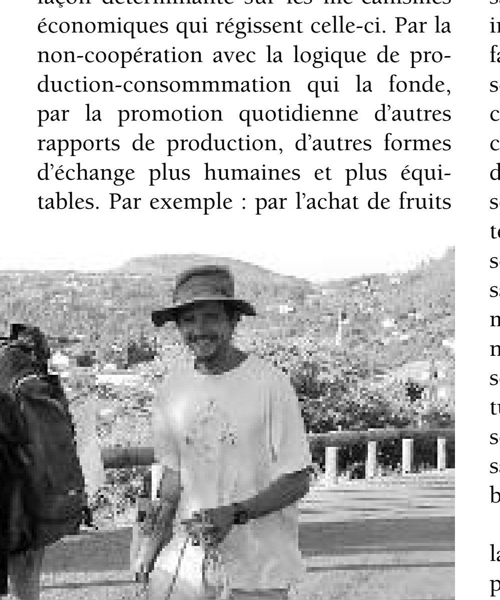
Il a été entrevu ci-dessus comment pourrait s'exercer une non-coopération avec les mécanismes de la croissance à travers la production et la consommation essentiellement. En effet, l'ensemble des « victimes » actuelles de la mondialisation sous ses divers aspects sont, en vertu du principe de responsabilité énoncé plus haut, susceptibles d'agir de façon déterminante sur les mé-canismes économiques qui régissent celle-ci. Par la non-coopération avec la logique de production-consommmation qui la fonde, par la promotion quotidienne d'autres rapports de production, d'autres formes d'échange plus humaines et plus équitables. Par exemple : par l'achat de fruits et légumes de saison et locaux, afin d'éviter des transports gigantesques et la pollution induite par ceux-ci. Par l'achat de produits de la terre sans marque et sans emballage. Par la confection de plats cuisinés plutôt que l'achat de plats préparés. Mais aussi par les choix énergétiques, concernant en particulier les transports… et par les changements de rythme de vie qui sont induits par de tels choix.

Les changements personnels de vie sont nécessaires mais pas suffisants.

Passer de l'individuel au collectif

J'ai été frappé lors du colloque sur la décroissance à Lyon en septembre 2003, par un certain nombre d'interventions qui mettaient en valeur des expériences admirables de cohérence et d'engagement personnel, reflets de choix difficiles et courageux car souvent en rupture avec les comportements sociaux courants. Il ne fait pas de doute pour moi que là se trouve la base de toute volonté de changement plus global et de cheminement vers une société de décroissance. Je fais moi-même mes premiers pas chancelants dans cette voie — multiple — que beaucoup réalisent au quotidien. Et pourtant j'ai été choqué par certaines de ces interventions. Certaines laissaient en-tendre que le changement de vie individuel était à lui seul suffisant pour faire évoluer la situation globale vers une sortie de la spirale absurde de la croissance reine. Au risque de choquer à mon tour certains, il me semble devoir affirmer que de tels changements personnels de vie — se nourrir différemment et mieux, inventer d'autres rapports de production, etc., sont, selon l'expression consacrée, nécessaires mais pas suffisants. De la même manière qu'un militantisme politique qui ne s'accompagne pas de changements personnels cohérents peut être parfois immature, il me semble que le changement personnel pris pour lui-même comme suffisant, n'échappe pas parfois à une certaine bonne conscience.

Il me semble important d'affirmer que la somme des actions individuelles ne peut pas faire système à elle seule, qu'elle n'est pas suffisante pour nous porter à l'échelle des défis à relever à l'échelle planétaire. La somme ou la juxtaposition de ces actions individuelles, nécessaires comme fondement d'une non-coopération, ne peut pas résoudre à elle toute seule la situation. Croire cela ce serait croire en une nouvelle main invisible, qui cette fois-ci se trouverait dans notre camp ; ce serait sans doute céder à


I.E.E.S.D.S

François Schneider, membre de l'Institut pour la Décroissance, donne des conférences sur le sujet en se déplaçant à pied. Parti de la Drôme en juillet 2004, il est actuellement en Aquitaine et suit le canal du Midi en direction de Montpellier.

une mythologie.

Pour assumer cette responsabilité d'être forts, il me semble nécessaire de passer, d'une manière ou d'une autre, de l'individuel au collectif, de mutualiser ces expériences personnelles de changement de mode de vie, de production et de consommation, afin d'instaurer une véritable dynamique de non-coopération. Chacun voit que de multiples engagements individuels de non-coopération avec un ordre établi, de quelque nature qu'il soit, pour importants et nécessaires qu'ils soient, sont autre chose qu'un mouvement ou qu'une campagne organisés de non-coopération.

Quelques habitants noirs de Montgomery, isolément, sans lien entre eux, par leur seule initiative personnelle de boycott des transports en commun, n'auraient pu contraindre le gouvernement fédéral à abolir la loi qui les discriminait. Il a fallu qu'ils élaborent conjointement une stratégie collective fédérant de multiples engagements personnels de boycott, pour parvenir à ce résultat.

De même quelques objecteurs de conscience isolés, sans lien entre eux, chacun dans son coin, si courageux, prophétique et admirable que soit leur choix, n'auraient pu parvenir à contraindre leurs gouvernements respectifs à faire voter le statut de l'objection de conscience. Il a fallu pour cela qu'ils coordonnent un minimum leur action et lui donnent une dimension plus proprement politique. D'ailleurs, pour prendre un exemple, en Espagne de nombreux objecteurs de conscience avaient été signalés sous Franco, sans pour cela gêner en rien l'institution militaire ni le régime. Ces personnes étaient des Témoins de Jéhovah. Ils refusaient le service militaire en vertu d'une éthique strictement personnelle et privée. Consciente de l'innocuité pour elle de leur refus, l'armée les a plus ou moins tolérés durant plusieurs décennies. Il a fallu attendre la fin des années 60 pour voir apparaître les premiers objecteurs de conscience (en particulier Pepe Beunza) qui gênèrent réellement l'armée, le gouvernement et la société toute entière, par la dimension collective et politique qu'ils donnèrent à leur lutte. Leur combat aboutit quelques années plus tard à un statut des objecteurs de conscience en Espagne. Ne soyons pas «témoins de Jéhovah» dans notre engagement personnel d'objecteurs de croissance !


DR

Le hamac : une arme de destruction massive.

Pourquoi ne pas organiser une « marche des descendants » où descendants et ancêtres illustres se rejoindraient pour appeler les vivants à ne pas briser la trame de l'histoire ?

Ce n'est pas être amoureux de l'institutionnalisation pour elle-même, ou chantre de la récupération politique et de l'embrigadement, que de considérer que si les partisans de la décroissance souhaitent donner un impact politique fort à certaines de leurs objections, expériences et propositions, dans le cadre de stratégies d'action non-violente, il sera alors nécessaire de s'organiser un tant soit peu. Il y a bien sûr une différence entre institutionnalisation forcenée, et instauration d'une dynamique collective. Cette dernière, aussi légère soit-elle dans ses structures, est nécessaire pour apporter une visibilité extérieure à des expériences qui le méritent, pour encourager et soutenir celles et ceux qui s'impliquent dans celles-ci, pour faire circuler les informations et les idées, mais également et tout simplement, pour adopter des stratégies communes. Je n'ai pas ici de plan d'organisation à proposer, bien sûr, mais je voulais du moins porter cette interpellation et cette exigence. « La désorganisation est la sœur jumelle de l'irresponsabilité », écrivait Archinov (9).

Il existe déjà divers mouvements et réseaux engagés autour de cette idée de décroissance. Dans la perspective de la mise en branle de stratégies non-violentes d'action collective, il peut s'agir soit de renforcer ces réseaux déjà existants, soit d'en créer de nouveaux, plus larges encore : face à la puissante et complexe machine socio-économique contre laquelle on veut lutter, il convient d'être fermes, d'être durs comme le roc, comme le ROCAD (Réseau d'objecteurs de croissance pour l'après-développement) ?

Quelles stratégies collectives d'entrée en décroissance ?

Quelles peuvent être les stratégies d'objection collective et politique à la croissance ?

La non-coopération, on l'a vu, semble être une ressource essentielle, primordiale pour une stratégie de rupture avec les mécanismes économiques que nous nous donnons actuellement. «Le grand problème de la production capitaliste, écrivait déjà Paul Lafargue au dix-neuvième siècle, est (…) de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur créer des besoins factices» (10). C'est dans la non-coopération en tant que consommateurs que repose en grande

Cette croissance a besoin de carburant. Partout où l'on trouve de l'or noir, partout croissent les guerres, croissent les dictatures, croissent les expropriations. Le pétrole est bien le moteur de la croissance. Mais de la croissance des violences et des iniquités dans le monde. En Equateur par exemple, un oléoduc est construit au mépris des revendications légitimes des communautés indiennes vivant sur son parcours : scènes de lutte inégale similaires à bien d'autres partout dans le monde : l'éléphant écrase une puce sans bruit. Et l'on applaudit l'éléphant pour ses performances, sans voir la puce. Les puces, c'est nous. Mais paradoxalement, l'éléphant aussi, c'est nous.

(9) Archinov, *La Makhnovchtchina*. Ed. Spartacus, 2000.
(10) Lafargue Paul, *Le droit à la paresse*, 1880.

partie notre pouvoir, puisque c'est dans la coopération en tant que consommateurs que repose en grande partie notre responsabilité. «Parce qu'une solution issue des décideurs politiques est improbable, je préconise une réaction individuelle (si elle est entendue, elle deviendra collective) de désengagement économique et de non-collaboration au système avec pour objectif de l'abandonner plutôt que de le combattre, en nous réappropriant le politique et l'économique», écrit Gérald Almarcha (11). Paul Ariès lui aussi semble privilégier une telle piste lorsque, parlant de notre système économique basé sur la consommation et de ses conséquences, il estime que « le boycott organisé est constitué en délit en France. Le système en a très peur. C'est très efficace ». Il apporte une précieuse précision, comme on le verra plus loin, lorsqu'il ajoute : «Cependant, par exemple, une journée de boycott de Mac'Do doit être en même temps une journée de solidarité avec le personnel de Mac'Do» (12). Mais c'est également la non-coopération en tant que producteurs et acteurs du système, qui doit être mise en œuvre, pour aller au bout de notre responsabilité.

Proposer aux personnes au chômage ou en travail précaire des perspectives de travail s'articulant à un rythme de vie et à des repères différents.

L'action symbolique est elle aussi importante à mettre en œuvre. Elle vise essentiellement à renforcer la confiance de celles et ceux qui se lancent dans une campagne d'action pour la promotion d'une économie et d'une société de décroissance, mais aussi et surtout à sensibiliser l'opinion publique et à la convaincre de l'intérêt d'entrer dans une telle dynamique : « ce ne sont pas les minorités convaincues qui font l'histoire, mais les minorités qui savent convaincre » (13). Pour donner un exemple : dans un contexte où la majorité des victimes des violences liées à notre organisation socio-économique actuelle ne sont pas encore nées, et donc incapables de faire entendre leur voix et de lutter pour faire valoir leurs droits, pourquoi ne pas les matérialiser dès aujourd'hui, en les figurant et en les faisant intervenir lors de manifestations ? Pourquoi ne pas organiser une «marche des descendants» qui viendraient interpeller les vivants sur les violences qu'ils leur font subir, et les appeler à les rejoindre, c'est-à-dire à les prendre en compte et à les «vouloir» ? Une marche où descendants et ancêtres illustres se rejoindraient pour appeler les vivants à ne pas briser la trame de l'histoire ?

Un défi à relever

Si la croissance était une automobile, la publicité serait sans doute la pédale d'accélérateur. Dans ce cas, elle serait un endroit privilégié sur lequel agir afin d'entraver la course de la voiture. C'est peut-être dans la publicité, véritable accélérateur psychologique de croissance, que se trouve une prise (parmi d'autres), un point sensible du système en son entier, sur lequel une campagne d'action pourrait être portée en vue de déstabiliser celui-ci. Les réactions épidermiques ayant suivi les actions anti-publicité de ces derniers temps semblent attester que l'on touche là un point délicat, un point stratégique de l'aliénation vo-lontaire qui préside à la marche en avant de la croissance.

Comme le pointait la remarque de Paul Ariès plus haut, une campagne d'actions d'objection de croissance doit nécessairement s'accompagner d'un programme constructif, qui soit en même temps une force de contre-propositions basées sur des expériences et des idées, et une structure susceptible d'aider matériellement les personnes qui s'engagent dans des actions parfois très engageantes de non-coopération ou de désobéissance civile. C'est là sans doute que seront estimés la cohérence, la pertinence et l'attrait de tout mouvement cherchant à entrer dans une société et une culture de décroissance par des stratégies non-violentes.

Concrètement, que peut-on envisager ? Une mise en valeur, à travers un réseau servant de plate-forme de communication avec l'ensemble de la société, des nombreuses expériences qui sont vécues depuis longtemps parfois et qui apportent des témoignages forts d'alternatives sociales, politiques, économiques. Une réflexion critique et collective sur ces expériences et sur ce qui peut être proposé à partir de celles-ci à une proportion plus large de personnes, dans un esprit de pluralité. Une structure, où la mise en réseau de micro-structures, permettant à des personnes qui veulent faire acte d'objection de croissance engageant l'ensemble de leur existence sociale — et il y en a — de pouvoir réaliser ce choix sans tomber dans une précarité sociale inéluctable, soit en s'insérant dans des expériences existantes, soit en bénéficiant d'une solidarité qui leur permette de monter leur projet de vie décroissant. De même que les objecteurs de conscience bénéficiaient, autant qu'il était possible, d'une solidarité envers eux et leurs familles quant aux conséquences sociales de leur choix, grâce à leur organisation collective.

Enfin, il me semble que la décroissance pourrait gagner en crédibilité si celles et ceux qui œuvrent en ce sens réussissaient à proposer dans ce cadre des perspectives de vie décentes aux nombreuses personnes qui vivent dans la précarité et dans l'exclusion de notre société-tourniquet. Proposer aux personnes au chômage ou en travail précaire par exemple, des perspectives de travail s'articulant à un rythme de vie et à des repères différents, dans une perspective de société décroissante : n'y a-t-il pas là un défi à relever ? En plus de l'urgence évidente d'une telle perspective, ce serait un signe fort de promotion de la décroissance comme horizon de valeurs alternatif à celui de notre société d'exclusion, et comme alternative concrète parvenant à offrir des perspectives socio-économiques humaines et viables là où le règne du marché échoue. Ce pourrait être l'un des grands chantiers de la décroissance.


DR

Le sourire : autre arme de destruction massive.

Un point d'importance : une culture de décroissance et une culture de non-violence ont toutes deux pour caractéristique essentielle commune, le souci de l'autre, présent et à venir. C'est là une force commune de critique de la culture dominante, qui tend à enfermer sur soi et à gommer toute prise en compte de l'altérité, du passé et de l'avenir, c'est là une base commune sur laquelle imaginer des alternatives, mais c'est aussi la matière première pour une manière d'agir dès aujourd'hui qui allie une réelle efficacité et un respect absolu de la personne d'autrui.

Guillaume Gamblin ■

Pour contacter l'auteur : Guillaume Gamblin, 11 rue J.P.- Veyrat, 73000 Chambéry.

(11) Almarcha Gérald, J.-M. Harribey et la décroissance, Politis, 25 décembre 2003.
(12) Ariès Paul, Les manipulations mentales au sein de la mondialisation, conférence à DiverCité, Lyon, 10 décembre 2002.
(13) Muller Jean-Marie, op. cit.

Violence du développement

Nous prétendons que l'humanité connaît une fréquence des actes de violence inédite dans notre Histoire. Loin d'affirmer que, dans les domaines sociaux, politiques, écologiques et économiques, de tels actes sont la rançon du progrès, s'il s'agit de rompre le lien entre croissance et violence, comment reconnaître que nous ne pouvons plus croître sans fin dans un monde limité si nous refusons les moyens de préserver notre planète et le développement comme principe destructeur de nos écosystèmes ?

Des trois phases historiques du capitalisme à savoir la colonisation, le développement et la mondialisation, le développement demeure un concept qui défie les clivages idéologiques et politiques. Quand certains proposent de nous entendre sur le terme de développement, d'autres affirment qu'il n'existe pas de bons modèles de développement. Les arguments des opposants sont nombreux, le développement est une idée occidentale qui n'a pas d'équivalent dans d'autres cultures. Les politiques de développement produisent une triple destruction : la destruction des relations sociales, la destruction des ressources de la planète, la destruction à plus ou moins long terme des produits industriels. Cette stratégie révèle la volonté d'omnimarchandisation des biens et des services qui ne deviennent accessibles qu'à la population solvable. Imposé sur tous les continents mais avec plus de violence dans les pays du Sud, le développement a des conséquences évidentes : depuis cinquante ans qu'on développe le tiers-monde, les populations s'appauvrissent.

Nous avons, nous Occidentaux, transformé notre lien ancestral avec la planète et avec le reste de l'humanité. Ce changement radical se révèle dans notre façon de penser. Il est à la fois d'ordre syntaxique : la forme intransitive de l'action de se développer s'est transformée en forme transitive, développer les autres. Il est aussi d'ordre idéologique : le monde se trouve partagé entre pays développés et pays à développer, d'où la notion de pays en développement. Mais quelle est la réalité de cette notion au regard des économies comparées du Nord et du Sud ? Alors que 20% de la population mondiale consomme plus de 80% des ressources exploitées dans le monde, comment les pays du tiers-monde peuvent-ils se développer ? Quelle est réellement la violence de cette situation ? A partir du moment



DR

La télévision pollue dans les coins les plus reculés de la planète.

où les pays du tiers-monde (les anciens pays colonisés) acceptent de se définir eux-mêmes comme sous-développés et d'entrer dans le jeu global du développement, la violence physique se trouve remplacée par une autre forme de violence, la violence symbolique. C'est le moyen, pour les ex-colonisateurs, de parvenir au même résultat, la poursuite de la domination, souvent sans usage visible de la force armée.

Le développement, c'est la marchandisation des biens et des services qui ne deviennent accessibles qu'à la population solvable.

En quête d'un rapport plus équitable entre le Nord et le Sud, préconiser pour les populations démunies le même niveau de vie que pour les nantis du Nord est incompatible avec la préservation des équilibres écologiques . Ce n'est également pas spirituellement souhaitable. L'humanité aurait besoin de plusieurs planètes si chacun consommait comme les Occidentaux. Soucieux de notre empreinte écologique, parviendrons-nous à nous limiter à 2,2 hectares, la surface de terre disponible par habitant ? Gandhi ressentait le lien entre violence et développement. Il portait un jugement critique sur la société industrielle et quand on lui demandait s'il souhaitait que l'Inde atteigne le même niveau de développement que l'Angleterre, Gandhi répondit : « il a fallu toute la planète à l'Angleterre pour se développer, combien alors faudra-t-il de planètes pour développer l'Inde ».

Les militants tiers-mondistes n'abandonnent pas le développement, ils souhaitent le rendre plus humain et durable. Loin de rejeter la composante durable, une question subsiste : le développement durable n'est-il pas la poursuite sans limite des conséquences néfastes du développement, notamment la capacité du système à produire de l'exclusion au Nord comme au Sud ? Maintenir le développement durable, c'est privilégier le principe de l'aide au tiers-monde sur l'acte politique consistant à s'interroger sur la signification de la pauvreté, liée à l'origine de notre richesse, c'est-à-dire le pillage des ressources.

Nous proposons une panoplie de réformes pour tenter de rétablir des rapports plus justes entre le Nord et le Sud. Que penser de l'abolition de la dette des pays pauvres ? Sans changer les règles financières et commerciales qui ont produit ces effets dévastateurs sur leurs populations, cette mesure ne ferait que différer le système d'oppression.



Le téléphone portable au service du pillage des ressources du Sud.

Taxer les transactions financières pour dégager des moyens de financer l'aide au développement ne servirait qu'à exporter l'occidentalisation de notre mode de vie et qu'à pérenniser l'industrialisation du monde. Développer le commerce international pour exploiter les ressources du Sud bénéficie principalement à l'exploitant occidental.

Une fois déduites les charges liées à l'exportation, l'exportateur ne dispose plus que de la valeur résiduelle sous forme de taxes sur les produits et des salaires versés à la main-d'œuvre locale.

L'aide directe aux populations du tiers-monde s'inscrit dans une logique occidentale d'assistanat. Le commerce équitable, le micro crédit sont des moyens d'intégrer les relations non marchandes traditionnelles dans le commerce international. Conscients du caractère abusif et malhonnête du commerce international, certains essayeront d'imaginer des pratiques non agressives.

De la pertinence du commerce équitable

Etudions la pertinence du commerce équitable. Si équité signifie justice et réciprocité, imaginons alors qu'un groupement de consommateurs du Sud assure la promotion d'une activité non vivrière de producteurs du Nord dans le but de valoriser une consommation de confort pour des populations vivant dans le Sud ? Plutôt que cette hypothèse irréaliste, à cette relation entre perdants à somme nulle, pourquoi ne pas choisir une relation du type gagnant-gagnant ?

Face à la violence que représentent ces multiples destructions ayant pour origine notre ancrage au mythe du développement, il serait illusoire d'attendre de l'Etat de réparer les désordres occasionnés par la société industrielle, d'abord parce qu'il est complice et moteur du système d'oppression et ensuite parce qu'il se désengage progressivement de son rôle de régulateur social. Envers les pays du tiers-monde, il serait plus efficace d'avoir à l'esprit les conséquences de nos actes, de ne pas nuire et d'abandonner le principe de l'assistanat appelé aide.

La montée de la violence n'est pas tant un déficit de démocratie qu'une conséquence injuste de l'exploitation des ressources et de l'absence de répartition des richesses au Nord comme au Sud, ainsi qu'entre le Nord et le Sud. Nous avons le devoir de ne plus nous illusionner sur le discours démagogique et irresponsable de la croissance pour l'emploi. Les alternatives possibles seraient, de manière défensive, ne plus nous rendre complices du système participant à notre propre aliénation en décidant un désengagement économique et, de manière offensive, construire une société de décroissance privilégiant la satisfaction des besoins fondamentaux de l'être humain à partir des ressources disponibles au niveau local tout en élargissant le champ des relations humaines. Une décroissance quantitative pour une meilleure qualité de vie passe par la réappropriation de l'instrument politique et économique. Nous avons aujourd'hui la possibilité de choisir cette voie avant que l'organisation techno-industrielle et/ou les soubresauts de notre planète ne nous l'imposent. Une stratégie de réévaluation de nos réels besoins dans le but de diminuer substantiellement nos produits de consommation, stigmatisée de retour en arrière, serait une grande avancée pour les peuples du tiers-monde. Cette démarche permettra aux populations du Sud de mieux accéder à leurs ressources et à la terre. Elle sera une chance et une grande avancée pour tous les exclus du système.

Une véritable alternative est ancrée dans une perspective d'après-développement et dans l'expérimentation de ceux qui vivent en marge du système. Déjà, existent ou se recréent des îlots d'autonomie dans le désert relationnel du capital mondialisé. Compte tenu d'un rapport de force en notre défaveur, une stratégie efficace pour affaiblir le système consisterait à fédérer ces îlots pour qu'ils recréent un tissu social et économique capable d'affaiblir le système dominant, qui se trouverait abandonné plutôt que combattu.

Objecteurs de croissance

Imaginons une charte fédératrice de ces initiatives qui se reconnaîtraient dans des projets politiques de transformation du monde hors société industrielle. Des projets qui permettent de multiplier ces alternatives et de solidariser celles et ceux qui souhaitent bâtir une société conviviale au sein d'un réseau d'écolieux adoptant un objectif d'autonomie matérielle et de liens culturels entre chaque lieu ainsi qu'entre ruraux et citadins, en relation avec chaque population proche ou moins proche. Nous pouvons préciser la construction de ces projets lors de nos prochaines manifestations ou rendez-vous tels que colloques, universités d'été, rencontres de la simplicité volontaire…

Des stratégies portées par les objecteurs de croissance seraient d'autant plus efficaces qu'elles valoriseraient la régulation non-violente des conflits et les critiques de Gandhi à propos de la société industrielle quand il proposait de vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre (1).

Gérald Almarcha ■
membre du MAN

Ce texte est inspiré des lectures de Gandhi, Ivan Illich, François Partant, Gilbert Rist, Jacques Grinevald, Serge Latouche, François de Ravignan, Majid Rahnema, Mathis Wakernagel, William Rees, Hervé René Martin, Bertrand Louart.

(1) Les lecteurs de S!lence, sensibilisés à ces objectifs, ont souhaité nouer, par la création de l'association des Ami-e-s de S!lence, des liens forts créés lors de la rencontre organisée par la rédaction en juillet 2002 au Cun du Larzac. Les membres de l'association ont poursuivi cette dynamique lors d'une deuxième rencontre au Biolopin en juillet 2003 autour de tables rondes, d'ateliers riches en partage de valeurs communes dans l'esprit de Si!ence. Pour avoir constaté que la décroissance était une alternative possible qui nous portait, nous nous sommes rejoints autour d'un projet d'écovillage. Après deux réunions de réflexion trimestrielles, rassemblant une trentaine de personnes, nous constatons une volonté d'engagement de chacun avec la perspective de nous installer dans les prochains mois sur plusieurs sites fonctionnant en réseau.



Même en Ouganda, on peut perdre son temps dans un cyber-café !

Réduire les inégalités

La croissance économique exacerbe l'impression d'inégalité. La décroissance si elle s'accompagne de la non-violence peut être un moyen de redécouvrir l'entraide, la coopération… et de quitter les valeurs du système dominant.

On peut émettre l'hypothèse qu'actuellement un certain nombre de violence dites «urbaines» proviennent des inégalités sociales, lesquelles sont intimement liées à l'inégalité économique. En développant un mode de société où l'économique perd de son importance, où se re-développent des liens conviviaux, où l'individu n'est plus incité à la consommation, mais à la solidarité, où chacun a sa place indépendamment de sa capacité financière, on peut espérer que l'on verra baisser le niveau de désespérance et de violence.


SHARE INTERNATIONAL

Les effets de l'économie de marché et de la mondialisation libérale sur les inégalités sociales

C'est un système économique qui accentue les inégalités sociales et économiques : les riches sont toujours plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres tant au niveau national qu'international. Dans les années 1980 la société a cherché à déculpabiliser le rapport à l'argent, cette tendance a surtout déculpabilisé les riches en laissant se généraliser l'idée qu'on peut faire de l'argent par tous les moyens. Les richesses personnelles sont phénoménales actuellement et l'écart entre les plus riches et les plus pauvres n'a jamais été aussi important. Aux USA en 1960 l'écart moyen entre les salaires (sans parler des revenus) étaient de 1 à 20, en 1990 de 1 à 175, en 2003 de 1 à 500 (dans la société Dysney l'écart va de 1 à 8500 !) Au niveau international le phénomène est encore plus important ; les quelques personnes les plus riches du monde possèdent plus que les quelques dizaines de pays les plus pauvres du monde et globalement les habitants des pays les plus riches (Europe, USA, Japon…) ont une consommation de ressources naturelles largement excessive par rapport à la part qui leur revient en partage. Au niveau national et international cette logique exclut les moins compétitifs, les plus fragiles, entraînant une profonde insécurité sociale. La rareté de l'emploi a pour conséquence une peur des licenciements, une augmentation de la précarité et une dégradation des conditions de travail.

Notre système néolibéral valorise les seules activités marchandes et monétaires, et marchandise l'ensemble des aspects de la vie humaine. Il s'agit là d'un aspect éthique qui passe par des aspects très concrets de la vie de tous les jours. Tout tend à être marchandisé, aucun plaisir n'est envisagé en dehors de la consommation, aucune joie en dehors de ce qui s'achète et se vend. Le demandeur d'emploi doit lui-même chercher à «se vendre». La nature, les forêts, le temps lui-même, mais aussi la culture, la pensée, les hommes et les femmes : tout se vend. Il y a une réification généralisée du vivant, qui permet cela. Le matérialisme néolibéral réduit tout le vivant à des objets, à du marchandisable. Nicanor Perlas parle d'une «marchandisation généralisée des rapports humains». Le projet d'AGCS, Accord général sur le commerce des services incarne cette volonté. En un mot, c'est la privatisation de l'ensemble des services publics : électricité, transports, eau, énergie, déplacements, mais aussi de manière plus détournée santé, éducation, social, eau, culture… et cela de manière irrémédiable.

Le monde économique qui semble régir toute la vie de la société donne l'impression de s'emballer, entraîné par sa propre mécanique. L'économie de marché basée sur la croissance à tout prix s'est échappée de la sphère du contrôle politique, on est dans le domaine du cyberespace sans rapport réel avec le temps, l'espace, les lieux, les humains. Même dans l'industrie, le très court terme de l'actionnariat (le temps de la spéculation boursière) prend le pas sur le temps industriel (les salariés, les objets manufacturés, les délais de fabrication, le respect du client…). Une certaine conception du libéralisme économique veut réduire la place du politique et renvoyer l'Etat à ses seules fonctions régaliennes : le maintien de l'ordre, la sécurité. Le marché serait le seul régulateur et réduirait au maximum les marges de manœuvre du politique. Le monde serait alors régi par les mécanismes de la puissance, de la violence, de la compétition, de la loi du plus fort, de la concurrence. Les obsessions des technocrates sur la lutte contre l'inflation, sur l'équilibre monétaire, sur les résultats immédiats cantonnent leur champ d'action sur le présent, sans projection sur l'avenir.


DR



ALAIN FOEHR

Les effets sur l'inconscient collectif

La précarité entraîne une baisse de la sécurité personnelle et collective et augmente le sentiment de peur. Il y a un véritable désenchantement du présent qui renvoie à une incapacité à envisager un avenir. L'avenir fait peur, il n'est plus signe d'espoir, on va vers le futur à reculons, la conclusion de cet état de fait est qu'il faut profiter du présent, cela entraîne une montée de l'individualisme, une très forte adaptation au présent, un renoncement au changement, un rapport à l'immédiateté qui perturbe le rapport au temps linéaire, une incapacité à se projeter. Le présent est la seule temporalité qui envahit tout l'espace. On accepte l'idée qu'on n'a plus de prise sur le cours des choses, c'est un processus sans sujet. Ce sentiment est particulièrement présent dans les banlieues. « On est exclu du monde, le monde tourne sans nous » témoignent certains habitants. Ce qui n'incite pas à une participation citoyenne (abstention importante aux élections, désintérêt pour la vie publique…). Il y a un effacement du rôle des citoyens qui sont réduits à être des consommateurs en journée et des téléspectateurs en soirée.

La situation est grave mais pas désespérée

Comme on l'a vu l'économie de marché basée sur la croissance et la mondialisation libérale ont des conséquences sur les inégalités sociales et économiques mais aussi au niveau de l'inconscient collectif puisqu'elles modifient le rapport au temps, à l'espace et n'ouvre pas de perspective d'espoir. C'est pourquoi il est important de faire une véritable rupture avec ce mode de production et de consommation et aussi de retrouver du sens dans l'avenir et dans les valeurs communes pour éviter au niveau de la société une plus grande rupture avec les personnes exclues.

Décroissance n'équivaut pas à récession : rien de pire que de souhaiter la pure et simple récession dans l'état actuel des choses. Il faut changer radicalement de logique économique et changer les valeurs de base : le bonheur n'est pas que dans l'avoir, « mieux » n'est pas forcément égal à « plus ». Cela passe par une réduction des besoins qui rime avec qualité, joie, gratuité, partage, convivialité. Toute l'œuvre d'Ivan Illich développait cette théorie. Il s'agit de remettre en cause l'idée que le plaisir passe forcément par la consommation, et de dénoncer la publicité. Dans la décroissance une grande place est donnée à la dimension culturelle et à l'épanouissement personnel. La richesse de la personne n'est pas limitée à son pouvoir d'achat. L 'économique ne doit plus tenir tant de place. Le Manifeste du *réseau des objecteurs de croissance pour l'après développement* propose, comme piste de changement, « les 6 R » :

« - réévaluer : changer les valeurs que l'on assigne à sa vie,

- restructurer : adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction de ces valeurs,

- redistribuer : répartition plus juste et équitable des richesses, et du patrimoine naturel,

Le partage en famille d'une vie simple est, sans trop de complication, à la portée de chacun, mais cela signifie qu'on arrive à échapper au conditionnement du modèle dominant et qu'on a la capacité à réaliser des projets alternatifs.


DR

- réduire : ses besoins, et leur impact environnemental, et pour cela

- réutiliser : la qualité qui dure contre le règne du jetable mal produit,

- recycler ».

A quoi il faut ajouter un septième «R», essentiel : re-localiser la production et la consommation afin de réduire autant que possible les coûts écologiques des transports de marchandises, concrètement cela passe par éviter d'acheter des fruits et légumes qui ont traversé le monde entier, cela passe aussi par consommer les produits locaux de saison.

La décroissance c'est modifier son rapport au temps, son usage du temps. Travailler tous mais travailler moins, laisse du temps pour des activités comme le jardinage, le bricolage. La décroissance va mettre l'accent sur faire les choses par soi-même plutôt que d'acheter des objets manufacturés (la cuisine, l'entretien et la réparation des appareils pour éviter leur remplacement à la première panne, et aussi fabriquer et inventer des jouets pour ses enfants par exemple…). Ces activités ont des incidences financières et économiques (le plus souvent elles réduisent les dépenses de la vie quotidienne), elles ont des conséquences écologiques (manger des produits de son jardin est plus naturel que de se nourrir de plats préparés industriellement, réparer, entretenir… limite la consommation).

Elles ont une utilité sociale et revalorisent les individus qui à nouveau sont fiers de ce qu'ils font. En tant que parents, cette restauration de l'image de soi a des effets très positifs sur les enfants, qui notamment dans les milieux populaires souffrent d'une image dévalorisée de leurs pères. En ayant plus de temps, moins de stress et moins de préoccupation matérielle, on peut faire le pari que les parents et les enfants partageront le plaisir du temps passé ensemble à jouer, à lire, à faire des activités, voire même de temps en temps à regarder la télévision ensemble pour échanger sur les émissions. Il y a ainsi des instants de bonheur à la portée de chacun.

Les modèles dominants sont très prégnants. On peut prendre l'exemple des vacances. Dans l'imaginaire collectif bien modélisé, vacances veut dire séjour au bord de la mer au mois d'août. C'est le plus souvent hors de prix et pas vraiment agréable à cause de la foule. Certaines familles populaires font de gros sacrifices financiers pour se conformer à cet idéal de vacances qui laissent souvent un arrière goût de frustration. Tout étant trop cher, il est généralement impossible de participer aux activités proposées. La plupart des familles ne pouvant pas envisager un séjour en bord de mer, renonce à tout projet de vacances. Alors qu'il n'est pas très difficile, ni très coûteux de passer quelque temps de vacances en famille à la campagne à faire de la marche ou du vélo, il existe des formules d'hébergement sommaires pas très chères. Après ce type de vacances, les enfants sont contents car cela change de leur cadre de vie ordinaire. Ils en gardent souvent de bons souvenirs en ayant l'impression d'avoir vécu une belle aventure. Les parents sont fiers d'avoir mené à bien un projet. Ce genre d'activité de partage en famille d'une vie simple est, sans trop de complication, à la portée de chacun, mais cela signifie qu'on arrive à échapper au conditionnement du modèle dominant et qu'on a la capacité à réaliser des projets alternatifs.

Aujourd'hui trop de personnes sans emploi sont désœuvrées, ont un sentiment d'inutilité, elles se sentent sans valeur, sans projet, sans avenir, elles n'ont pas de place dans la société. De plus l'attrait de la consommation est un terrible piège qui se referme sur des personnes (jeunes ou moins jeunes, exclues ou pas…) happées par le mirage d'une société sans autre perspective que l'argent. A ce sujet, il faut souligner la campagne lancée en septembre 2002 par Casseurs de Pub «Démarque-toi» campagne d'information et de sensibilisation envers les jeunes et notamment les jeunes issus des banlieues pour les inciter à ne pas céder à la pression de la publicité sur les vêtements de marque. C'est un acte vraiment courageux car on sait comme il est difficile de «ramer à contre courant « sur un sujet aussi délicat qui renvoie à l'image de soi et à sa capacité à se démarquer de son groupe d'appartenance. La publicité utilise savamment le désir mimétique pour prendre au piège les consommateurs. Les techniques publicitaires ont l'art de faire croire qu'un objet, même futile, est absolument nécessaire voire indispensable. Tout est fait pour qu'il devienne impossible de s'en passer. La création artificielle de nouveaux besoins est une technique commerciale. Il n'est pas facile de sortir de cette emprise pour prendre de la distance par rapport aux objets de consommation et définir ses véritables besoins qui, dans le fond, renvoient à des notions plus philosophiques, plus humanistes que matérielles.



DR

Passer de la rage à la coopération

Rompre avec une société qui base tout sur la consommation est une façon d'aider les personnes exclues à sortir de la frustration, de l'anomie, de la rage, et de rétablir un peu de justice et d'équité. Une véritable révolution copernicienne est nécessaire pour substituer au tout économique des valeurs de coopération, de partage. Il faut redécouvrir des valeurs de reconstruction, de reconnaissance, de valorisation, de transmission, de solidarité, de convivialité et recréer du lien social afin de permettre aux personnes d'être acteurs de leur vie. Pour cela il est nécessaire d'ouvrir des lieux de débat, de rencontre, de confrontation, de discussion. Cela signifie qu'il faut mobiliser toutes les composantes de la société : les élus, les habitants, le monde associatif, éducatif… Chacun doit avoir accès par la culture, la formation, aux moyens de réfléchir sur sa vie, sur le sens qu'il veut y donner. C'est une façon de transcender son existence.

Les différentes expériences de débat philosophique dans les quartiers populaires sont intéressantes car elles vont dans ce sens. N'oublions pas que l'homme quelle que soit son histoire, sa condition est un être pensant. Il faut retrouver ce qui fait société, ce qui donne du sens à la vie de chacun, notamment l'inscription dans une histoire transgénérationnelle. Le rapport entre enfants, parents, grand-parents, de la naissance à la mort donne une temporalité nécessaire à la construction individuelle et collective. C'est une façon de vivre le présent en tenant compte du passé pour préserver l'avenir. « Souviens-toi du futur » est une belle formule du philosophe Lévinas.

Yvette Bailly ■
MAN Lyon



DR

Décroissance insoutenable.



Petites phrases

«Si l'abeille venait à disparaître de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que quatre années à vivre. Plus de pollinisation, plus d'herbe, plus d'animaux, plus d'hommes»
Albert Einstein.

«Il avait une idée fixe. Son idée ! Et il était surpris de ne pas avancer»
Jacques Prévert.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE



■ **Diggers des Champs et des Bois.** Presque nouveau-né, ce réseau d'échanges de graines compte déjà une quarantaine de semeurs dans toute la France. Pas d'adhésion, un fonctionnement simple où chacun «fait» ses graines biologiques (de la plante de rocaille à l'arbre en passant par les légumes, toute semence est échangeable), les proposes et les envoie à ses frais. Pas de garantie sur le résultat, chacun met sa bonne volonté ; partager son savoir en matière de production est recommandé ! Concrètement pour être sur la liste 2005 :
- envoyer ses offres aussi précises que possible à Isabelle et Renaud avec ses coordonnées (courriel bienvenu) avant fin novembre 2004.
- élaboration, par Isabelle, du catalogue et de la chaîne de diffusion que chacun devra respecter.
- il ne reste plus qu'à se téléphoner, s'écrire, partager, semer, arroser, désherber, admirer, récolter, manger... et garder des graines pour l'année suivante.
Marie Haag et Éric Baret, les Vanels, 48400 Vebron, tél : 04 66 44 06 77, Isabelle Gounand et Renaud Kraal, 28, rue d'Avéjan, 30100 Alès, tél : 04 66 91 04 27, contacts : diggerscb@hotmail.com. Pour toute demande de réponse par courrier merci de joindre une enveloppe adressée timbrée.

■ **Verger collectif.** De nombreux vergers sont aujourd'hui à l'abandon (bio et non bio) du fait de l'importation à bas prix de fruits de l'étranger. Pour sauver un de ces vergers, une solution originale a été trouvée dans l'Aude avec la création d'une association qui gère un verger de 150 pommiers de manière collective. Un modèle qui peut être repris ailleurs : *Pommes d'amis, 1, chemin Ferrajals, 11260 Rouvenac. (Quatre saisons du jardinage, été 2004).*

■ **Isère : nouveau marché bio.** 13 producteurs de l'Isère ont lancé un marché bio tous les vendredi de 15 h à 19 h, place Jean-Jaurès, à Tullins. *S-Eau-S Environnement, BP 6, 38210 Tullins-Fures, tél : 04 76 07 22 26.*

espéranto

■ **Conservons la diversité des langues !** Nous constatons une diminution des cours de langues (d'allemand, d'occitan, etc.) et une place toujours plus grande offerte à la langue anglaise, au détriment de toutes les langues, y compris de la langue française ! Plusieurs expérimentations (en particulier en Slovénie, en Italie, etc.) ont prouvé que les enfants qui commencent par apprendre l'espéranto pendant un an, apprennent ensuite bien plus facilement n'importe quelle langue. En conséquence, un groupe de personnes d'horizons divers vient de se constituer, pour lancer, à partir d'octobre, avec des relais dans toute l'Europe, une campagne de lettres au président de la République, lui rappelant sa promesse (par lettre du 15 avril 2002) que si «le sort lui était favorable», il demanderait

Fêtes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

◊ **Nantes : 2e vivre nature.** 1er au 3 octobre à la Maison de quartier Doulon et dans son parc. Santé, bio, habitat, énergie, environnement, solidarité, éducation, etc. Thème : « vivre l'écologie au quotidien ». *Humus 44, Noëlle Pons, 8, rue du Professeur-Dubuisson, 44100 Nantes, tél : 02 40 59 89 93.*
■ **Nantes : bien-être et art de vivre.** 1er au 3 octobre, parc des expositions de la Beaujoire. 100 exposants santé et diététique. *Armor Expo, 22, rue de Crech-Feunteun, 22700 Perros-Guirec, tél : 02 96 54 61 08.*
■ **Ain : 2e salon Bien-être bien-vivre.** 1er au 3 octobre, Espace 1500 à Amberieu-en-Bugey. 100 exposants, santé, alimentation bio, amélioration de la qualité de vie, etc. *Concept Organisation : tél. : Thierry Robert, tél : 06 68 54 70 00.*
◊ **Drôme et Hautes-Alpes : 21e foire de Montfroc.** 2 et 3 octobre dans tout le village. Plus grosse foire bio du Sud-Est et l'une des plus conviviales : produits bio, cosmétiques, hygiène, jardinage, médecines douces, artisanat, associations. Conférences, spectacles de rue, animations enfants, restauration et buvette bio. *Association des Amis de la Foire Bio de Montfroc, Hélène Arnoux, Saint-Martin, 04200 Noyers-sur-Jabron, tél : 04 92 62 00 76.*
■ **Strasbourg : 26e salon Hygiane.** 2 et 3 octobre au Pavillon Joséphine, parc de l'Orangerie. Bio et santé, habitat, associations. *Association GEPH, Alfred Brid, BP 1, 67027 Strasbourg cedex 1, tél : 03 88 84 51 01.*
■ **Savoie : forum écologie et spiritualité.** 2 et 3 octobre à Arvillard, domaine d'Avalon, institut Karma Ling. Tables rondes, ateliers avec Edward Goldsmith, Jean-Marie Pelt, Pierre Rabhi et des représentants des traditions spirituelles. *Institut Karma Ling, Hameau de Saint-Hugon, 73110 Arvillard, tél : 04 79 25 78 00.*
◊ **Lot-et-Garonne : 16e Horizon vert.** 2 et 3 octobre au parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot avec comme thème pour 2004 : «main basse sur la santé». 20 conférences, 20 ateliers, 200 exposants. Jacques Testart animera la conférence d'inauguration : «technosciences et démocratie : l'exemple des OGM» ; d'autres thèmes : «santé au travail», «l'obésité de l'enfant», «la santé n'est pas une marchandise», «vaccination et santé publique», «les toxiques dans notre assiette», «santé et inégalités sociales»... *Horizon vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél. : 05 53 40 10 10.*
◊ **Nord : 14e Cucurbitades,** 3 octobre 2004, à Marchiennes, site de l'Abbaye, fêtes de la courge et de la sorcellerie. *Office de tourisme, tél : 03 27 90 58 54.*
■ **Eure : Agir pour la biodiversité en ville et au village.** 4 au 18 octobre. «Que sautent les grenouilles et volent les papillons». Expositions, conférences, projections. Médiathèque George-Sand à Lucé. *Tél : 02 37 33 75 80.*
◊ **Bouches-du-Rhône : 3e forum Habitat écologique et énergies renouvelables.** 9 et 10 octobre, Ecomusée de la Forêt à Gardanne, CD 7, chemin de Roman. 40 exposants. Thème de l'année : filière bois et protection de la forêt. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*
◊ **Ille-et-Vilaine : Ille-et-Bio.** 9 et 10 octobre, espace Galactée à Guichen, 170 exposants bio, jardin bio, écoconstruction, solidarités, non-violence, ferme pédagogique, démonstrations, manège enfants, cours de cuisine bio, scènes ouvertes, restauration et buvettes bio. *Association Culture Bio, Crotigné, 35580 Guichen, tél : 02 99 57 38 11.*
■ **Charente-Maritime : 2e journées bio, nature.** 9 et 10 octobre au palais des congrès de Royan. Santé, énergies renouvelables, bio. *Organisation générale des salons, BP 525, 17211 Royan cedex, tél : 05 46 38 64 85.*
◊ **Haute-Loire : 4e fête bio de Beaulieu.** 10 octobre, dans les rues. Produits écolos les plus diversifiés possibles, animations, conférences. *Haute-Loire biologique, Hôtel Interconsulaire, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay cedex, tél : 04 71 07 21 19.*
■ **Isère : 15e C'est tout Vert.** 10 octobre, salle Equinoxe, à la Tour-du-Pin. *GUEPE, 645, chemin de Leyssin, 38490 Chimilin, tél : 04 76 32 59 00.*
■ **Haute-Garonne : 2e Senda.** 14 au 16 octobre à Saint-Gaudens, parc des expositions de Comminges. Salon pyrénéen de l'environnement avec institutions, entreprises, associations. *Saint-Gaudens Pôle Expo, 2, rue Thiers, 31800 Saint-Gaudens, tél : 05 62 00 92 05.*
■ **Rouen : europomm.** 15 au 17 octobre, parc des expositions, exposition européenne du patrimoine fruitier. *APHN, 7, rue de Trianon, 76100 Rouen, tél : 02 35 91 62 02.*
■ **Meurthe-et-Moselle : 9e foire bio de Gorcy.** 16 et 17 octobre. Produits alimentaires, textiles, bio, associations, artisans, médecines douces, animation pour enfants, musique, bar et restauration bio... Thème « Mieux vivre au quotidien ». *Association Mieux Vivre, 56, rue Jeanne-d'Arc 54730 Gorcy, tél : 03 82 26 83 19.*
■ **Rhône : 14e Germinoise.** 16 et 17 octobre à la salle polyvalente de Saint-Germain-au-Mont-d'Or. Produits bio, cosmétiques, habitat sain, médecines douces, artisanat, associations, jardinage, librairie, vêtements. Conférences, expos, restauration bio. *Nature et Progrès Rhône, Suzanne Allart, Les Pavillons d'Estelle, bât. A, 116, avenue Georges-Clémenceau, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 56 86 51.*
■ **Paris : 14e salon de la revue,** 17 au 19 octobre, à l'Espace des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Plus de 500 revues présentées. *Entrevues, 9, rue Bleue, 75009 Paris, tél : 01 53 34 23 23.*
■ **Charente-Maritime** : **Salicorne** du 22 au 24 octobre au parc des expositions de La Rochelle. Éco habitat, agriculture bio, commerce équitable... *Comité des fêtes, foires et salons, Parc des Expositions, 17043 La Rochelle cedex 1, tél : 05 46 30 08 52.*
■ **Creuse : Arboretum de la Sédelle.** 23 et 24 octobre à Villejoint-Crozant. Vente de plantes et conférences. *Contact : s.grenouilloux@tiscali.fr ou tél : 02 54 47 28 82.*
■ **Marseille : 6e Artemesia.** 23 au 25 octobre au hall 2, parc Chanot. Santé et environnement. Bio, développement personnel; habitat sain, protection de l'environnement... *Acantha Sud Evénement, BP 17, Luynes, 13080 Aix-en-Provence cedex, tél : 04 42 96 00 83.*
◊ **Deux-Sèvres : 20e festival ornithologique.** 27 octobre au 1er novembre à Ménigoute. Le plus important festival nature en France. Films en compétition, sorties natures, conférences, stands. *Association Mainate, BP 5, 16 bis, rue de Saint-Maixent, 79340 Ménigoute, tél : 05 49 69 90 09.*
■ **Annecy : 1er « Comment ça va ? ».** 29 et 30 octobre, salle des Allobroges, halle des expositions, boulevard du Fier. Forum des thérapies et pratiques alternatives et du développement personnel. *Association « Comment ça va ? », 17, avenue du Stand, 74000 Annecy, tél : 04 50 08 05 15.*
■ **Jura : 3e foire éco-biologique.** le samedi 30 et le dimanche 31 octobre à Longchaumois. Produits écologiques, biologiques, artisanat, exposition, conférences-débats, animation et restauration. Café-concert le samedi soir. *Association Humeur bio et la commune de Longchaunois. Contact : tél. : 03 84 48 44 28 / 03 84 42 71 46*

l'introduction de l'espéranto au baccalauréat (promesse non tenue, une de plus...).
Affiches et modèles de lettres, plus de précisions contre timbres chez : *Émile Mas, 2, rue de l'Espéranto, 47190 Galapian, tél : 05 53 87 84 58 ou gratuitement www.esperanto.federal.org.*

■ **Elections européennes.** Des espérantistes avaient décidé de présenter des listes aux élections européennes pour poser la question de la langue internationale. Au total, ces listes ont collecté un peu plus de 25 000 voix avec comme résultats remarquables 26% (7 voix) à L'Echelle-Saint-Auri (Somme), 20% (15 voix) à Angirey (Haute-Saône), 18, 12% (56 voix) à Arenthon (Haute-Savoie)...

LYON

Le petit guide du consom'acteur

L'association Équi'sol en partenariat avec Unis-cités Rhône-Alpes vient d'éditer «le petit guide du consom'acteur lyonnais». 36 pages qui se glissent dans une poche pour retrouver informations et adresses où vous pourrez avoir une «pratique responsable» : commerce équitable, marchés locaux, fêtes et foires écolos... *Équi'sol, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél./fax : 04 72 56 07 05*

AVIGNON

Les chemins non tracés

L'association *Les chemins non tracés* vient d'ouvrir un infokiosk à Avignon dans un local, avec également une bibliothèque. Ce nouveau local situé rue Damette sur une petite place, devrait par la suite être aussi un lieu de rencontres et de débats. Le local est ouvert pour le moment le mercredi après-midi et le samedi. *Les chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon cedex 01.*

CHARENTE

Fête de l'Ortie

L'association «Les amis de la Nature du pays d'Horte et Lavalette» organise sa prochaine Fête de l'ortie et des bonnes plantes les 4 et 5 juin 2005. Elle recherche dès à présent des exposants, producteurs, conférenciers, animateurs. Si vous souhaitez participer à cette fête *: Claude Richon, le Bourg, 16320 Rougnac.*

ISÈRE

Pédagogie et écologie

Le centre Terre vivante organise une journée spéciale enfants le 10 octobre : jeux, ateliers et animations pédagogiques pour les enfants autour de l'écologie pratique, toute la journée. *Centre écologique Terre vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*



DR

TOULOUSE

Le bâton à palabre

Le Bâton à palabre est un café, lieu de résistance tourné vers les alternatives sociales, l'environnement, l'expression de chacun. Il a ouvert en décembre 2003. Il est animé par Hélène et Jean-René Funel. De très nombreuses soirées abordent les thèmes les plus variés. Le bar ne sert que des boissons issues de l'agriculture biologique et une assiette de tapas aussi avec des produits bio. Un café philo s'y tient en espéranto. Au sous-sol, une bibliothèque passe-livre : pas de cotisation, pour emprunter un livre on doit en donner un autre.
Le bâton de palabre, 15, rue Thionville, 31000 Toulouse, tél : 05 61 62 79 51.

Journées mondiales végétariennes

Du 1er au 7 octobre, de très nombreux groupes végétariens se mobilisent dans le monde entier pour rappeler que manger de la viande n'a rien d'obligatoire et que le végétarisme présente bien des avantages dans le domaine de l'écologie, du respect des animaux, de la santé, des rapports Nord-Sud... En France, les actions sont coordonnées par *Alliance végétarienne, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chaumes-en-Brie, tél : 01 64 42 38 19.*

■ **Allier :** du 5 au 9 octobre, table de dégustation à la Biocoop Amaranthe, 11, rue du Gué, 03100 Montluçon, renseignements par tél au 06 63 26 36 91.

■ **Alpes-Maritimes :** conférence de Marie-Claude Charpentier, le samedi 2 octobre à 17 h à Nice. Contact : Le Speakeasy, 7, rue Lamartine, 06000 Nice, tél : 04 93 85 59 50.

■ **Bouches-du-Rhône :** dîner végétarien le samedi 2 octobre à 19h30 à Marseille. Rendez-vous par tél : 06 09 96 42 48.

■ **Charente-Maritime :** diffusion de tracts et repas commun, renseignements au 05 46 01 73 85.

■ **Drôme :** apéritif offert le samedi 2 octobre au restaurant bio végétarien Le Maranta, 33, rue Saint-Nicolas, 26100 Romans-sur-Isère, tél : 04 75 70 94 33.

■ **Finistère :** stands d'information au marché bio Kerinou de Brest, le 1er, 5 et 9 octobre, au marché de Lesneven le 4 octobre, au marché de Lannilis le 6 octobre. Contact : 02 98 04 14 87. Le 8 octobre, stand au magasin bio Brin d'Avoine, 5, allée de Kernévez, ZA Créac'h Gwen, 29000 Quimper. Renseignements : 02 98 53 70 46.

■ **Gironde :** présence sur le marché bio à Bordeaux le 7 octobre, rencontre avec cours de cuisine végétalienne le samedi 9 octobre à la maison de la nature et de l'environnement, 3, rue Tauzia, 33000 Bordeaux. Contact : 05 56 94 79 27 ou 06 85 32 23 42.

■ **Hérault :** stand place de la Comédie à Montpellier le 2 octobre de 14 h à 18 h. Tél : 04 67 72 44 84.

■ **Ille-et-Vilaine :** journée de découverte à Rennes organisée par Koala, Kollectif d'actions pour la libération animale, BP 11009, 35010 Rennes cedex, tél : 02 23 30 80 84.

■ **Loire :** repas végétariens les 1er et 2 octobre au restaurant Eveils, 6, rue Jules-Ledin, 42000 Saint-Etienne. Stands et dégustation à la Biocoop Le Baraban, ZA La Goutte, 42000 Villars-Saint-Etienne vendredi 1er et samedi 2. Contact : 04 77 95 06 29.

■ **Loire-Atlantique :** collation et échanges de recettes, dégustations, dimanche 10 octobre à 15 h à Végédistribution, 6, rue Amaury-d'Acigné, 44360 Saint-Etienne-de-Montluc. Contact : 02 40 85 28 27.

■ **Lot-et-Garonne :** déjeuner végétarien à tarif réduit le vendredi 1er octobre à 12h30 au restaurant Orbiovegan, château de Boussac, 47130 Bazens, tél : 06 61 54 06 73. Déjeuner végétarien le samedi 2 à 12h30 au domaine de Montfleuri, 47250 Bouglon, tél : 05 53 20 61 30. Stand au salon écolo Horizon Vert à Villeneuve-sur-Lot, les 2 et 3 octobre. Contact : 05 53 01 25 67.

■ **Meurthe-et-Moselle :** rencontre autour d'un repas, samedi 2 à 12h30 au Moulin de l'Ebrouelle, 54290 Froville (à mi-chemin entre Nancy et Epinal), contact : 03 83 72 88 50.

■ **Morbihan :** stand et dégustation le 1er octobre de 10 à 13 h à la biocoop Sève de Ploërmel, diner végétarien et végétalien le samedi 2 octobre à 19h30 au restaurant Le Saïgon, à Ploërmel. Tél : 02 99 07 86 69.

■ **Nord :** stand, place du général-de-Gaulle à Lille, le samedi 9 de 14 à 18 h. Tél : 03 20 42 18 25.

■ **Bas-Rhin :** exposition et repas aux restaurants d'entreprise Hager à Obernai le 28 septembre. Cial à Strasbourg, le 1er octobre, SNCF à Strasbourg le 30 septembre, au restaurant universitaire d'Illkirch. Stand place Kleber à Strasbourg le 1er octobre, stand au salon Hygiane les 2 et 3 au pavillon Joséphine, Orangerie de Strasbourg. Contact : 03 88 81 16 77. Conférence-débat coorganisée par Aruana, Zyzomys, Alsace-Nature, Copra, Greenpeace, PMAF à la salle Sainte-Madeleine, place Sainte-Madeleine, Strasbourg-Krutenau, le samedi 2 à 20 h, contact : 06 14 82 21 84.

■ **Haut-Rhin :** rencontre et repas samedi 2 à 12h30 au 1 lieu-dit Haslach, 68140 Munster. Stand à la Biocoop Unis vers bio; 36, route d'Ingersheim, 68040 Ingersheim, le samedi 9. Tél : 03 89 77 06 07.

■ **Rhône :** stand et dégustation le samedi 2, matin, au marché bio de la Croix-Rousse, 69004 Lyon. Repas-buffet (chacun apporte quelque chose), samedi 2 octobre à 19h30 à la Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon. Contact : 04 78 50 02 28.

■ **Haute-Saône :** repas végétariens sur réservation le samedi 2 octobre à 12 h et 20 h au domaine de la Pierre-Percée, 70600 Fouvent-Saint-Andoche. Tél : 03 84 31 30 46.

■ **Haute-Savoie :** repas en commun, samedi 2 octobre à 19 h à la crêperie La Dent d'Oche, 8, boulevard Georges-Andrier, 74200 Thonon-les-Bains. Tél : 04 50 31 79 10.

■ **Paris :** Dîner végétarien ou végétalien sur réservation, le jeudi 7 octobre à 19h30 au restaurant La Fabrique, 53, rue du Faubourg-Saint-Antoine (M°Bastille). Tél : 01 43 84 05 44.

■ **Deux-Sèvres et Vendée :** rencontre autour d'un repas végétarien (réservation à l'avance) le samedi 2 à 12h30 au Centre végétalis, 27, rue du Commerce, 79160 Coulonges-sur-l'Autize (20 km au nord de Niort). Contact : 05 49 06 03 87.

■ **Tarn :** stand le vendredi 1er de 10 à 17 h place Pélisson, à Castres. Tél : 05 63 72 56 55.

■ **Vaucluse :** Stand de dégustation au magasin Biotop, route de Lyon, 84000 Avignon, le samedi 2 octobre. Tél : 04 90 87 65 35.

■ **Haute-Vienne :** stand le samedi 2 de 10 à 13 h devant la biocoop Planète nature, 16, rue Hoche, 87000 Limoges. Contact : 05 55 68 97 14.

LYON

Fête-le vous-même !



DR

Du lundi 18 au dimanche 24 octobre, aura lieu à Lyon le festival «Fête-le vous-même !». Cette semaine de rencontres et de festivités aura lieu dans de nombreux lieux publics ou dans des cafés avec comme objectif d'apprendre à se servir de ses dix doigts, d'apprendre à s'entraider et à valoriser les savoirs et savoir-faire de chacun-e.
Les ateliers pratiques porteront sur l'habillement (faire un pull, tricoter, feutre artisanal, couture), l'alimentation (faire son pain, faire germer des graines, faire des confitures et autres conserves, de l'huile, des sorbets, de la cuisine végétarienne et de saison…), la santé (plantes médicinales, médecines douces…), le petit artisanat et la récupération (papier recyclé, panier en osier, four à bois, petit mobilier, réparation de vélo…).
Tous les échanges de savoirs sont les bienvenus, en voici quelques-uns qui seront présents : comment diminuer sa consommation d'énergie et d'eau, les Systèmes d'échanges locaux (SEL), les Réseaux d'échanges réciproques de savoirs (RERS), les plans récup' en ville (pour trouver du bois ou du papier réutilisable..), comment manger sainement, comment créer un groupement d'achats, une petite coopérative, une association de maintien de l'activité paysanne (AMAP)… Plusieurs conférences sont prévues, notamment sur la simplicité volontaire en ville, la décroissance soutenable…
Projections de films, contes, balades botaniques, et pour clore la semaine, un grand pique-nique au parc de la Tête-d'or !
Association Fête-le vous-même, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 32 92.



Entraide

■ **Toscane :** la récolte des olives s'annonce bonne... on va avoir besoin d'aide entre le 15 octobre et la fin novembre ! Qui a envie de venir passer 2 semaines en Toscane nous donner un coup de main 4 heures par jour contre hébergement ? appelez (plutôt le soir) *Marco et Patricia au 0039/0566/912962 ou port. 0039/338/8072430. A bientôt.*

■ Installation d'une unité de maraîchage biologique de petite taille pour une commercialisation en vente directe sur le marché local. Je suis à la recherche de terres agricoles pour y cultiver fruits et légumes mais surtout les aromatiques et plants de légumes pour amateurs amoureux du jardinage. L'achat en location d'environ 2 ha m'intéresse. Pour l'achat, ma capacité financière est inférieure à 80000 euros et j'aimerais une maison attenante. Je suis intéressée aussi par une collaboration avec un maraîcher biologique déjà installé. Je suis ouverte à toute proposition ressemblant à ce descriptif. *Stéphanie Olivré, 7, rue de Metz, 81000 Albi, tél : 06 61 95 72 01, courriel : stefoli@voilà.fr*

■ **Réf. 315.01**. La bio vit difficilement si elle ne choisit pas, elle aussi, l'intensification. Il y a chez nous, en Nord Aquitaine, assez de terres pour y vivre à deux ou trois foyers (mais deux habitants et une UTH seulement) et une retraite de salarié, deux maisons de pays vides depuis 50 ans avec des fours à pain et des nids d'hirondelles, pas les moyens de salarier le travail avec les prix et primes agricoles actuels. mais possibilité pour deux personnes (couple/deux ami(e)s/ un préretraité et un J.A. etc.) ayant des compétences polyvalentes de créer leur lieu de vie et participer à la production en créant leur atelier par exemple. Rien n'est pré-programmé, l'installation J.A. est possible. Une forte solidarité doit être envisagée entre les parties prenantes parce que la vie en milieu rural offre une qualité qui se mérite et que ceux qui en vivent ne peuvent se bercer de rêves — fussent-ils verts ! Jidé. *Écrire toute proposition ou contre-proposition à S!lence qui transmettra.*

■ **Hautes-Alpes.** Offre vacances et produits de la ferme dans gîte indépendant à jeune fille ou jeune couple contre aide variée à la ferme (volailles, jardin, brebis, chèvres, confection de fagots…). *Tél : 04 92 50 57 76 laisser un message.*

■ **Paris.** Une pièce se libère dans notre local partagé par le MAN (Mouvement pour une alternative non-violente) et Non-Violence XXI. 8-10 m² en propre + 15 m2 commun à partager avec les deux autres groupes. Une salle de réunions de 20 places est disponible en sous-sol. Loyer : 250 € charges comprises. M°Montparnasse ou Saint-Placide, disponible de suite. *MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 06 07 21 51 10.*

■ **Corse.** Plasticienne citoyenne, je cherche un hébergement (surtout pour dormir) peu onéreux de préférence dans un village calme de Corse pendant les vacances de la Toussaint (fin octobre, début novembre). *Tél : 05 63 33 94 35.*

Convivialité

■ Je recherche partenaires et ami(e)s (personnes seules autour de 50 ans) ayant un savoir faire à partager (bâtiment, agriculture, cuisine, etc...), pour un projet d'habitat groupé, campagne à proximité d'une ville, chacun étant propriétaire de son logement, avec une mise en commun d'un lieu de rencontre et de stages, d'une bibliothèque, potager bio... Dans une recherche d'harmonie et d'échange des connaissances, un respect de l'environnement (nature et société) un partage sur du long terme... *Contact : Catherine au 01 60 58 40 58*

■ Cher(e)s ami(e)s. J'ai listé quelques « savoir-faire et savoir-offrir » que la vie m'a enseignés. J'échange contre ce que vous voulez (ou pouvez) tout ou partie de la liste suivante. Mise en page de documents : livres, revues, prospectus, lettres papier ou électronique (fichier Acrobat), etc. Formation sur logiciels de mise en page : Xpress, Photoshop, Illustrator. Créer son journal : de l'éditorial aux petites annonces en passant par les rubriques, la ligne graphique et la déontologie. Recherche sur internet : rubriques éthiquement acceptables. Comment créer sa coop bio ? savoir-faire : de la recherche d'un local à l'ouverture d'une coop bio. Ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Séjour en gîte de montagne (Ariège) : dans les Pyrénées, un gîte écologique face aux montagnes enneigées. 25 mn de marche du village. Feux de cheminée et randonnées assurées. Pain bio « pétri avec amour » : faire son pain à la main, c'est facile ! Échange «pains contre...» ou transmission du savoir-faire. Introduction à la méditation silencieuse : ancrer le navire à son port d'attache. Sans autre contrepartie que la joie d'échanger et transmettre un savoir. Décroissance soutenable : le temps c'est l'art des gens. Avant je courrais comme un fou... maintenant je marche tranquillement. Lister les facteurs aliénants, les dépendances (coûteuses) et vivre (enfin) selon soi-même. Trois à cinq séances de coaching (késako?) pour atteindre vos objectifs. *Vous pouvez me contacter par courriel : franck.moulis@wanadoo.fr ou par écrit : Franck Moulis, 15, rue Alphonse-Daudet, 06560 Valbonne.*

Rencontres

■ Homme, 56 ans, 1,75 m, 60 kg souple physiquement et moralement. Sociable très ouvert sur le monde et les autres, travailleur indépendant, 2 enfants de 12 et 5 ans. Idéaliste et réaliste, je m'adapte à tout milieu, toute situation. Après être passé par du vécu des voyages des rencontres et la nécessité de travailler, j'ai besoin d'agir, de réaliser avec d'autres, en restant proche des préoccupations de chacun, entre autre un lieu de vie souple et semi-communautaire y compris créer des entreprises des emplois dans un esprit différent correspondant à nos vrais besoins. Je cherche une compagne d'environ 45/50 ans qui comme moi n'est pas axée sur un domaine en particulier, mais a une vision globale et diversifiée de la vie pour allier l'action la détente, l'échange profond à deux ou au milieu d'autres comme nous. *Olivier Semichon, 28 rue du château des Vergnes, 63100 Clermont-Ferrand, tél. : 06 03 90 22 65.*

Recherches

■ **Canada**. Cherchons acheteur et/ou associés pour une ferme située à 45 km NNO de Montréal, en reconversion bio depuis trois ans, autocertifiée. Superficie totale : 90 hectares, répartis en 30 hectares cultivés en fraises, framboises, foin, légumes, orge (grain), trois hectares érablières de 1500 entailles (sirop), 47 hectares de bois (de chauffage) + maison d'habitation, quatre hangars, tracteurs et matériel agricole, champignonnière en démarrage et atelier de fabrication de sirop d'érable. Prix : 400.000 € négociables. Contact : fondationterre@hotmail.com.

Emploi

■ **Région PACA-Rhône-Alpes** je cherche à rentrer en contact avec des personnes œuvrant ou ayant un projet dans le domaine de l'habitat sain : énergies renouvelables ou autres... De formation et de pratique juridiques j'exerce depuis de nombreuses années dans le domaine de l'immobilier, en indépendante ce qui m'a permis d'affiner mon sens des responsabilités. Que vous soyez institution ou privé nous pourrions en parler ensemble et mettre en commun nos compétences. *Brigitte Genette, tél : 06 10 51 58 27.*

Logement

■ **Savoies.** Urgent. Cause départ prochain mission humanitaire à l'étranger, infirmière cherche location région Annemasse - Chambéry, de préférence à la campagne, loyer modéré 300 € maxi. *Tél. : 06 72 77 57 61.*

■ **Corse.** Je cherche un hébergement peu onéreux (voire...), du 14 au 18 septembre 2004 à Calvi. Et la même chose pour un peu plus tard, peut-être à la Toussaint, n'importe où en Corse et surtout au calme. Merci d'y penser. *Tél. : 05 63 33 94 35 (vers midi ou 21h30).*

■ **Aude**. Accueil : petit chalet isolé, sans électricité, moyenne montagne, accès facile. *Tél : 04 68 20 51 20 ou 04 68 31 68 67.*

■ A vendre : maison neuve en bois et pisé, exposition plein sud, dans le parc naturel régional du Pilat, dans la Loire. Altitude : 500 m. Village de Veranne à 1 km, accès aisé par la vallée du Rhône à 15 mn. Maison sur deux niveaux de 60 m² chacun + garage. Eau chaude solaire. Terrain de 1280 m². Prix hors frais d'agence : 200 000 €. Voisin le plus proche : maraîcher bio. Pour plus de renseignements : 04 74 48 30 14.

Vacances

■ **Maroc.** La petite ferme, à 17 km de Marrakech, sur ferme bio, deux maisonnettes traditionnelles de terre crue, table d'hôtes à partir des produits de la ferme, produits fermiers à emporter (huile d'olive, olives, citrons confits…), randonnées et excursions, 200 € la semaine, 10 % de remise aux abonnés de Silence. Réservation au *00 212 44 48 54 60* ou *lapetitefermenm@hotmail.com.*

Les mariniers poètes de la voie fluviale

Ou comment transporter des victuailles et un spectacle de théâtre du Midi au nord de la France, de façon écologique, tout en rapprochant producteurs et consommateurs.

« C*e fut vers la fin du siècle dernier. Durant l'été 96, plusieurs dizaines d'escargots, lassés de ne pouvoir sans grand danger traverser les routes « camionneuses », tinrent colloque à la rosée du matin* ». D'autres animaux et végétaux se firent l'écho de ce qu'ils déclarèrent à cette occasion. Et tous *« s'élancèrent pour porter la nouvelle à ces curieux animaux qui pour vivre construisent des toits, mais aussi d'étranges machines qui tuent et ne chantent pas. Un lièvre vigneron les entendit. L'histoire des Marchés flottants venait de prendre vie » (1).*

L'association *les Marchés flottants* est aujourd'hui en France l'une des rares structures à poursuivre la pratique d'approvisionnement par voie fluviale. Il n'y a en effet plus de transports de marchandises sur le canal du Midi depuis 1989. Le transport fluvial est un mode plus lent et doux qui leur permet ainsi de prendre le temps de rencontrer vraiment les personnes qui viennent s'alimenter à bord du *San Antonius*, leur navire de croisière. Là on y trouve du miel du Gard ou de l'Aveyron, des vins, du fromage de brebis du Larzac…

« Amis goûteurs de vins honnêtes, amateurs de chère joyeuse et d'aimables compagnies, daignez que l'on vous retienne ici, pour tenter de vous réjouir, un peu de votre temps ».

Une solution qui coule de source

L'association cherche également par ce biais à faire prendre conscience au grand public des enjeux du transport fluvial, à le renseigner sur la politique actuelle menée dans le domaine des transports. La voie fluviale est actuellement l'un des modes de transport de marchandises parmi les plus écologiques, devant le train, et bien loin devant les camions et avions (2). L'association des Marchés flottants tente donc de lutter avec ses humbles moyens contre «*les affres de la vitesse obligatoire et diverses autres pollutions résultant des désordres innombrables de la société marchande*». «*Une péniche est un engin de transport pouvant se glisser en douceur jusque dans le cœur des villes, pour la satisfaction d'un grand nombre de gens*» note l'association dans une récente brochure. Ses membres sont les témoins vivants d'un savoir fluvial qui se perd, dans de nombreux domaines. Selon eux, on a remplacé ce riche savoir par des technocrates et ingénieurs orgueilleux. L' Etat se désintéresse manifestement des canaux. Les dirigeants voudraient ne garder que les liaisons principales Nord-Sud / Ouest-Est. Les politiques tiennent le discours de la rentabilité. «On demande à la voie d'eau d'être rentable par le volume des bateaux et par le nombre de gens transportés», note Suno, l'un des mariniers à bord.

(1) Extrait de la précieuse brochure de présentation des Marchés flottants, disponible auprès de l'association. Est-ce prémonitoire ? Le texte d'introduction d'origine ressemble beaucoup au scénario du très chouette film d'animation *La prophétie des grenouilles*, sorti en salles de cinéma fin 2003.
(2) Selon une étude sur les coûts sociaux «externes» (pollution atmosphérique, accidents et nuisances sonores, une péniche pollue 2,5 fois moins qu'un train, 12 fois moins qu'un camion).

Passage de la péniche

Ce calendrier est sous réserve des aléas climatiques et administratifs.

- En octobre : marchés flottants au bassin de la Villette à Paris.
- 4 novembre : port de la Bastille à Paris.
- 5 au 7 novembre : Issy-les-Moulineaux.
- 8 au 11 novembre : Ile-Saint-Denis.
- 19 au 21 novembre : Maizy (Reims)
- vers le 3 décembre : Lyon
- vers le 7 décembre : Valence
- vers le 8 décembre : Avignon…



Alexandre ESTEBAN

Transports et décroissance

Selon *Les Marchés flottants*, il faudrait aujourd'hui remettre en cause les besoins humains, la politique de flux tendus, et les transports rapides qui consomment plus et trop. Pour cela, le transport fluvial permet de :

- **Réduire les distances :** aujourd'hui il serait souhaitable de relocaliser l'économie, en favorisant les productions régionales, et ainsi de faire valoir la complémentarité des modes de transports. Par exemple bateau + camionnettes, avec pour ces dernières des trajets de cent kilomètres maximum.
- **Réduire la consommation de carburant.**
- **Réduire les coûts sociaux externes.**

L'abandon du transport fluvial

1847 : 13 324 km de voies navigables, dont 9 176 en rivières.
1950 : 10 000 artisans bateliers.
1980 : Moins de 6 000.
1987 : 2 458 bateliers. 8 568 km de voies navigables.
1989 : Fin du transport de marchandises sur le canal du Midi.
1993 : 1 300 bateliers.
2000 : Le dernier des bateliers du latéral à la Garonne ne peut plus résister à l'enclavement.
2003 : Moins de 1 000 bateliers. La navigation est quasiment abolie sur quatre des cinq canaux reliant la Seine, le Rhin et le Rhône.

Un décor en mouvement

Parallèlement à leur activité de vente à prix réduits de spécialités régionales d'épicerie fine, l'association a également mené le projet de *Théâtre Embarque*, avec la compagnie *Marin pour des prunes*, membre du Centre international de théâtre itinérant (CITI). Ce centre leur a d'ailleurs permis des rencontres avec d'autres compagnies itinérantes. Le thème principal du spectacle Marin pour des prunes ? L'exploitation des marins sous pavillon de complaisance. Un clin d'œil à toutes celles et ceux qui sont exploité-e-s à bord des actuels navires poubelles.

Théâtre Embarque fut une expérience montrant que « *le théâtre de rue pouvait être aussi un théâtre de fleuve, et proposer aux gens de naviguer pour leur faire découvrir notre univers batelier. Les éclusiers venaient voir Shakespeare, les gens de théâtre montaient sur un bateau* » (3). Dans ce cadre-là, la péniche sert de décor (é)mouvant. « *On se servait des agrès, des cordages, des mâts pour faire le spectacle. Notre volonté était d'intégrer le mouvement du bateau à la mise en scène en utilisant des systèmes de halage et de dérive* », témoignent-ils. « *Au cours de la représentation, nous nous adaptions à la grâce du plein air, aux envols des oiseaux, à la lumière du jour et à son extinction* ». Ils ont déjà à leur actif plus d'une trentaine de représentations de ce spectacle de plein quai, en 2002 et 2003.

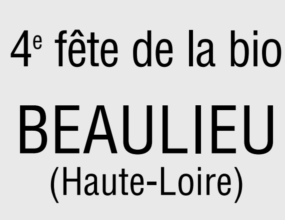
Le siège de l'association est à Paris, mais sa base se trouve dans le sud, à Béziers. Aujourd'hui ces mariniers poètes cherchent à entrer en relation avec un public nouveau, pour créer un réseau de solidarité et de coopération, avec d'autres comptoirs de marchés flottants. Les aiderez-vous à faire escale près de chez vous ?

Alexandre Esteban ■

Les Marchés flottants c/o F. Lecoq, 16 bis, rue Jacquier, 75014 Paris, tél : 06 12 06 08 00 ou 06 86 85 76 38 ou 06 88 08 82 51 (Sandrine).

Association des transporteurs fluviaux du Midi, 13, rue des Fauvettes, 31700 Bauzelle, tél. : 06 12 06 08 00.

(3) Source : «Théâtre Embarque, mariniers poètes», dans la revue Scènes urbaines, octobre 2002.



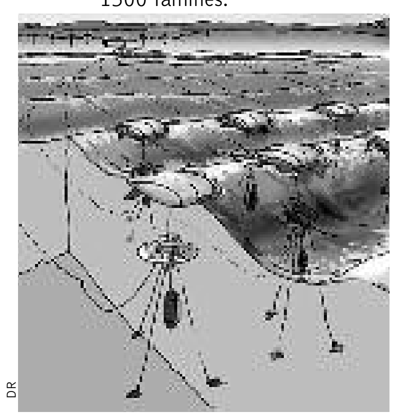




ESPAGNE

Energie des vagues

Le premier site européen d'énergie produite à partir du mouvement des vagues sera installé en Espagne à un kilomètre des côtes de la localité de Santona (région de Cantabrie, nord) sur une surface de 2000 m², a annoncé mercredi le deuxième opérateur électrique espagnol Iberdrola. Une dizaine de bouées balisées en forme de cyclindre, d'un diamètre de six mètres et ancrées au fond marin d'une profondeur d'environ 30 mètres, transformera la force des vagues en énergie. Chaque bouée disposera d'une puissance initiale de 125 kW, qui pourra être portée à 250 kW. Le site projeté sera en mesure de produire de l'énergie renouvelable pour 1500 familles.



DR

BELGIQUE

Bureaux économes

Les architectes de FHW ont conçu leurs bureaux à Limbourg en essayant d'économiser au maximum l'énergie. Les 117 m² comportent trois niveaux et deux demi-niveaux pour favoriser au maximum l'éclairage naturel. Le rez-de-chaussée est une salle de réunion accessible au public, le reste comprend quatre bureaux. Une attention particulière a été faite pour limiter au maximum les ponts thermiques (endroits d'où s'échappe la chaleur), la ventilation se fait au fond d'un jardin à l'arrière du bâtiment et passe par un puits canadien enterré à 1,5 m de profondeur, puis dans un échangeur de chaleur où sont récupérés les calories du flux sortant. Un ventilateur de 0,4 Wh/m³ d'air acheminé assure le bon fonctionnement de l'échange thermique et permet de récupérer 90% de la chaleur initiale. La diffusion d'air dans les pièces se fait par des tubes textiles qui favorisent le brassage d'air et évite la sensation de courant d'air. Le reste du chauffage est fourni en partie par les personnes qui travaillent sur place. Le complément est assuré par un chauffage au mazout : sans recours aux énergies renouvelables, le bâtiment ne consomme que 10% de ce que consomme un bâtiment aux normes actuelles.
FHW architectes, 6 thier de Limbourg, B 4830 Limbourg, tél : 087 76 51 45.

NANTES

Maison des énergies

La maison des énergies regroupe plusieurs associations : Alisée (sensibilisation à la maîtrise de l'énergie), l'espace info-énergie 44, l'association Sud-Soleil Bolivie Inti. Depuis mars 2004, la maison dispose de 7,5 m2 de panneaux photovoltaïques qui devraient assurer 1000 kWh par an, soit 30% de la consommation actuelle d'électricité des locaux.
Maison des énergies, 17, rue de Bouillé, 44000 Nantes.

Puits canadien

Les puits canadiens consistent à faire passer un tuyau assez longuement dans le sous-sol (2 à 3 m de profondeur) pour que l'air qui y passe se mette à la température du sol (autour de 14°C toute l'année). L'air ensuite arrive dans la maison assurant en hiver d'importantes économies de chauffage, en été une climatisation naturelle. Il existe pour les moins bricoleurs du matériel allemand à monter en kit que l'on peut se procurer en France auprès de *Aéroplus, 21, route de Claireau, 17600 Sablonceaux, tél : 05 46 94 85 11*. Pour les plus bricoleurs, il est possible de tout faire soi-même : le détail du chantier est très bien expliqué dans le numéro d'août de *La Maison écologique* (5,50 € + 0,30 € de port) à commander à *La Maison écologique, BP 60145, 14504 Vire cedex.*

EOLIEN



DR

■ **France : beaucoup de projets, peu de réalisations.** Le ministère de l'industrie a indiqué qu'entre le 1er janvier 2001 et le 1er février 2004, 270 permis de construire portant sur 1327 MW ont été déposés au niveau national. 95 permis (475 MW) ont été refusés car non conformes à la législation. 175 permis pour 852 MW ont été accordés. Environ un quart sont actuellement bloqués par des recours déposés contre eux au tribunal administratif. Entre le 1er février 2004 et le 1er juillet 2004, 363 autres demandes de permis portant sur une puissance de 2525 MW ont été déposés et sont en cours d'étude. Au premier janvier 2004, la puissance installée en France était de 253 MW.

■ **Seine-Saint-Denis: éoliennes urbaines.** Le rendement n'est pas encore génial et il s'agit plus de communication que de réelle production d'énergie, mais des projets de petites éoliennes urbaines voient le jour. C'est le cas à Bobigny où la mairie a installé trois éoliennes de 9 m de haut (pales de 2,5 m) pour alimenter en électricité basse tension la maison d'accueil du parc public de la Bergère, bâtiment construit en haute qualité environnementale.

■ **Dunkerque : grosses éoliennes.** Total a inauguré en février son parc éolien installé sur le site de sa raffinerie à Mardyck, près de Dunkerque : deux éoliennes Vestas de 2 MW, deux Nordex de 2,5 MW et une GE Wind de 3 MW pour faire des comparaisons. *(Systèmes solaires, février 2004)*

■ **Marseille : éoliennes en zone industrielle.** Le port autonome de Marseille qui possède plus de 10 000 hectares de zones industrielles entre Marseille et Port-Saint-Louis lance un appel d'offres pour l'implantation d'éoliennes sur des sites particulièrement bien exposés. D'ores et déjà un premier projet prévoit la construction de 35 éoliennes de 850 kW (soit 30 MW) à Port-Saint-Louis et une étude porte sur la faisabilité d'une centrale offshore de 100 à 150 MW. L'ensemble de la production électrique n'aurait pas de conséquences en dehors du site : la consommation sera intégralement consommée à l'intérieur du site qui comprend de très nombreuses industries consommatrices d'électricité. *(Systèmes solaires, mars 2004)*

■ **Le Creusot : du nucléaire à l'éolien.** Pendant longtemps, le Creusot, en Saône-et-Loire, a été le siège des usines de Framatome pour la construction des pièces métalliques des centrales nucléaires. Signe des temps, un atelier désaffecté de 9000 m² vient d'être racheté par la société allemande SIAG pour y produire des mâts d'éoliennes géantes (de 60 à 100 m de long). Cette société implantée pour le moment dans le nord de l'Europe, espère développer de nouveaux marchés dans le Sud. *(Environnement-magazine, janvier 2004)*

■ **Rhône-Alpes : position sur l'éolien.** La Frapna, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, est résolument favorable au développement de l'énergie éolienne sauf dans des zones à forte valeur paysagère et/ou à fort enjeu écologique, avec, chaque fois, des études préalables et contrôles adéquats. *Réseau régional énergies/Frapna, Frapna région, 19, rue Jean-Bourgey, 69625 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 85 97 10.*

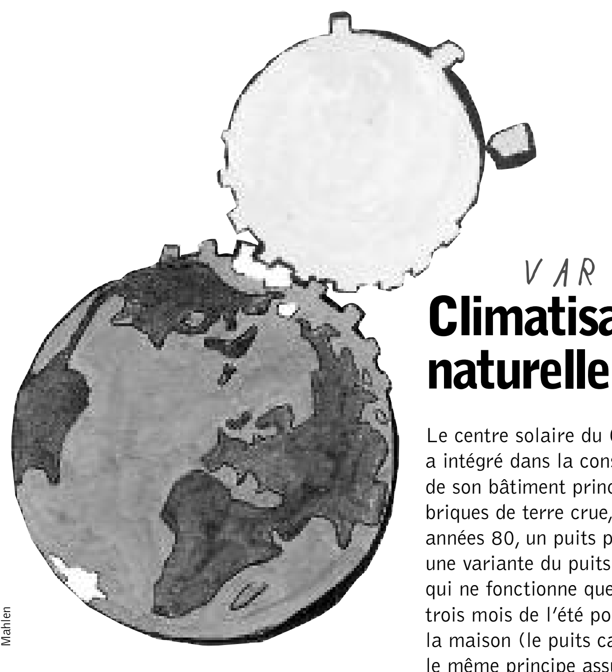
EDF, j'arrête demain !

A la veille de l'ouverture du marché français de l'électricité, dans le cadre de sa campagne «EDF, j'arrête demain», Greenpeace France a annoncé début juillet sa décision de changer de fournisseur d'électricité. Elle a opté pour une offre 100 % électricité verte : offre Eco-Alpes proposée par Gaz et électricité de Grenoble composée à 100 % de micro-hydroélectricité. Le site internet *www.edfdemainjarrete.org* permet aux professionnels et particuliers de participer à la campagne. Il fournit les informations nécessaires pour passer à l'acte et se tenir informé sur le marché de l'électricité, et notamment, de trouver des fournisseurs alternatifs à EDF.

Habitat économe : aides possibles

Les Opérations programmées d'amélioration thermique et énergétique des bâtiments (Opatb) ont pour objectif d'agir au niveau local sur les batiments résidentiels et tertiaires afin de limiter leurs consommations énergétiques et leurs émissions de CO^2. Elles consistent en un vaste programme d'animations et de subventions pour réaliser des travaux d'économie d'énergie. Pour tout renseignement, contacter les points info-énergies *(liste sur www.ademe.fr).*





Mahlen

SOLAIRE

■ **Italie : centrale solaire.** Une centrale solaire installée sur quarante hectares en Sicile comptera 360 miroirs paraboliques qui suivront le Soleil dans sa course et chaufferont de la vapeur à 550°C, laquelle fera ensuite tourner des turbines avec une puissance de 20 MW. Le chantier a commencé le 19 mai 2004.

■ **Eau tiède : risque de légionnellose.** La légionnellose est une maladie bactérienne qui se développe de plus en plus en France. Les bactéries se développent dans des eaux stagnantes surtout entre 20° et 55°C. Cela pose la question de la production d'eau chaude solaire de basse température utilisée directement en sanitaire. Une circulaire de la direction générale de la santé du 22 avril 2002 demande de prévoir que dans les circuits d'eau chaude sanitaire, l'eau soit maintenue soit en dessous de 20°C soit au dessus de 55°C. Cela signifie concrètement pour les capteurs solaires, qu'il faut être capable de produire et stocker de l'eau à plus haute température pour n'obtenir la température voulue que par un mitigeur au niveau de l'utilisateur. Cela signifie également un certain nombre de précautions à prendre lors de la reprise de fonctionnement d'un capteur après un épisode nuageux, ainsi que sur les distances de conduites d'eau à ne pas multiplier pour éviter d'avoir à faire couler inutilement l'eau. Il est possible de connaître les précautions à respecter auprès des points-infos énergies et de l'ADEME. *(Maison écologique, juin 2004).*

VAR

Climatisation naturelle

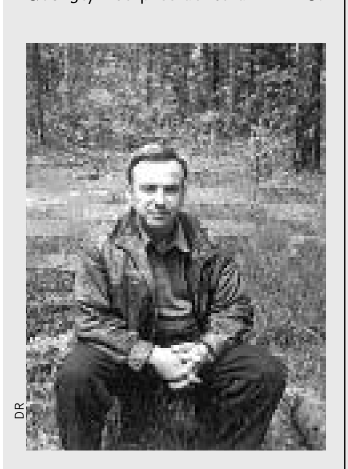
Le centre solaire du Castellet a intégré dans la construction de son bâtiment principal en briques de terre crue, dans les années 80, un puits provençal, une variante du puits canadien, qui ne fonctionne que pendant les trois mois de l'été pour rafraîchir la maison (le puits canadien, sur le même principe assure lui un préchauffage de l'air de la maison). Un tube de 20 cm de diamètre d'une longueur de trente mètres a été enterré à deux mètres de profondeur, au nord du bâtiment. Un ventilateur assure la circulation de l'air pour une très faible consommation d'électricité. En été, cela fait chuter la température dans le bâtiment de 2 à 3 °C… Comme le bâtiment est bien isolé par ailleurs, cela signifie qu'avec des températures extérieures, en journée, largement supérieures à 30°C, la température ne dépasse que rarement 25°C à l'intérieur. *Centre solaire, chemin Ferrage, 83330 Le Castellet, tél : 04 94 32 70 08.*

Inutilité de la climatisation

L'étude de la répartition des morts pendant l'été 2003, montre à l'évidence une surmortalité surtout dans les centres villes les plus pollués. Rappelons que les climatiseurs ne changent en rien le niveau de pollution. Un organisme qui peut se reposer la nuit dans la fraîcheur peut plus facilement supporter la chaleur du jour. Concevoir comme le propose le gouvernement une pièce rafraîchie dans les maisons de retraite n'a pas de sens : les vieux ne coucheront pas tous dans une seule pièce !
La climatisation en rejetant la chaleur de l'intérieur vers l'extérieur d'un bâtiment nécessite pour éviter que l'air ne rerentre que les fenêtres restent fermées… le manque d'air peut être plus catastrophique que le trop de chaleur : on respire mieux dans un air chaud qui circule que dans un air un peu plus froid immobile.

Petite phrase

«Après un simulacre de débat, le gouvernement français vient d'opter pour un nouveau programme nucléaire (EPR) alors que de nombreuses études démontrent que les emplois, les exportations et les technologies d'avenir se trouvent résolument du côté des énergies renouvelables. Les Chinois estiment l'EPR peu fiable. Les Allemands exportent déjà leurs éoliennes, les Britanniques, ne serait-ce que pour la fabrication de turbines, comptent créer 35 000 emplois. Pourquoi la France choisit-elle une technologie dont on ne sait toujours pas gérer les déchets ? Ce choix est-il compatible avec l'« année de l'emploi » annoncée par le président de la République ? Extrait d'une lettre ouverte à Jean-Pierre Raffarin, de Susan George, vice-présidente d'ATTAC.



DR

Bandajevsky presque libre

Le 13 juillet 1999, Youri Bandajevsky est arrêté à son domicile, accusé d'avoir touché de l'argent d'un de ses élèves pour lui accorder son examen. Il est condamné à 8 ans d'emprisonnement. Cela bloque de fait les travaux qu'il effectuait. Ce médecin a commencé à publier dans la presse internationale les conséquences sanitaires observées dans les zones de Belarus contaminées par Tchernobyl et non évacuées par le gouvernement. Actuellement, le Belarus (ex-Biélorussie) est une dictature. Un fort mouvement de solidarité internationale s'est mobilisé pour demander sa libération. Le 29 mai dernier, après plus de quatre ans de détention, il a été placé dans une *colonie de reclassement par le travail*, où il doit rester jusqu'à la fin de l'année. Là, il doit entièrement assurer son budget. Si tout se passe bien, il devrait ensuite bénéficier d'une libération conditionnelle. Il s'est vu confier un travail de gardien municipal et a été autorisé à reprendre ses travaux scientifiques. Tous ses frais sont à sa charge. L'Institut indépendant Belrad lui a prêté ordinateur et téléphone. Une souscription est toujours en cours pour l'aider à tenir le coup jusqu'à sa libération totale. Dons à : *Enfants de Tchernobyl Belarus, Solange et Michel Fernex, 20, rue Principale, 68480 Biederthal.*

JAPON

Suite de l'accident

Le 9 août 2004, quatre employés de la centrale de Mihama sont morts et sept autres grièvement brûlés suite à la rupture d'une conduite de vapeur d'eau à 270°C. Un des sept blessés est mort le 25 août. L'enquête qui a suivi a fait ressortir que les autorités de sûreté avaient dénoncé le risque d'une défaillance de ces canalisations. La compagnie d'électricité Kepco avait reporté les opérations de maintenance puis a tenté une maintenance sans arrêt du réacteur… provoquant la fuite de vapeur. Le gouvernement a demandé une inspection générale des réacteurs et onze réacteurs appartenant à Kepco ont été arrêtés pendant l'été. Les victimes sont donc autant celles du nucléaire que de la course au profit. Quand on voit les efforts faits en France pour essayer de baisser le coût du nucléaire (diminution des effectifs, recours aux sous-traitants…), on peut prévoir le même type d'accidents.



DR

Centrale de Mihama.



Nucléaire

BURE

La bataille du rond-point



DR

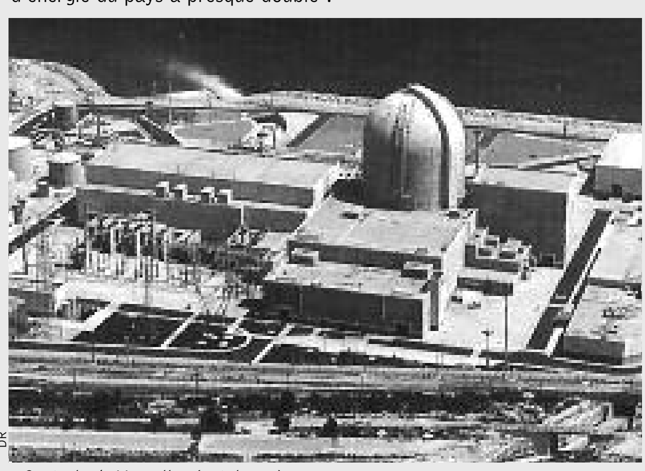
Action en août 2004

Pour faciliter l'accès au chantier de Bure, le conseil général de la Meuse a aménagé un rond-point devant l'entrée. Pendant le camp d'occupation de l'été 2002, une première œuvre d'art y avait été installée *«l'œil de la conscience»*. Le 29 mai 2004, une deuxième sculpture représentant un poing levé, symbole de la lutte est installée. Le 22 juin, le conseil général demande que l'on enlève les œuvres d'art qui «nuisent à la sécurité routière» (1,60 m de haut !). Le 15 août, les opposants ont trouvé le poing réduit en miettes, la semaine suivante, c'est l'œil qui a été détruit. Les artistes pensent dans un premier temps qu'il s'agit d'une action de la DDE sur demande du conseil général, mais la DDE dément. Le 29 août, après une semaine d'actions symboliques autour du chantier pour annoncer le lancement d'une nouvelle association de contre-information «Bure zone libre», une reconquête symbolique du rond-point a eu lieu. Une conférence de presse y était donnée pour rappeler que les opposants à l'enfouissement demandent que l'on stocke les déchets sur les sites de production en attendant de trouver une méthode sûre pour les détruire et que l'on cesse d'en produire en mettant en place une politique de sortie du nucléaire. Isabelle Guillaume a présenté à cette occasion le projet de *Maison de la résistance* qui prévoit l'achat d'un terrain pour la construction d'une maison autonome qui soit un lieu de présentation de la lutte, des dangers des déchets et qui propose des alternatives. On peut devenir parrain de cette future maison en faisant un don à *Bure Zone Libre, rue de la Gare, 54203 Maron, tél : 03 83 47 57 71*

ESPAGNE

Sortie du nucléaire

Le nouveau gouvernement socialiste avait passé un accord avec les Verts espagnols prévoyant une sortie du nucléaire d'ici 2012 (soit plus vite qu'en Allemagne). Ce sont déjà les socialistes qui en 1983 avaient arrêté le programme de construction des centrales nucléaires alors que cinq réacteurs étaient en chantier. Neuf réacteurs étaient déjà construits. La droite n'a pas remis en cause l'arrêt du programme nucléaire, lançant au contraire un vaste plan en faveur des énergies renouvelables. En 1991, le réacteur de Vancellos a été arrêté suite à un accident. Le gouvernement a annoncé la fermeture du réacteur de Zorita, à 60 km au nord de Madrid, le 30 avril 2006, un petit réacteur datant de 1968. Le nucléaire produit encore environ 30% de l'électricité du pays, la sortie va donc nécessiter la mise en place de nombreuses initiatives. L'Espagne multiplie les champs d'éoliennes, mais mise aussi sur le solaire, sur des tours solaires qui provoquent des vents artificiels et expérimentent aussi des appareils récupérant l'énergie des vagues. A la différence de la droite qui n'a jamais vraiment fait la promotion des économies d'énergies, le gouvernement socialiste a annoncé le 11 août 2004 vouloir ramener la consommation énergétique du pays à son niveau de 1997… Un pari ambitieux car en sept ans, la consommation d'énergie du pays a presque doublé !


DR

Centrale de Vancellos (catalogne).

LOT-ET-GARONNE

Dix ouvriers de Golfech contaminés

A l'arrêt depuis juin pour des opérations de maintenance, le réacteur numéro 2 de la centrale de Golfech a été évacué lundi 2 août à 21 h 30. Des balises de contrôle indiquant un niveau de contamination de l'air anormal à ce moment-là, les dix-huit travailleurs présents ont été dirigés vers le service médical. Selon la direction du site, des traces de contamination ont été relevées pour dix des dix-huit intervenants, mais les traces étaient trop faibles pour être quantifiées.

CORSE

L'Italie confirme les données de la CRII-Rad

Les autorités italiennes (APAT) ont publié, en mai 2004, les premiers résultats d'une étude sur la radioactivité des sédiments marins, de l'eau de mer et de trois espèces d'algues marines prélevées sur les côtes de la Sardaigne, île italienne au sud de la Corse. Ces résultats ont confirmé la forte concentration en thorium 234 dans certaines algues des côtes nord (jusqu'à 7700 Bq/kg sec), alors que les mêmes espèces collectées au sud, à Cagliari, ont des concentrations 10 fois inférieures. Ceci indique une contamination venue de la Corse… qui ne peut s'expliquer par les retombées de Tchernobyl… mais plus probablement à la présence de produits radioactifs militaires (sous-marin endommagé ?) Suite à cette publication, un débat a eu lieu à l'Assemblée territoriale corse le 25 juin 2004. Le collectif corso-sarde de défense des Bouches de Bonifacio a demandé de soumettre le trafic des sous-marins à la réglementation qui régit les navires dans les Bouches de Bonifacio, d'établir des plans d'urgence de secours aux populations en cas d'accident nucléaire, de prendre en charge par des budgets publics un programme d'analyse par des laboratoires indépendants type CRII-RAD. *CRIIRAD, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50, site : www.criirad.org.*

FESSENHEIM

Les Suisses inquiets

Les autorités des cantons de Bâle-ville et Bâle-campagne ont demandé à la France, le 1er juin dernier, de leur fournir des informations plus précises sur les conditions et les conséquences des incidents qui ont émaillé la maintenance du réacteur n°1 de Fessenheim à l'arrêt depuis le 25 janvier 2004. Douze agents ont été contaminés lors de ces incidents. Fessenheim 1, couplé au réseau en 1977, est le plus vieux réacteur en activité en France et ne se trouve qu'à 40 km de la frontière suisse.



PAS-DE-CALAIS

Blocage d'un train

Un train de déchets nucléaires a été bloqué par des militants Verts le jeudi 2 septembre) Biache-Saint-Vaast, près d'Arras (Pas-de-Calais). Plusieurs élus régionaux et municipaux ont participé à cette action matinale (4h du matin). Le train provenant d'Allemagne et à destination de la Hague (Manche) comprenait six «castors», wagons de déchets nucléaires. Les gendarmes ont dégagé le train au bout de vingt minutes.



Halte à la violence contre les femmes

Amnesty international a mis en place une campagne mondiale contre les violences faites aux femmes. Amnesty a compilé pour cela un grand nombre d'enquêtes.

■ Une femme sur trois, au moins, a reçu des coups, subi des relations sexuelles imposées ou d'autres formes de mauvais traitements au cours de son existence. Ce chiffre provient d'une étude fondée sur 50 enquêtes menées de par le monde.

■ Plus de 60 millions de femmes ont aujourd'hui «disparu» dans le monde en raison de la sélection prénatale selon le sexe et de l'infanticide des bébés de sexe féminin.

■ Chaque année, des millions de femmes sont violées par leur compagnon, un proche, un ami ou un inconnu, par leur employeur ou un collègue, ou encore par des soldats ou des membres de groupes armés.

■ La violence au sein de la famille est un phénomène endémique dans le monde entier ; la très grande majorité des victimes en sont des femmes et des filles. Aux Etats-Unis, par exemple, les femmes représentent près de 85% des victimes des violences domestiques.

■ Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 70% des femmes victimes d'homicide ont été tuées par leur compagnon.

■ Dans presque tous les cas, ce sont des armes légères et de petit calibre qui sont utilisées. Les femmes et les enfants représentent près de 80% des victimes de ces actes, d'après le secrétaire général des Nations unies.

Amnesty relève également que les militantes pour les droits humains sont plus souvent victimes d'actes de violence que les hommes.

Toutes ces violences se maintiennent du fait de lois discriminatoires contre les violences. Ainsi le viol au sein du domicile conjugal n'est souvent pas pris en compte. Les «crimes d'honneur» (toujours faits par un homme contre une femme) bénéficient d'une certaine indulgence. Le phénomène est encore amplifié par les attitudes sociales : une femme n'est souvent pas libre de ses activités (choix d'un conjoint, choix d'un métier, choix d'un lieu de résidence...).

Le droit international existe mais il n'est souvent pas repris par les Etats. Ainsi, des traités tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention relative aux droits de l'enfant garantissent les libertés et les droits dont les particuliers doivent pouvoir se réclamer au niveau national et, fréquemment aussi, au niveau international. La Déclaration universelle des droits de l'homme précise que toutes les personnes doivent jouir des droits fondamentaux sans discrimination. La charte des Nations unies proclame l'égalité de droits des hommes et des femmes. La Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes demande expressément aux Etats parties de «prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque».

En décembre 1993, les Nations unies ont adopté la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui traite de la violence contre les femmes en tant que violation des droits humains. Le droit des femmes à ne pas être victime de la violence est aussi établi dans la Recommandation générale n° 19 du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Les actes de violence commis contre des femmes au cours de conflits armés sont prohibés par le droit humanitaire international, notamment par les Conventions de Genève. La Cour pénale internationale prohibe plusieurs formes de violence contre les femmes en tant que crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Les actes suivants sont des crimes de guerre : le viol ; l'esclavage sexuel ; la prostitution forcée ; la grossesse forcée ; la stérilisation forcée... Si ces actes sont commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile, ils constituent des crimes contre l'humanité.

Amnesty international, 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris cedex 19, tél : 01 53 38 65 65.

Femmes et pollution

A Sania, au Canada, sur cent naissances, on compte actuellement 65 filles pour 35 garçons. Il ne s'agit pas d'une sélection par échographie comme cela se fait en Asie (là au détriment des filles), mais de la présence d'une importante pollution provoquée par des déchets industriels qui semblent anesthésier les spermatozoïdes mâles. Le phénomène avait déjà été constaté lors d'une faible exposition aux radiations. Le spermatozoïde mâle (Y) semble moins résistant que le spermatozoïde femelle (X). La femme est donc bien l'avenir de l'homme pollué.

Que masquent les débats sur le voile ?

Depuis plus d'un an maintenant, la une des médias revient régulièrement sur le port du voile par les jeunes filles. Une loi a même été votée pour protéger la laïcité de l'enseignement public. Les féministes se déchirent sur la question (liberté de pensée contre signe d'asservissement à une religion masculine)... La rentrée des classes donne une bonne image de l'importance du phénomène : sur près de 12 millions d'élèves en France, 240 filles sont venues avec un foulard et 170 ont accepté de l'enlever en entrant dans l'établissement scolaire. Reste 70 jeunes filles soit 0,0006 % des effectifs. Il est vrai que pendant ce temps, les médias ne nous parlent pas des autres questions de société.

CLUB INTERNET

Scandaleuse publicité



Une carte postale publicitaire pour Club-Internet est disponible depuis juillet 2004. On y voit les pieds d'une femme qui dépassent de dessous la porte d'un lave-vaisselle. « À la place de mon match, elle voulait voir un documentaire sur les étoiles filantes. Elle les a vues ». Sous-entendu, avec internet, maintenant chacun peut regarder ce qu'il veut. Depuis le 1er septembre, l'association féministe «La meute» a lancé une campagne pour se désabonner de ce serveur. *La Meute, Maison des femmes, 163 rue de Charenton 75012 Paris.*

Violée du sport

En 1991, Catherine Moyon de Baecque, lanceuse de marteau, a été violée par plusieurs membres de l'équipe de France, encouragés par l'entraîneur national, lors d'un stage d'athlétisme. Les agresseurs ont été condamnés par la justice en 1993 et 1994. En signe de dédommagement, elle sera engagée au ministère des sports en 1996... mais au plus bas de l'échelle (1200 € par mois) alors qu'elle est Bac+5. Elle est confinée dans un bureau sans fonction. En janvier 2004, elle apprend finalement que son contrat sera rompu en mai. Pendant ce temps, les violeurs continuent à représenter la France sur les stades ! L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) demande au ministère de donner un vrai travail à l'ancienne athlète. *AVFT, BP 60108, 75561 Paris cedex 12, tél : 01 45 84 24 24.*



LAUSANNE

Genre et militantisme

Un colloque sur ce thème est organisé à Lausanne (Suisse) les 26 et 27 novembre. Débat sur les formes d'expression du féminisme, question de la mixité ou non, identité militante et vie privée, vie publique, sexisme dans les milieux militants... Programme : *LIEGE, ISCM/BFSH2, Université de Lausanne, 1015 Lausanne.*

PROCHE-ORIENT

Suivez les femmes !

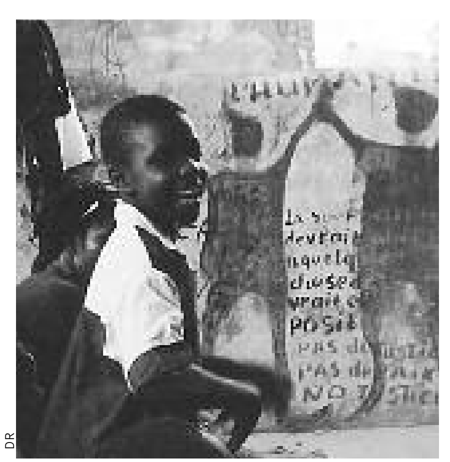


Du 19 au 24 avril 2004, deux cents femmes venues de 23 pays arabes et occidentaux ont, en cinq jours, traversé à vélo le Liban, la Syrie et la Jordanie pour favoriser la libération de la femme comme un moyen de faire la promotion de la paix. Jordaniennes, Syriennes, Palestiniennes, Libanaises, Irakiennes, Anglaises et Françaises ont échangé pendant ces journées pour discuter des actions que les femmes peuvent mener pour essayer de ramener la paix entre Palestine et Israël. *(Les Pénélopes, juin 2004).*

Le soleil va-t-il se lever dans les bras du ciel ?

Au Burkina, une association essaie de trouver l'équilibre entre modernité et tradition. Des savoirs se développent qui pourraient aussi grandement servir aux désorientés du développement que nous sommes.

«C'est l'histoire d'un vieil homme qui sent sa dernière heure arriver. Il demande à ses deux aînés de lui apporter le fruit du travail qu'ils ont réalisé pendant ces dernières années. Le fils aîné arrive avec tout un troupeau de vaches et de chèvres. Le deuxième fils arrive avec une grosse et lourde pierre ronde.


DR

Le vieillard demande alors à son fils : « mais que comptes-tu faire avec cette pierre ? »

Le fils lui répond : «sur cette pierre, pourront s'asseoir tous les gens qui, avant de partir sur le chemin, veulent s'arrêter un moment pour réfléchir... »

« Très bien », dit le vieillard, « c'est donc toi qui sera le nouveau chef de famille. »

Il est important qu'avant de s'en aller, le chef de famille choisisse la bonne personne pour prendre sa relève car ce sera à son successeur a s'occuper de toute la famille et du plus jeune des fils... Réfléchis bien à cette histoire pendant ton trajet en avion »...

Nous sommes à Ouagadougou, Burkina Faso. Le « pays des hommes intègres », dit-on. Quelques jours plus tôt, c'est Ibrahim qui m'avait conviée à m'asseoir sur cette pierre philosophale africaine. Pierre qui, pour l'occasion, prenait la forme d'un simple banc de bois «Assieds toi là ! ici, en Afrique, il faut s'asseoir pour prendre le temps de se parler et se comprendre. On ne peut pas se parler debout »... Ma première réaction d'occidentale toujours pressée et un peu sur ses gardes « Non non, je préfère rester debout » n'a pas résisté longtemps au franc sourire et au regard brillant de celui qui me faisait une place à côté de lui. Debout, on est toujours prêt à fuir, tel le cheval qui ne se couche jamais pour pouvoir à tout moment échapper à ses prédateurs. Je réalisais soudain que le syndrome de la «fuite en avant» était peut être un syndrome somme toute typique de nos sociétés dites « développés » et que si je voulais rencontrer l'Afrique, il fallait essayer de le soigner !

De la francophonie

« Nous ne sommes jamais allés à l'école, alors on aime bien parler avec les blancs pour apprendre le français : c'est ça la francophonie. On a appris à lire grâce à des gens qui passaient et qui nous ont montré. Il n'y a que les montagnes qui ne se croisent pas. On aimerait bien apprendre à écrire, maintenant. Ce serait bien si la francophonie organisait aussi quelque chose pour que vous nous appreniez à écrire quand vous venez. Tous les moutons se ressemblent, mais ils n'ont pas tous le même prix. Tous les gens qui viennent et dorment dans les hôtels climatisés n'osent pas traverser la route. Pourtant, on se complète.

Nous, on est des artistes. Pour vivre, on fait des batiks, des instruments de musique, des objets en cuir ou on teint le tissu. On se regroupe ici pour vendre nos travaux. Tous les après-midi, à 16h, on se retrouve et on s'entraîne à jouer de la musique. Il faudra que tu viennes nous voir et nous écouter jouer. On apprend aussi la musique aux enfants pour éviter qu'ils restent dans la rue à ne rien faire. On a créé une association. On peut t'y amener, si tu veux, c'est un peu plus loin, dans le ghetto ».

La fraîcheur et la sérénité qui règnent au sein de la case de NAYAC contrastent avec la chaleur brutale du «ghetto» qu'il faut traverser pour l'atteindre. Ici, on se déchausse puis on s'assied sur un tapis mais on n'a déjà plus envie de fuir. Ici, c'est Mohamed qui parle. Didier, Ibrahim et d'autres membres de NAYAC écoutent. Ils restent silencieux, mais on lit sur leur visage qu'ils ne perdent pas une paroles de mes questions trop pressées d'en savoir plus, et du discours parabolique et imagé de Mohamed.

« En 1999, j'ai rencontré Brahima et quelques autres. Des anciens nous avaient appris à jouer de la musique et à fabriquer des instruments. Mais un jour on s'est demandé « qui va transmettre tous ces savoirs quand nos maîtres vont mourir ? » De nombreux jeunes, aujourd'hui, ne s'intéressent plus à la musique et aux arts et savoirs traditionnels. Beaucoup ne savent plus vraiment quel est le sens de leur vie. D'un autre côté, les gens qui ont fait des études veulent gagner de l'argent, vivre dans des maisons climatisées, mais ils oublient toutes les traditions et les savoirs africains. Alors, on a créé NAYAC. On a envie de faire vivre des traditions africaines. Que les enfants les apprennent et les fassent vivre à leur tour, et que les gens d'autres continents du Monde les connaissent aussi. L'Homme est un caméléon. On n'a pas la même couleur de peau, mais on est tous cousins. On est tous africains. NAYAC, ça veut dire Nouvelle Afrique, jeux Arts et Culture. Ça veut aussi dire « venez ». Les enfants, c'est eux qui vont prendre notre place demain. Il faut qu'on leur transmette ce que nos maîtres nous ont appris. »

Le maître des savoirs

« Et vous, vous êtes déjà des « maîtres », pour les enfants ? Comment devient-on maître ? »

- Là, c'est Ibrahim qui répond : « On ne devient pas maître, on est juste soi-même. C'est les autres qui, plus tard, quand ils parlent de quelqu'un disent qu'il a été son maître »...

Sage réponse dont nous aurions beau jeu de nous inspirer : ce sont les élèves qui désignent leur « maître ».

Ici, tout «ancien» peut avoir quelque chose à apprendre à un plus jeune. L'inverse est cependant inimaginable : un jeune ne peut se permettre de donner des leçons à un «grand frère» ou à un «grand-père». Ce système hiérarchisé (selon l'âge) de transmission des savoirs limite l'émergence d'un débat contradic-

toire qui faciliterait le renouvellement des connaissances. Mais, paradoxalement peut-être, ce sont les plus jeunes, les élèves, qui «jugent» si quelqu'un est un «maître» ou non, si la connaissance qu'il a transmise est digne d'être utilisée et transmise à son tour... Système bien différent du nôtre où ce n'est pas l'âge qui est un critère pour savoir si quelqu'un peut enseigner à quelqu'un d'autre, mais le diplôme et souvent la «spécialité». Ainsi, il faut être «spécialiste» d'un domaine pour pouvoir enseigner et ce sont des «professeurs» (qui professent et préfèrent, mais maîtrisent-ils vraiment leur sujet et la relation de transmission des savoirs ?) qui décident si quelqu'un peut être jugé digne d'enseigner ou pas. On ne demande jamais à l'élève de juger les qualités pédagogiques de son professeur et l'utilité de ce qui lui a été enseigné : ce sont toujours des enseignants qui évaluent leurs élèves et jugent de leur aptitude à donner à leur tour des leçons à d'autres élèves (alors même que ceux qui jugent ne bénéficient pas de l'enseignement de celui qui est jugé !). De plus, «l'enseignant» est souvent cantonné à sa fonction d'enseignement contrairement au «maître» africain qui est quelqu'un d'expérimenté dans un domaine donné et qui, en plus de sa fonction, va transmettre ses savoirs.

« Et le gouvernement, il vous aide?

- Le gouvernement, il nous a donné des papiers qui disent que NAYAC est bien une association déclarée officiellement. Des fois, le centre culturel français ou d'autres organismes officiels nous invitent pour que nous jouions à des concerts. Mais ce n'est pas là qu'on trouve l'argent pour faire vivre NAYAC. Pour ça, les artistes de NAYAC fabriquent des objets que l'on ne trouve qu'ici. On les vend à des gens comme toi qui viennent jusqu'ici et veulent nous aider. La moitié revient à l'artiste et la moitié est pour l'association. Chacun peut nous aider à sa façon. Par exemple, un allemand nous a enregistré en concert et il nous envoie des CD et des cassettes quand on en a besoin. L'argent ne se mange pas. Mais on a plein de projets que l'on ne peut pas réaliser si on n'a pas de moyens. Vouloir c'est pouvoir. On va les réaliser un jour. Par exemple, pour l'instant, les différents ateliers sont tous dispersés dans la ville. On aimerait pouvoir tous les rassembler ici.

- Tiens, vous faites aussi des Djembés avec du métal ?

- On n'aime pas couper les arbres pour faire de la musique. Il y a un village où tout les arbres ont été coupés pour fabriquer des objets avec le bois. On aimerait bien pouvoir replanter des arbres là-bas. C'est un autre de nos projets pour lequel il faudrait des moyens. Beaucoup


DR

Une partie de l'équipe de NAYAC.

d'entre nous sont nés au village et ont été bergers ou cultivaient la terre quand ils étaient enfants. On aime la nature. L'homme est un caméléon et on s'adapte où on est, mais on aimerait entendre le chant des oiseaux le matin ».

Les quelques phrases dessinées sur les murs de la case de NAYAC résument mieux que ne saurait le faire cette retranscription infidèle du langage imagé des membres de NAYAC :

« Si on savait ce que disait chacun, personne n'aurait parlé à personne »

« La souffrance devrait aboutir à quelque chose de vrai et de positif »

Les petits ruisseaux font les grandes rivières. Le défi auquel s'adresse NAYAC semble crucial pour une Afrique déchirée entre une modernité, basée sur des repères et des valeurs qui ne sont pas les siennes, et une tradition fondée sur des savoirs et des cultures orales riches et complexes qui n'évoluent pas au même rythme que le mode de vie de ses habitants («un pas en avant, dix pas en arrière» dit-on au Burkina). Entre les deux, bon nombre de jeunes ont du mal à trouver leur place et un sens à leur vie. Le système économique africain n'est pas capable actuellement de fournir à chacun un revenu suffisant et une stabilité professionnelle. Le mode de pensée que le «développement économique» véhicule, orienté par une «rationalité économique» unique (selon ce modèle, chaque individu, dénommé «agent économique» est supposé n'avoir qu'un seul objectif, quantifiable : maximiser son propre bénéfice économique), montre ses limites pour orienter les décisions d'êtres humains dont les cultures comportent de nombreux aspects « irrationnels » (fétiches, gris-gris, histoires de famille, etc.) et qui accordent une part beaucoup plus importante à tout ce qui n'est pas quantifiable : sentiments, art, parole, etc. D'un autre côté, l'attrait de la modernité, avec son confort matériel séduit de nombreux jeunes qui en délaissent leurs cultures et sagesses traditionnelles.

Réapprendre du Sud

Entre une jeunesse qui s'occidentalise et des modes de vie ancestraux, une association comme NAYAC essaie de trouver un équilibre, d'aider des jeunes à trouver un chemin entre modernité et tradition pour mieux comprendre le sens de leur vie. A leur échelle, ils s'efforcent « d'associer positivement la force villageoise â la jeunesse des villes ». Leurs paroles et musiques expriment cela mieux que tout texte écrit.

Dans nos sociétés occidentales, là-même où elle a trouvé son origine, la rationalité économique montre ses limites en laissant de nombreuses personnes dans une situation de malaise et de désorientation sur de nombreux plans (spirituel comme matériel). On n'y compte plus le nombre de personnes qui dépriment ou compensent un manque de sens et de repères par des attitudes extrêmes qui peuvent aller de l'adhésion à une secte jusqu'à une «surconsommation» frénétique de biens matériels. De telles attitudes peuvent conduire au surendettement de ceux qui les expérimentent, et ne comblent jamais le manque spirituel de l'acheteur. Il semble urgent de se souvenir de l'essentiel, comme l'a préconisé Edgar Morin (1) dans son rapport sur le débat de l'énergie : « A force de sacrifier l'essentiel pour l'urgent, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel ». Du colonialisme à l'aide «humanitaire» en passant par les missions « d'experts », nous, «occidentaux », nous sommes souvent placés dans une logique où nous aurions des leçons ou des conseils à donner aux populations africaines. Il est aujourd'hui temps de considérer que nous avons également beaucoup à apprendre de ces êtres humains qui sont passés par des souffrances physiques et mentales dont ils ont su dégager ce qui est véritablement «essentiel» pour eux. Une initiative telle que celle de NAYAC montre qu'il est possible de trouver, ou tout au moins de chercher, des chemins intermédiaires pour envisager comment nos deux cultures pourraient se compléter et s'enrichir mutuellement plutôt que de s'affronter ou s'ignorer.

Natacha Gondran ■

Avec la participation de Mohamed Nignan pour les contes et Ibrahim Sawadgo pour les proverbes.

(1) E. Morin. Cité dans E. Besson. Une stratégie énergétique pour la France. Rapport sur le débat national sur les énergies. Octobre 2003. Disponible sur http://www.industrie.gouv.fr/debat/energie/site/pdf/rapport-besson1.pdf



Commerce équitable et écologie

La société *Guayapi tropical* diffuse des produits provenant du Sri Lanka et produit sous le label *Forest Garden Products* (FGP). Contrairement aux labels de commerce équitable, ce label s'intéresse d'abord au maintien de la biodiversité et au maintien des valeurs sociales locales. Il ne s'agit pas de donner plus de pouvoir d'achat aux producteurs du sud, mais de s'assurer que pour une communauté, le commerce lui est bénéfique. Comme le dit l'un des représentants du label, le Sri-lankais Ranil Senanayake dans *Politis* du 4 mars : *«Le maintien des structures et des valeurs sociales dans une communauté est plus important que le prix qu'obtiennent les producteurs. Après tout, avec un meilleur prix, ils peuvent aussi bien acheter du coca-cola»*. Il compare les démarches de commerce équitable à celle de l'agriculture bio. Là aussi, on s'aperçoit qu'interdire les pesticides ne suffit pas forcément à faire une agriculture de qualité et il appelle à penser les labels comme étant en perpétuelle évolution : *«après avoir éliminé les pesticides, on s'est aperçu qu'il fallait, en plus, assurer la biodiversité. Comme on fait attention aux papillons pour les équilibres naturels, il faut pour évaluer l'impact du commerce équitable avoir des indicateurs sociaux : l'évolution du taux de délinquance, le nombre de téléviseurs qui nuisent à la vie sociale... »*. La plate-forme du commerce équitable est-elle prête à entendre ce message qui nous vient directement des producteurs ?



TARN

Traversées africaines

Pendant tout le mois de novembre, *Traversées africaines* propose à Castres, pour la troisième année, un programme culturel : musique, cinéma, théâtre, art et artisanat, cuisines, jeux et jouets, avec comme fil conducteur pour cette année, une exposition interactive sur l'éducation à la paix. Les enfants sont invités à participer à trois mercredis de théâtre. Le samedi 20 novembre, une grande rencontre festive se tiendra place de l'Albinque avec marché africain, palabre d'honneur, cuisine-pays, ateliers et spectacles. *Traversées africaines, maison des associations, place du 1er mai, 81100 Castres, tél : 05 63 61 27 67.*

COMMERCE ÉQUITABLE

Artisans du monde piégé

Jusqu'à maintenant, la filière Artisans du monde qui fédère une centaine de boutiques tenues essentiellement par des bénévoles est ce que l'on fait de mieux dans le domaine de commerce équitable : la vente d'objets est un prétexte à parler des rapports Nord-Sud, de nos modes de vie et de notre surconsommation. Pour diffuser plus largement, la fédération Artisans du monde s'est associée avec d'autres associations comme le CCFD, l'ASPAL, la Cimade... pour créer Solidar'monde qui diffuse les mêmes produits par d'autres réseaux.
Gros dérapage le 21 juin dernier quand les 600 produits proposés sont apparus sur le site Cdiscount, une filiale du géant Casino sur lequel on trouve des produits bradés à bas prix. De très nombreux groupes Artisans du monde ont immédiatement réagi pour protester contre ce rapprochement et une pétition a été lancée contre cette « logique commerciale centrée sur les bas prix » en totale opposition avec la logique associative centrée sur les valeurs et la solidarité internationale.
Mais Solidar'monde, à l'origine contrôlée par Artisans du monde, s'est tellement ouverte à d'autres groupes qu'aujourd'hui la Fédération Artisans du monde s'y retrouve minoritaire... et n'arrive pas à faire cesser la vente de ses produits sur le site internet : début septembre, ils sont toujours en ligne « à prix discount » !

■ *Solidar'Monde, 86, rue Berthie-Albrecht, 94400 Vitry-sur-Seine, tél : 01 45 73 65 43.*

■ Pétition : *Artisans du monde Val-d'Orge, tél : 01 69 51 06 64.*

Noix de lavage indienne

Arrivée en trombe dans les magasins bio cet été, la noix de lavage indienne serait idéale pour remplacer les habituels produits de lessive. L'importation de ces coques de noix permettrait de diviser par deux le prix des lessives.
Les coques de noix proviennent du *sapindus mukorossi,* un arbre originaire du Sud de l'Inde, on le trouve aujourd'hui partout dans le pays. L'arbre produit des noix au bout d'une quinzaine d'années et peut vivre cent ans. Les coques de noix sont traditionnellement utilisées en Inde et au Népal pour fabriquer de la lessive moussante pour la vaisselle ou les cheveux.
On peut se poser quelques questions sur l'importation de ces coques de noix. La première est de savoir s'il faut aller chercher si loin des produits naturels moussants... Tout transport consomme de l'énergie. La deuxième concerne le prix : dans quelle condition sont achetées les coques de noix ? Le bas prix ne cache-t-il pas une nouvelle exploitation du Nord par le Sud ? La question suivante concerne l'équilibre écologique des forêts concernées. Enlever des coques de noix qui naturellement contribuent à l'humus du sol risque de modifier l'écosystème et d'empêcher le renouvellement de la forêt (ce problème est récurrent pour toutes les productions importées). Comment s'assurer qu'il n'y a pas de déséquilibre ? Certains animaux disparaissent non pas parce qu'on les chasse, mais simplement parce qu'ils ne trouvent plus la nourriture ou l'habitat dont ils ont besoin. Les promoteurs de la noix de lavage indienne sont parfaitement silencieux sur cette question écologique.
Il semble plus raisonnable de faire la promotion des produits locaux comme la saponaire qui pousse naturellement dans nos campagnes, le savon à partir de l'huile d'olive ou même des solutions encore plus simples comme le nettoyage à partir de la cendre de bois.

DR

Droits des peuples indigènes : De Beers fait marche arrière

Survival

En octobre 2002, la société avait affirmé à *Survival international* ne pas avoir de politique sur les droits des peuples indigènes en Afrique australe car cela équivaudrait à une logique «d'apartheid». Le directeur de *Survival international*, Stephen Corry, constate que De Beers est en retard de plusieurs décennies sur l'opinion internationale.
Il est inadmissible de prétendre que ces droits n'existent pas. Une compagnie minière comme Rio Tinto, par exemple, s'est engagée récemment à ne pas exploiter les terres des aborigènes mirrar en Australie sans leur accord. Fin juillet, De Beers est revenu sur son refus de reconnaître les droits des peuples indigènes en Afrique australe. *Survival, 45 rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris.*

AlimenTerre

Le Comité français pour la solidarité internationale organise du 9 au 17 octobre *AlimenTerre*, une série d'actions dans de nombreuses villes pour sensibiliser la population aux questions de la faim dans le monde et des solutions possibles : expositions, marchés solidaires, conférences, repas d'ailleurs, agricultures du monde entier... *CFSI, 32, rue Le Peletier, 75009 Paris, tél : 01 44 83 88 50.*

COMMERCE ÉQUITABLE

Contre les marchands du temple

Dans le numéro de septembre, nous avons publié le communiqué de Minga qui coordonne une cinquantaine de boutiques de commerce équitable. Il nous semble intéressant de vous en donner les coordonnées.

■ Alices, 30, Rue de Strasbourg, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 14 59. *Boutique de services, accompagnement de personnes, courses et livraisons, ventes directes de produits alimentaires bio et artisanaux issus du commerce équitable.*
■ Alterafrica, 20 av. de Stalingrad, 94260 Fresnes, tél : 01 43 91 35 11. *Ventes sur internet (www.alterafrica.com).*
■ Andines SCOP, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 20 48 60. *Importateur de plus de 2000 produits provenant de 15 pays différents.*
■ Artésia, 7, boulevard de Reuilly, 75012 Paris, tél : 01 43 43 13 69. *Promotion et ventes directes de produits du tissage des femmes d'Asie du Sud-Est.*
■ Association pour le commerce équitable, 8 Rue Ledru Rollin 92240 Malalkoff. *Ventes directes de produits alimentaires et artisanaux.*
■ Ballakissa Arts, 2 Impasse Le Rêve, 95660 Champagne-sur-Oise, tél : 06 24 05 44 07. *Vente ambulante en France de vêtements et accessoires « traditionnels métissés » en bogolan (Bamako).*
■ Bébés en vadrouille, 47, boulevard Henri-IV, 75004 Paris, tél : 01 48 87 19 68.
■ Bio Mada, pôle 45, 264, rue des Sables-de-Sary, 45770 Sarran, tél : 02 38 58 32 35. *Ventes directes et semi-gros d'huiles essentielles de Madagascar.*
■ Ça peut shère, 69, boulevard Edouard-Vaillant, 93500 Pantin, tél : 06 62 76 54 25. *Importation d'accessoires et linge de maison en provenance d'Afrique.*
■ Caravane, 4, rue de la République, 19100 Brive, tél : 05 55 24 02 36. *Magasin de produits alimentaires, animations, dégustations.*
■ Cinq Sens, 32, allée Aristide-Briand, 91100 Corbeil, tél : 01 64 96 25 94. *Ventes itinérantes de produits alimentaires et artisanaux.*
■ Commegrain, 8-10, rue Louis-Rousseau, 94200 Ivry-sur-Seine, tél : 01 46 70 86 64. *Produits alimentaires, ventes sur les marchés.*
■ D'Aqui et del Mondo, 9 Avenue de Verdun, 06450 La Bollène-Vesubie, tél : 04 93 04 98 03. *Saveurs et Savoirs faire d'ici et d'ailleurs. Animation, sensibilisation et vente de produits.*
■ Des racines et des hommes, Stéphane Morin, 4, impasse de Keruzaoren, Le Diden, 29630 Plougasnou, tél : 06 25 04 62 57. *Importation et distribution de jus de fruits.*
■ Eki, 11 Rue du Chemin-de-fer, 93240 Stains. *Ventes de produits équitables d'ici et d'ailleurs.*
■ Embarqua'Terre, 13, rue du château, 44000 Nantes, tél : 02 40 20 42 70. *Boutique de commerce équitable.*
■ EPICE, 32 Rue de Crimée, 13003 Marseille, tél : 04 91 50 66 16. *Animations pédagogiques et vente au détail de produits alimentaires.*
■ Equilibre, 110, Grande-Rue, 27360 Pont-Saint-Pierre, tél : 02 32 48 19 88. *Produits équitables naturels et biologiques sur les marchés.*
■ Equitable Salonaise, c/o Paul Magnan, La Vigarelle, rue de la Taille, 13300 Salon-de-Provence, tél : 04 90 42 15 48. *Ventes sur les marchés de produits alimentaires et artisanaux.*
■ Etica, Le Port de Parun, 56870 Baden, tél : 06 30 46 38 42. *Produits de la mer, du terroir et d'artisanat d'art, issus du commerce équitable.*
■ Femmes actives, 39, allée de Saint-Exupéry, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 29 99. *Entreprise de restauration fonctionnant en SCOP.*
■ India Kala, 57 rue Ramey, 75018 Paris, tél : 01 42 52 47 69. *Boutique d'artisanat, salon de thé et épicerie.*
■ Kan ar bed, 46, route de Paris, 29600 Morlaix, tél : 02 98 88 07 86. *Producteur et distributeur de sodas.*
■ L'Equitable café, 27, rue de la Loubière, 13006 Marseille, tél : 04 91 48 06 62. *Café boutique, animation produits artisanaux et alimentaires.*
■ La Cédraie, 13, rue du général-Rampont, 67240 Bischwiller, tél : 03 88 53 82 37. *Importateur et boutique.*
■ La ferme de Paula, La Fontaine de Suie, 49640 Daumeray, tél : 02 41 32 40 57.
■ La Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, 75011 Paris, tél : 01 43 57 04 82. *Café-restaurant librairie.*
■ La Reinette verte, 35, rue Grande rue, 28240 Champrond-en-Gatine, tél : 02 37 49 84 14. *Producteur de jus de pommes et autres fruits.*
■ La Tombe du Marabout, La Borie basse, 15190 Condat-en-Féniers, tél : 06 87 03 07 22. *Distribution de produits alimentaires et artisanaux. Production de lombricompost.*
■ Label Ethique, 38, boulevard du Félibrige, 13009 Marseille, tél : 04 91 25 19 33.
■ Les Fennecs, 6, allée Bergeronnette, 22380 Saint-Gest, tél : 06 20 18 22 91. *Organisation d'événements. Produits alimentaires.*
■ Les Vergers de Launay, Launay, 35370 Argentré-du-Plessis, tél : 02 99 96 60 69. *Producteur et vente directe.*
■ Métissage, 19, avenue Karl-Marx, 93000 Bobigny, tél : 01 48 31 74 70. *Vêtements et linge de maison.*
■ Mondo, 51 Rue Clément-Roassal, 06000 Nice, tél : 04 93 87 58 62. *Point de vente et distributeur de produits alimentaires et artisanaux, animations...*
■ Petit Marie Agnès, 13, boulevard Hélène, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer, tél : 04 94 88 75 70. *Vente à domicile de produits issus de démarches de commerce équitable.*
■ PLACE, BP 364, 13177 Marseille cedex 20, tél : 04 91 92 13 54. *Organisme de formation fonctionnant en SCOP.*
■ Plaisirs éthiques, Fortuné Guylaine, 7, rue des Vieilles-Carrières, 49000 Angers, tél : 02 41 68 48 84. *Commerce ambulant.*
■ Pontoizeau Jean-Paul, Le Bourg, 19400 Colonge-la-Roug, tél : 05 55 84 02 16. *Magasin de produits artisanaux et alimentaires issus d'un commerce équitable.*
■ Pour un commerce équitable, 21, rue des Fasquets, 12100 Millau, tél : 05 65 61 13 47. *Boutique, et ventes au « marché paysan ».*
■ Quatre Mâts Développement, ZI, route de Thennes, 80110 Moreuil, tél : 03 22 09 78 06.
■ Réso-Coop, 2c, allée des Acacias, 54350 Mont Saint-Martin, tél : 03 82 23 78 70. *Coopérative de distribution alternative et solidaire de produits artisanaux et de l'agriculture paysanne issus tant des pays du Sud que du Nord et à destination de groupements d'achats de particuliers.*
■ Saldac, 14, allée du Vallon, 26200 Montélimar, tél : 04 75 51 06 54. *Importateur de café et autres produits péruviens.*
■ Solidair'éthic, 12, rue Toul-al-laer, 29000 Quimper, tél : 02 98 64 26 63. *Boutique de commerce équitable.*
■ Suds, l'autre ailleurs, 47, rue de Turenne, 75003 Paris, tél : 01 42 72 29 96. *Fabrication et importation de meubles et objets de décoration artisanaux (Cameroun).*
■ Taddart, 10, avenue de la Remise, 91390 Morsang-sur-Orge, tél : 06 20 08 75 09. *Organisation de voyages.*
■ Terre des Toiles, La Combe du Puy, 19500 Chauffour, tél : 05 55 25 30 87. *Gîte d'étape sous abris nomades multiéthniques.*
■ Territoires, 4, rue Denfert-Rochereau, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 26 49 86. *Produits d'ici (bios) et d'ailleurs.*
■ Tonga Soa, 4, rue d'Orgemont, 60500 Chantilly, tél : 06 61 84 27 19. *Magasin Produits artisanaux et alimentaire du Monde.*
■ Utopia, 12, rue de la Bienfaisance, 85500 Les Herbiers, tél : 02 51 66 15 16.


DR

Mille milliards de dollars

Depuis la fin de la guerre froide, on pourrait penser que les dépenses d'armement iraient en diminuant. Si cela a bien été le cas entre 1989 et 1998, depuis toutes les dépenses sont reparties à la hausse, avec une extraordinaire envolée des dépenses aux Etats-Unis depuis les attentats de septembre 2001. Amnesty international annonce qu'en 2005, ces dépenses atteindront le cap symboliques des mille milliards de dollars, que l'on fabrique chaque année dans le monde 16 milliards de munitions soit plus de deux par personnes. Rappelons enfin que les cinq pays qui sont en tête des ventes d'armes (Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne) sont également les cinq pays qui ont un droit de véto au conseil de sécurité des Nations Unies.

Le coût de la violence

Un rapport publié par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en juin 2004, met en évidence que le coût économique de la violence pèse lourdement sur les sociétés dans le monde, dont certaines consacrent plus de 4% de leur produit intérieur brut à la lutte contre les traumatismes dus à la violence. L'étude indique que la maltraitance des enfants coûte à elle seule 94 milliards de dollars par an à l'économie des Etats-Unis, soit 1% du PIB. Ce chiffre inclut les dépenses médicales directes et les frais connexes liés aux services juridiques, à l'intervention de la police et aux incarcérations, ainsi que le montant correspondant à la perte de productivité indirecte, au coût psychologique et à la délinquance future. L'OMS avance la solution : la prévention qui coûte beaucoup moins cher. Sarkozy va-t-il lire ce rapport ?

BUSHERIE

■ **Blair au secours de Bush.** Blair (de gauche) a volé au secours de son ami Bush (de droite) après le retrait décidé par le gouvernement (de gauche) espagnol : les Anglais ont envoyé de nouvelles unités pour remplacer les 1300 militaires espagnols en moins. Le Honduras, les Philippines et quelques autres Etats d'Amérique du Sud ont retiré leurs troupes souvent symboliques.
■ **Torture féminine.** Les mouvements pacifistes ont longtemps espéré que les femmes pourraient être un contre-pouvoir à la connerie militaire. Les récentes scènes de torture en Irak ont montré que les soldates sont aussi perverses que les hommes...
■ **Rions jaune.** « Les Etats-Unis agissent pour l'élimination de la torture, et nous conduisons ce combat en prêchant par l'exemple » Georges W. Bush, *Washington Post,* 27 juin 2003. Les militaires US ne lisent manifestement pas ce quotidien.
■ **Cercueils.** Pour avoir rendu publique une photo où l'on peut voir au fond d'un avion, quatorze cercueils recouverts du drapeau américain, une soldate US a été renvoyée. On ne doit montrer que des victimes irakiennes, pas des victimes «amies», règle de base de la propagande militaire. Le 8 septembre, le cap des mille cercueils a été atteint.



EUROPE

Deux Etats nucléaires contre tous les autres

Lors d'un débat au parlement européen pour préparer une position commune sur la question des armes nucléaires en vue de la révision du traité de non-prolifération, Caroline Lucas, députée du parti Vert britannique, est intervenue le 11 février dernier pour dénoncer le travail de sape mené par la Grande-Bretagne et la France :
« Le fait que deux Etats membres de l'Union européenne possèdent des armes nucléaires sape l'autorité morale de toute l'Union européenne quand elle vient à débattre sur les armes de destruction massive.
L'hypocrisie accablante des gouvernements américain et anglais exigeant le désarmement des autres, alors qu'ils mettent simultanément à niveau leurs arsenaux nucléaires est évidente pour nous tous. C'est une position très déstabilisante, indéfendable et hypocrite. Nous avons entendu parler de la loi internationale ces temps-ci. Alors laissez-moi rappeler à la Grande-Bretagne et à la France que selon la Cour internationale de justice de La Haye, les armes nucléaires sont immorales et illégales.
Lors de la sixième conférence d'examen du traité de non-prolifération, tous les Etats nucléaires ont annoncé clairement qu'ils allaient procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires, aboutissant ainsi à un désarmement nucléaire. C'était il y a quatre ans et très peu de progrès ont été faits depuis. La Grande-Bretagne et la France doivent donner l'exemple et démanteler unilatéralement leurs têtes nucléaires. Le retrait des armes nucléaires américaines du sol européen doit être immédiat. Ces objectifs sont sans doute ambitieux, mais si nous prenons au sérieux les menaces causées par les armes de destruction massive, c'est le chemin que nous devons prendre ».
L'Irlande alors à la tête de l'Europe a répondu qu'elle entendait bien demander aux Etats nucléaires de tenir leurs engagements vis-à-vis du traité de non-prolifération.
(Stop essais, mars 2004)

AVEYRON

Apprivoiser les émotions


DR

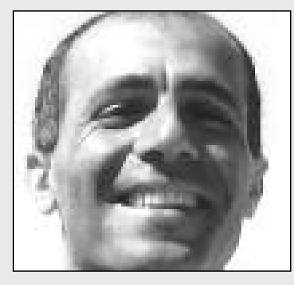
L'IFMAN, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, organise du jeudi 11 au samedi 13 novembre, près de Rodez, une formation sur le thème «apprivoiser les émotions» : comment les identifier dans une situation de conflit, comment prévenir des actes ou paroles que l'on regrette ensuite, comment travailler ses émotions à partir d'exercices ludiques, comment trouver une souplesse émotionnelle. Renseignements et inscription : *Geneviève Fabre, IFMAN-Sud-Ouest, 12330 Salles-la-Source, tél : 05 65 67 29 03.*

Campagne contre la relance des armements nucléaires

Avec 41,57 milliards d'euros, le budget 2004 de la France consacre une augmentation de près de 4% au budget de la défense. Cette nouvelle hausse intervient après celle de plus de 6% en 2003. Ceci est justifié par le renouvellement de toutes les composantes : nouvelles têtes nucléaires, nouveaux missiles, nouveau sous-marin. A plus long terme, la construction du laser Mégajoule — près de Bordeaux — va permettre d'entreprendre des recherches sur la fusion nucléaire, susceptibles de déboucher sur la mise au point d'armes nucléaires à fusion pure dont la puissance sera modulable selon la cible. La France s'inscrit dans un processus de prolifération verticale des armes nucléaires. Il y a urgence à créer un grand mouvement mondial d'opinion d'ici mai 2005 pour que la conférence de révision du TNP (traité de non-prolifération) prenne des engagements décisifs de désarmement nucléaire. Le mouvement de la paix coordonne une nouvelle campagne pour le désarmement nucléaire. Les organisations partenaires de cette campagne sont à votre disposition pour vous aider à organiser des débats, des conférences, concerts, événements, cafés pacifistes, manifestations diverses. *Mouvement de la Paix, 139, boulevard Victor-Hugo, 93400 Saint-Ouen, tél. : 01 40 12 09 12, site : www.mvtpaix.org.*

ISRAËL

Vanunu reste sous surveillance


DR

Vanunu Mordechaï vient de purger une peine de dix-huit ans de prison pour avoir révélé au monde entier qu'Israël disposait d'un programme d'armes nucléaires. A sa sortie de prison en avril dernier, il s'est vu interdire de sortir du pays et de communiquer avec des étrangers sous prétexte qu'en tant qu'ancien employé du réacteur de Dimona, il pouvait encore faire des révélations gênantes. Vanunu Mordechaï a fait un recours au tribunal pour demander la levée de ces restrictions. Le 26 juillet, la Haute cour de justice d'Israël a maintenu les restrictions à la demande du ministère de la défense. Vanunu Mordechaï a demandé à renoncer à sa nationalité israélienne, ce qui lui a été aussi refusé. Vanunu s'est vu interdire tout contact avec l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, chargée de lutter contre la prolifération nucléaire. Le directeur de l'AIEA qui s'est rendu en juillet en Israël n'a pas pu envoyer d'inspecteurs à Dimona comme il l'avait fait en Irak. Il y a toutefois peu de chance que les USA décident d'attaquer Israël ! Une campagne de lettres pour demander la totale liberté pour Vanunu Mordechaï est coordonnée par *Action des citoyens pour le désarmement nucléaire, ACDN, 31, rue du Cormier, 17100 Saintes, tél : 05 46 74 08 60.*

STRASBOURG

Communication non-violente en milieu éducatif

L'Association pour la communication non-violente organise un séminaire francophone sur la communication non-violente en milieu éducatif du 23 au 27 octobre à Strasbourg. Renseignements auprès de *François Dusson, tél : 02 35 03 20 82, courriel : francois.dusson@wanadoo.fr ou acnvfrance@wanadoo.fr, ou à Strasbourg auprès de Sylvie Braun, tél : 03 89 57 39 67 ou Dominique Watzky, tél : 03 88 87 27 97.*

TAVERNY

Jeûne contre le nucléaire

Du 6 au 9 août, comme chaque année depuis 1984, une vingtaine de personnes se sont retrouvées pour jeûner à la maison de vigilance, située près de l'entrée du centre de commandement nucléaire. D'autres actions de sensibilisation pour faire le lien entre nucléaire civil et militaire ont également été faites à ces dates par plusieurs groupes de soutien au jeûne « vivre sans nucléaire ».

Syndrome de la guerre du Golfe

En France, comme dans les autres pays de la coalition qui avait attaqué l'Irak en 1991, de nombreux militaires sont tombés malades au retour du front. Plusieurs hypothèses ont été soulevées : l'utilisation de produits toxiques dans les vaccins, l'inhalation de poussières d'uranium… Le 13 juillet 2004, l'INSERM a rendu public un rapport portant sur plus de 20 000 militaires et qui conclut qu'il n'y a pas de détection d'un «syndrome spécifique» à cette guerre. L'association Avigolfe qui regroupe les victimes dénoncent un rapport biaisé dès le départ : 75 % des militaires interrogés sont toujours en poste et donc ne sont pas libres de leur parole, seulement 180 euros ont été consacrés par militaire, ce qui est insignifiant pour mener des investigations sérieuses, aucune recherche n'a été effectuée concernant l'uranium ou des organophosphorés éventuellement présents dans des gaz de combat. *Avigolfe, 49, avenue Bontemps, 95750 Chars, tél : 06 85 20 06 99.*

OGM

■ **Garantir aux enfants un avenir sans toxiques.** Le 25 juin, à l'issue de la troisième et dernière journée de la conférence ministérielle de l'OMS. ayant pour thème *Santé et environnement*, et intitulée «un avenir pour nos enfants», Greenpeace exprime son scepticisme sur les deux documents officiels qui en résultent. Ni la Déclaration ministérielle, ni le Plan d'action pour la santé et l'environnement des enfants d'Europe (le CEHAPE) n'apportent les engagements nécessaires pour une amélioration significative de la protection des enfants contre les substances toxiques. «A part quelques lignes de bonnes intentions sur des substances très controversées, comme les phtalates ou les fragrances artificielles, les accords échouent complètement à amorcer une approche de précaution et à initier l'abandon des substances chimiques les plus dangereuses, laissant les enfants à la merci des risques parfaitement évitables», déclare Yannick Vicaire, responsable de la campagne Toxiques à Greenpeace France. *Greenpeace France, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél. : 01 44 64 02 02.*

■ **Canada : Percy Schneider condamné.** Il s'agit de ce paysan chez qui les inspecteurs de Monsanto ont retrouvé des plants de colza transgéniques et qui dit qu'il s'agit d'une contamination d'un autre champ. Monsanto affirme qu'il a réutilisé des semences transgéniques sans les racheter à la firme. Le 21 mai, la Cour Suprême du Canada a jugé par cinq voix contre quatre que l'agriculteur était coupable… lui demandant de restituer à Monsanto les semences coupables, mais ne le condamnant pas, comme le souhaitait la firme, à prendre en charge les frais de justice.

■ **Venezuela : OGM interdit.** Le président Chavez a annoncé, au cours de l'été, l'interdiction des OGM sur son territoire.

■ **Croatie : OGM interdit.** Le gouvernement croate a découvert des champs de maïs transgénique cultivés à partir de semences en provenance d'Autriche. Aucune autorisation de cultiver des OGM dans le pays n'étant donné, le ministre de l'agriculture a fait arracher les champs incriminés le 15 juillet. Environ 8000 hectares ont été ainsi détruits.

■ **Pétition européenne.** Après l'annonce de la rupture du moratoire avant l'été (qui n'autorise pour le moment que l'importation de maïs OGM), les Verts européens ont lancé une pétition dans les 25 pays pour collecter un million de signatures. Si la constitution européenne est adoptée prochainement, cette pétition permettrait alors de demander un référendum européen. *Les Verts, 247, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.*

■ **Guyane : arrachage de café transgénique.** 1,8 hectare d'expérimentation génétique sur un café censé résister génétiquement à une chenille a été détruit fin août en Guyane lors d'une action anonyme.

■ **Communes sans OGM.** Plus de 2500 communes rurales ont pris des arrêtés contre l'implantation d'OGM sur leur territoire. Au début de ce mouvement, l'Etat a demandé aux préfets d'attaquer ces décisions devant le tribunal administratif. Celui de Toulouse a estimé le 3 août dernier que la décision du conseil municipal du maire de Bax en Haute-Garonne était légale. C'est la troisième fois qu'un tribunal donne raison à un maire après Coings (Indre) et Mouchan (Gers).

TABAC

■ **Espérance de vie.** L'écart d'espérance de vie entre les hommes et les femmes diminue. Selon une étude de l'assurance maladie portant sur 105 000 personnes suivies de 1997 à 2002, cette diminution s'explique en grande partie par le fait que les femmes fument autant que les hommes, alors que ceux-ci ont diminué leur consommation. La conséquence : l'espérance de vie des femmes est stable du fait d'une forte hausse des cancers du poumon, alors que l'espérance de vie des hommes augmente.

Les cigarettes sont MANIPULEES pour vous rendre plus DEPENDANTS

DR

■ **Interdiction dans les TGV.** A partir du 1er décembre 2004, tous les TGV français seront non-fumeurs. La SNCF envisage d'étendre la mesure aux trains Corail.

■ **Jeunes : le cannabis avant le tabac.** Une enquête menée par le Centre international de recherche sur le cancer dans l'agglomération lyonnaise, chez les 14-20 ans montre que 14,5 % fument du tabac régulièrement contre 21 % qui fument régulièrement du cannabis. Le Centre international de recherche sur le cancer rappelle que le taux de goudron dans les joints est plus important que dans les cigarettes et s'attend donc à une recrudescence des cancers provoqués par la fumée de cannabis.

■ **Restaurants pollués.** *Soixante millions de consommateurs* de septembre présente des relevés de nicotine et de gaz carbonique dans des restaurants et des discothèques de la région parisienne : les taux de pollution sont souvent énormes, les ventilations qui permettent légalement d'échapper au respect des zones non-fumeurs ne fonctionnent pas, les taux sont ahurissants dans les discothèques. Suite à la publication de ces résultats, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie a annoncé qu'elle allait lancer une campagne auprès de ses adhérents pour le respect de la loi Evin de 1991. Il serait temps que ces établissements tiennent compte qu'ils se privent d'une large clientèle : la majorité des Français sont aujourd'hui non-fumeurs.

L'alcool tue

Alors que d'un côté on tient un discours pour diminuer les méfaits de l'alcool, les viticulteurs, qui constatent une baisse constante de la consommation de vin, font le forcing pour obtenir une dérogation pour faire de la publicité pour le vin, qui selon eux n'est pas assimilable à un alcool. Les statistiques annoncent la pacotille de 23 000 morts par an dus à une consommation excessive d'alcool. L'association *Vie libre* a lancé une pétition pour demander le maintien de l'interdiction comme le prévoit la loi actuelle et demande son extension comme l'interdiction de la vente d'alcool dans les stations-service, les relais autoroutiers, les stades et les complexes sportifs. *Vie libre, 8, impasse Dumur, 92110 Clichy, tél : 01 47 39 40 80.*

Téléphone arabe

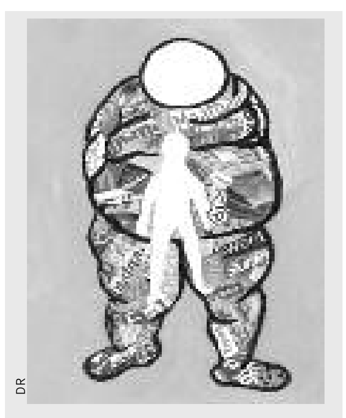
Le téléphone portable est désormais exigé par les familles « branchées » dans la dot de leur fille, rapporte le quotidien algérien *Liberté*. Le portable a pris en quelques années, une importance extraordinaire en Algérie. La fin du monopole de l'Etat a permis l'installation de l'Égyptien Orascom (deux millions d'abonnés), face à l'opérateur public qui ne compte que quelque 600 000 abonnés. Offrir le cancer à sa fiancée, le grand chic !

Santé

PARIS

Une écologie au service de la vie

De multiples courants aspirent à revenir à une vie plus saine, par une alimentation plus nutritive, une agriculture plus naturelle. Comment faire prendre conscience à un large public des méfaits de notre alimentation super-industrialisée ? Comment modifier nos comportements ? Comment protéger nos enfants ? Comment soutenir les initiatives positives et constituer des pôles d'autodéfense alimentaire ? Comment retrouver les principes de vie conformes à l'ordre de création ? C'est à ces questions que veut répondre une rencontre organisée samedi 23 octobre 2004 au Grand amphi, 115/117, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris à partir de 14 heures. Programme complet : *Alliance sociale, 11, rue du Bel-Air, 94230 Cachan, tél : 01 45 63 69 17.*



DR

Les produits allégés peuvent faire grossir

Un centre de recherche de l'Université de l'Indiana, aux Etats-Unis, a mené des études sur les sodas *light*. Ils ont mis en évidence que cela modifie notre capacité naturelle à ne pas faire d'excès de sucre (perte de la notion de satiété). Lorsqu'une personne qui prend des produits *light* fait une exception, elle absorbe d'un seul coup d'importantes quantités de sucre. La prise de produits *light* augmente le risque d'abus et donc d'obésité ! *(20 minutes, 7 juillet 2004)*

Faucheurs volontaires

C'est lors du rassemblement sur le Larzac en 2003 que des membres de l'Arche de Lanza del Vasto et de la Confédération paysanne lancent l'idée d'un collectif de faucheurs volontaires. Un an après 3000 personnes ont rejoint le collectif. Les premiers fauchages ont eu lieu pendant l'été et les procès reprennent.


Georges Bartoli / Reuters
5 septembre : violente répression dans le Gers.

Lors du rassemblement du Larzac 2003, un texte *faucheurs volontaires, désobéissance civile pourquoi ?* circule et explique la démarche :

« Quand le gouvernement encourage les intérêts privés ou les laisse s'imposer aux dépens de tous et de la Terre, quand la loi privilégie l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général, criminalisant ceux qui en nombre restreint ont osé l'enfreindre, que reste-t-il aux citoyens responsables pour que le droit redevienne la référence de régulation entre les personnes et les biens, pour que l'Etat retrouve son indépendance et soit cette instance de défense et de préservation du bien commun ?

Il ne reste plus en conscience aux citoyens que d'affronter cet état de non-droit pour rétablir la justice au risque des amendes et des peines de prison possibles. Plus la conviction sera forte, plus le nombre des volontaires sera important, plus nous changerons le rapport de force. Agir à visage découvert et en plein jour, c'est cela notre force et notre expression démocratique pour que ce danger soit pris en compte avant qu'il ne soit trop tard.

Dans l'état de nécessité actuelle où nous nous trouvons, nous n'avons plus rien à notre disposition pour que la démocratie reste une réalité. C'est l'impuissance de l'Etat et l'usage inversé de la loi qui nous font entrer en résistance pour refuser la fatalité.

La désobéissance civile est une action citoyenne et réfléchie. Elle peut compter sur un soutien important de la collectivité puisque 70% des Français de tous bords politiques sont opposés aux OGM dans leur alimentation ».

Les textes qui circulent précisent : « Les faucheurs volontaires ne s'attaquent pas à la recherche fondamentale sur les OGM. A leurs yeux, celle-ci doit suivre des protocoles rigoureux dans ses expériences en milieu confiné. Elle doit répondre sans préjudice aux véritables besoins de la société et ne pas faire le jeu du marché (…) Ce que les faucheurs volontaires dénoncent, ce sont les expérimentations et les cultures en plein champ qui permettent la contamination irréversible des autres espèces végétales (…) Ce qu'ils dénoncent, c'est la prise de brevet sur le vivant qui mettra les paysans du Nord comme du Sud sous la domination des entreprises biotechnologiques, ce qui au lieu de réduire la faim dans le monde risque de l'augmenter ».


Georges Bartoli / Reuters
5 septembre : José bové interpellé.

Diffusion de l'appel

Lors du salon de l'Agriculture, au printemps 2004, le collectif annonce clairement que si des essais ont lieu en 2004, les faucheurs passeront à l'action. Il compte à ce moment déjà plus de 2000 personnes. Trois procès ont lieu ce printemps pour de précédents fauchages : les trois de Saint-Georges (Isère), les dix d'Avelin (Nord), les neuf de Guyancourt (Yvelines). Cela contribue à faire de la publicité au collectif qui à la veille de l'été dépasse les 3000 membres.

Début juin, le collectif se procure la liste des essais autorisés en 2004 : il y en a 65 dans toute la France sur seulement 5 hectares. Tous concernent le maïs résistant au désherbant Glyphosate-Round-up, un OGM appartenant à la firme Monsanto. 42 des 65 essais sont situés en région Midi-Pyrénées, 12 dans le seul département du Tarn-et-Garonne. Le collectif décide d'organiser sa première action de fauchage au grand jour dans ce département.



Premières actions

Un appel est diffusé à l'ensemble des volontaires pour une action de fauchage le 25 juillet à Verdun-sur-Garonne. Le ministre de la justice, Dominique Perben monte alors au créneau pour demander aux forces de l'ordre de tout mettre en ordre pour inculper les personnes qui participeraient à cette action. Les médias se focalisent sur l'action. Malgré les menaces de poursuites, plus de 1300 personnes se retrouvent la veille pour débattre et faire connaissance puis pour effectuer le fauchage. Tous les âges sont présents. La consigne initiale est d'enlever seulement un pied de maïs seulement par personne, mais il n'y a pas assez de monde pour arracher tout l'essai et chacun devra en arracher plusieurs. Pendant ce temps, une trentaine de gendarmes filment la scène et relèvent les plaques d'immatriculation des voitures.

Deux autres fauchages se déroulent, le 14 août, dans deux régions différentes : sur une parcelle appartenant à Monsanto à Greneville-en-Beauce, dans le Loiret et sur une parcelle appartenant à Biogem-Limagrain à Marsat, dans le Puy-de-Dôme. Deux cents personnes participent au premier, quatre cents au second.

Dans le Loiret, les gendarmes ont simplement relevé les plaques d'immatriculation. Dans le Puy-de-Dôme, l'accueil a été nettement plus musclé.

Là, un cordon d'une centaine de gardes mobiles empêche un temps les manifestants de passer. A l'arrière, une quarantaine de personnes portant un tee-shirt portant l'inscription «agriculteurs et chercheurs volontaires». Après un moment houleux, une brèche est ouverte dans le cordon des gardes mobiles sous la poussée des manifestants. Les agriculteurs et salariés de Limagrain essaient alors de résister à coups de bâton et de pierres. Trois faucheurs sont blessés et évacués. La parcelle est détruite en un temps record. Aucune violence n'est exercée par les faucheurs contre les agresseurs. Deux faucheurs isolés sont interpellées et mis en garde à vue jusqu'à minuit.

Violente répression

Un quatrième fauchage a été tenté le 5 septembre dans le Gers, à Solomiac. Environ 500 personnes se sont retrouvées sur place. La veille, le conseil général du Gers (socialiste) avait voté un vœu de soutien aux faucheurs. Philippe Martin, président du département, est venu apporter son soutien avant le début de l'action. Jean-Emile Sanchez, porte-parole de la Confédération paysanne a rappelé que 2500 communes ont déjà interdit les OGM sur leur territoire et que plusieurs tribunaux ont estimé que ces décisions étaient légales.

Après avoir franchi quelques barrages de gendarmerie, les faucheurs se sont retrouvés face à un champ clôturé et protégé par d'importantes forces de police. Dès l'arrivée des manifestants, des grenades lacrymogènes et des grenades assourdissantes ont été utilisées, certaines tirées depuis un hélicoptère. Les femmes et les enfants ont avancé en têtes. Elles ont été matraquées. De nombreuses personnes ont été incommodées. Mireille Ferri, vice-présidente verte du conseil régional Ile-de-France a reçu des coups. Onze manifestants dont José Bové ont été arrêtées pour être relâchées dans la soirée. une soixantaine de personnes ont été blessées dont quatre ont dû être hospitalisées.

A la suite de ces violences, Philippe Martin, président du département, a annoncé la volonté du conseil général d'organiser un référendum dans le département au printemps 2005.

Retour devant les tribunaux

S'il est symboliquement important de détruire au grand jour le maximum de parcelles d'expérimentation, il est tout aussi important de poursuivre le débat sur les autorisations de ces expérimentation et sur le déni de démocratie qui entoure la question des OGM. C'est donc presque avec satisfaction qu'un certain nombre de participants ont appris leur inculpation. Autant de procès à venir, autant de tribunes pour se faire entendre.

Quatre personnes sont convoquées à la gendarmerie de Millau pour le 27 août. Ce jour-là, plusieurs centaines de personnes sont présentes devant la gendarmerie. Les gendarmes ont convoqué José Bové (Confédération paysanne), Jean-Baptiste Libouban (Arche de Lanza del Vasto) et Jean-Emile Sanchez (porte-parole national de la Conf', paysan sur le Larzac) et Christian Roquayrol (conf'). Les trois premiers sont accusés d'avoir participé à la première action de Verdun-sur-Garonne, le dernier d'être responsable d'une blessure d'un gendarme mobile à Marsat (une côte brisée). Ils ont été identifiés sur film… Manque de pot pour eux Jean-Emile Sanchez peut prouver qu'il n'était pas à l'action du 25 juillet. Dehors, les personnes venues soutenir finissent pas déborder les gendarmes et entrer dans la gendarmerie où plus de 350 déclarations écrites sont remises pour demander à être également inculpées. José Bové et Jean-Baptiste Libouban sont convoqués au tribunal de Toulouse pour le 16 septembre. A Toulouse, le même jour, plus d'un millier de personnes (dont de très nombreux Verts qui étaient alors en université d'été) sont venus accompagner d'autres personnes convoquées au commissariat du Mirail, à deux kilomètres du centre-ville. Au bout de deux heures de manifestations et de chansons, les policiers finiront par accepter qu'une cinquantaine de personnes signe la main-courante pour demander à être inculpées.

Les deux personnes interpellées dans le Puy-de-Dôme ont reçu une convocation pour comparaître devant le tribunal de Riom le 30 septembre.

Michel Bernard ■

Merci à René Ducos et Gilles Gesson pour leurs informations.

Collectif des faucheurs volontaires, 1, rue Droite, 12100 Millau, faucheurs.ogm@laposte.net.

Collectif 2004 contre les Expérimentations d'OGM en champ libre, 10 bis, rue du Colonel-Driant, 31400 Toulouse.

Collectif anti-OGM 82, 9, rue du Fort, 82000 Montauban, tél : 05 63 93 57 46.

Soutien aux trois de Saint-Georges, Confédération paysanne, Marché d'intérêt national, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble cedex 2.

Soutien au « 10 d'Avelin », 35 bis, chemin de Messines, 59237 Verlinghem.

Comité de soutien aux « neuf de Guyancourt », 140, avenue Maréchal-Leclerc, 78670 Villennes-sur-Seine, tél : 01 39 08 06 91.


Georges Bartoli / Reuters

5 septembre : violences policières.

Petites phrases

Concernant les grands programmes technologiques : *« durant la première phase du secret, ils disent toujours 'c'est trop tôt pour en parler, on repousse les frontières de la science' jusqu'au moment où, soudain, ils disent : 'aïe, nous avons quelques problèmes, mais c'est trop tard pour s'arrêter'. C'est une tactique simple et elle marche la plupart du temps ».*
Ernest Fitzgerald, cité par Robert Bell dans *Les péchés capitaux de la haute technologie.*

« Chaque fois que je me présente devant un miroir pour lui donner matière à réflexion, il s'empresse d'inverser ma gauche et ma droite, mais se garde bien d'inverser le haut et le bas. Comment se fait-il ? »
Diogène, la Nef des Fous.

« L'humanité s'installe dans la monoculture ; elle s'apprête à produire la civilisation de masse, comme la betterave. Son ordinaire ne comportera plus que ce plat »
Claude Levi-Strauss, *Tristes tropiques,* 1955.

EUROPE

Tour de Babel

Les espérantistes l'avaient prédit : avec l'arrivée de nouvelles langues au sein du parlement européen, cela allait être ingérable. Et c'est effectivement le cas. Depuis le 1er mai, il y a officiellement 20 langues officielles en Europe, ce qui fait 380 combinaisons possibles pour les traductions. Le budget de la direction générale de la traduction est passé cette année de 500 millions d'euros à 800 millions, mais cela ne suffira pas. Plus de 1000 postes de traduction ont été créés, mais certains n'ont pas trouvé preneur comme par exemple pour traduire directement du maltais au finnois.
La France essaie de résister de son côté : elle dépense 12,2 millions d'euros par an pour offrir des cours de français aux eurofonctionnaires. 5000 personnes ont déjà suivi ces cours... mais dans les nouveaux pays adhérents pratiquement personne ne parle français.


DR

Décroissance

«Décroissance et capitalisme sont parfaitement antagonistes. Lutter aujourd'hui pour la décroissance, c'est la façon la plus radicale de lutter contre le capitalisme. Le capitalisme produit un monde parfaitement invivable. La décroissance est donc une nécessité. Pas seulement en terme de protection de la planète et d'avenir de ses habitants. C'est aussi une nécessité pour permettre à l'homme libre de reconquérir son autonomie»
José Bové, *La Décroissance,* septembre 2004.

Rions un peu

Vous rêvez d'un président de la République plus proche de la France d'en bas ? Que diriez-vous d'un jeune de banlieue issu de l'immigration ? Un rêve impossible ? Pourtant Nicolas Sarkosy n'a que 47 ans, vit en banlieue (Neuilly) et son père était hongrois.

INDE

Condamné à lire !

A. Ranganathan, un politicien indien de Madras Chennai (Inde), a été condamné à lire l'autobiographie du Mahatma Gandhi, *Mon expérience de la vérité*, et à passer cinq jours au Musée du Mahatma Gandhi de la ville de Madurai. Poursuivi pour menaces dans un conflit de terres, la cour espère ainsi qu'il sera mis à l'épreuve et pourra mieux servir ses concitoyens. Il devra faire la preuve de sa lecture et signer le registre du musée tous les jours. *(Peace News, décembre 2003)*

ETATS-UNIS

Bushville

Après avoir convergé pendant des semaines sur New York, avec le soutien de très nombreux groupes de la gauche américaine, plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté fin août du siège de l'ONU au lieu où se tenait la convention républicaine de Bush. Avec le soutien des organisateurs, des milliers de pauvres ont mis en place un campement à la limite de la ville qui a été inauguré à ce moment-là sous le nom de Bushville.

LONDRES

Forum social européen

Après Florence et Paris, le prochain forum social européen aura lieu à Londres du 15 au 17 octobre. Une centaine de débats sont organisés dans seulement cinq langues, autour des questions de paix, de solidarité, de racisme, de mondialisation, d'égalité et de respect des différences, d'une société soutenable... Le dimanche 17 octobre une manifestation est organisée dans les rues de Londres. Du fait de l'engagement de la Grande-Bretagne en Irak, une forte participation des mouvements de paix est attendue. Quant au forum mondial, il se tiendra de nouveau à Porto Alegre du 26 au 31 janvier 2005.
ESF C/O NATFHE, 17 Britannia St, London WC1X 9JN, tél : 00 44 20 7833 8440.


DR
Manifestation de clôture à Florence en 2002.

VENEZUELA

Les Etats-Unis en échec

En 1998, Hugo Chavez est élu à la présidence du pays avec 57 % des voix. Il propose un programme très à gauche : les bénéfices du pétrole doivent servir en priorité à améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Le Venezuela, cinquième pays producteur de pétrole du monde, premier d'Amérique, échappe alors au contrôle des Etats-Unis. C'est intolérable pour le grand frère qui essaie alors de faire passer Chavez pour un fou. Mais en 2002, Chavez est réélu. C'en est trop, et les médias à la botte des patrons lancent une campagne de dénigrement contre le gouvernement l'accusant de vouloir ruiner le pays. La tension monte et le 11 avril 2002, une tentative de coup d'Etat a lieu supervisée par les Etats-Unis. Elle échoue rapidement, Chavez disposant de soutiens au sein de l'armée. En décembre 2002, l'opposition financée par le patronat lance alors une grève générale qui bloque l'économie du pays. Des négociations ont lieu et la droite obtient la promesse que le gouvernement organisera un référendum comme le prévoit la constitution si l'opposition réunit le


Indymédia Pérou

nombre de signatures nécessaires. A la surprise des Etats-Unis qui y voit une manœuvre de diversion, quand les signatures sont réunies, Chavez accepte d'organiser le référendum. Les médias du pays comme ceux des Etats-Unis annoncent tous que c'est la fin de Chavez. La droite bloque un projet permettant l'ouverture de bureaux de votes proportionnellement au nombre d'inscrits, ce qui fait que le 15 août, alors que 1000 personnes sont inscrites



en moyenne par bureau dans les quartiers bourgeois, on en compte plus de 8000 dans les quartiers pauvres. Dès 3 heures du matin les queues se forment et le vote est prolongé jusqu'à minuit. Imprudemment, sur la foi des informations de la droite, les journaux américains annoncent le lendemain la chute de Chavez... mais le 16 dans l'après-midi, les résultats tombent : Chavez est plébiscité avec 59 % des voix. Les observateurs des Etats-Unis après de multiples vérifications finissent par reconnaître, le 17 août, la victoire de Chavez. Le pétrole vénézuélien continuera à financer les programmes sociaux du pays. Cette victoire de Chavez montre que, contrairement à ce que fait Lula au Brésil, il est possible de tenir ses promesses en politique, avec comme conséquence le maintien de la confiance de ceux qui vous ont élus.

PALESTINE

Un seul Etat ?

Israël se vante d'être la première démocratie au Proche-Orient. Des groupes pacifistes acceptent cette affirmation et demandent que l'on organise un vote unique ouvert à tous les habitants actuels et tous les habitants expatriés qui veulent revenir des territoires d'Israël et de Palestine afin que chacun puisse choisir entre différentes possibilités pour mettre fin au conflit. Le collectif suggère que la préparation d'un tel scrutin pourrait être l'occasion pour Israëliens et Palestiniens d'apprendre à cohabiter avec l'espoir que parmi les choix possibles, la solution qui s'impose est celle d'un seul Etat. *Collectif pour la paix en Palestine/Israël, rue du Simplon, 10, CH 1006 Lausanne, Suisse, www.collective-one-state.org.*

Ces fous qui nous gouvernent

En séance nocturne, le 19 mai 2004, à l'Assemblée nationale, Patrick Devedjian, ministre de l'industrie, a sorti un vieux couplet sur «l'atome au service de la paix». Il est alors coupé par Yves Cochet qui lui suggère d'en parler «avec les Japonais d'Hiroshima et Nagasaki». Réplique de Devedjian : «cela les a calmés». Essayons de ne pas trop nous énerver !

Verts : peu implantés à l'Est

Du côté des anciens pays d'Europe de l'Ouest, les Verts ont fait globalement le même score qu'en 1999. Mais du fait de la nouvelle répartition des sièges après l'entrée des pays d'Europe de l'Est, ils perdent 4 sièges passant de 38 eurodéputés à 34. Les Verts qui avaient tenté de présenter le même programme dans l'ensemble des pays font des scores qui vont de 15 % au Luxembourg à 0,20 % en Pologne. Les anciens pays communistes ont encore les yeux largement tournés vers le rêve capitaliste. Le meilleur score des Verts à l'Est est en République Tchèque (3,16 %). Aucun eurodéputé vert ne vient des nouveaux pays membres.



Calendrier de la Confédération paysanne

La Confédération paysanne distribue un calendrier 2005 avec douze photos rurales offertes par de grands noms de la photographie. Il est disponible contre 10 € (+5 € de port) à *Confédération paysanne, 81, avenue de la République, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 62 04 04.*

SEINE-MARITIME

Chorale Ternative

Il y a trois ans une chorale s'est mise en place en Seine-Maritime qui après s'être chauffé la voix en reprenant de vieux chants révolutionnaires a décidé de se lancer dans des chants sur les questions d'aujourd'hui : le chômage, Tchernobyl, les OGM, les sans-papiers... Un CD *Chant pour chant à gauche* est disponible auprès de *Chorale Ternative, 18, rue Beauséjour, 76130 Mont-Saint-Aignan.*

DÉCHETS

Coordination nationale pour la réduction des déchets.

Elle se réunira à Paris le 3 octobre 2004 avec au programme une formation pour les associations sur la question des enquêtes publiques et une autre sur comment obtenir des informations sur le contrôle des installations de traitement des déchets. Renseignements : *CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*

BELGIQUE

Gaucho et Régent toujours là

Si le gouvernement français a fini par suspendre les ventes des deux pesticides suspectés de tuer les abeilles en grand nombre, les apiculteurs belges ne sont pas sortis d'affaires. Non seulement, le gouvernement belge n'a pas encore pris de mesure, mais ce printemps, il a même fait la promotion d'un nouveau produit dans les jardineries, le *Confidor* qui contient de l'imidaclopride qui semble avoir le même effet que le fipronil présent dans les deux autres produits. *(Nature et Progrès, été 2004)*

AIX-EN-PROVENCE

De la fourche à la fourchette

L'Association pour la Maison de la nature et de l'environnement (MNE) organise une manifestation « De la fourche à la fourchette » du 6 septembre au 27 novembre 2004. Au programme : une exposition, des conférences («le jardin autofertile», «comment se nourrir pour mieux être en forme», «agriculture et santé, les vraies et fausses solutions»), cafés de l'environnement, des sorties découvertes, des animations... *Maison de la nature et de l'environnment, 2, place Jeanne-d'Arc (la Rotonde), 13100 Aix-en-Provence, tél : 04 42 93 15 88.*

NORD-PAS-DE-CALAIS

Education à l'environnement

Le *GRAINE pays du Nord* organise les sixièmes rencontres régionales de l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté les 2 et 3 octobre à Lisbourg (Pas-de-Calais) sur le thème : «activités physiques, éducation à l'environnement et à la citoyenneté : comment s'enrichir des deux approches ?». *GRAINE pays du Nord, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 86 46 02.*

BALEINES

Reprise de la chasse

Lors de la 56e réunion de la Commission baleinière internationale (CBI), qui s'est tenue à Sorrento, Italie, les quotas de chasse des grands cétacés ont été revus à la hausse. Le nombre de pays favorables à la chasse baleinière au sein de la CBI augmente régulièrement, non à cause d'un désintérêt mondial de la part des opposants à la chasse, mais parce que de nouveaux membres pro-chasse sont recrutés en échange d'aides financières. Le lobby pro-chasse est mené par le Japon. Au cours des années 90, ce pays a adopté une stratégie d'achat de votes destinée à obtenir une majorité permettant de lever l'interdiction de la chasse (*Greenpeace France*).


DR



Environnement

ISÈRE

Un premier pas réussi contre l'A.48

Le rallye nature des 4, 5 et 6 juin 2004, visant à faire découvrir les richesses naturelles de l'Isle Crémieu, porte un bilan très positif. Face à un projet de barreau autoroutier, l'association Lo Parvi et la Frapna (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) ont coordonné environ quarante associations souhaitant s'impliquer dans la sensibilisation du grand public, des élus et des riverains aux dégâts irréversibles qu'impliquerait la construction de l'autoroute au sein d'un site proposé au classement européen Natura 2000.
Ce rallye était un premier essai de mobilisation citoyenne contre le projet autoroutier A.48 et l'on peut dire aujourd'hui que c'est un succès !Succès par la diversité des organisateurs, par l'audience nationale et la très bonne couverture médiatique réalisée par la presse locale et la presse spécialisée. Succès par la qualité des intervenants lors de la conférence-débat, de la tenue de stands et des sorties nature et par la mobilisation des citoyens : trois mille personnes sont passées sur l'un des quinze stands situés le long du tracé durant les deux jours. Succès par la quantité et la qualité des inventaires scientifiques de faune et de flore réalisées par une trentaine de spécialistes venus de toute la région Rhône-Alpes et de la Suisse voisine ! Succès par la prise de position de Gérard Leras, président de la commission transports de la région, qui a annoncé que la région Rhône-Alpes ne financerait pas et s'opposerait à la réalisation de l'A.48 et à son prolongement sud qu'est l'A.51. Serge Revel, vice-président du conseil général de l'Isère, ainsi que Paul de Belval, conseiller général UMP de Bourgoin Nord ont également rappelé que depuis le lancement du projet il y a quinze ans, ils restaient totalement contre l'A.48. *Lo Parvi : Raphaël Quesada 04 74 92 48 62 lo.parvi@wanadoo.fr et Frapna : Delphine Chartron 04 76 42 98 48 communication-isere@frapna.org.*


DR

PYRÉNÉES

Axe à camions

Le 12 mars 2003, discrètement, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques et le gouvernement de Pampelune ont signé une convention portant sur la réalisation d'une étude de faisabilité d'un axe routier de grand gabarit entre Pampelune et Salies, à l'est de Bayonne. Ce projet de 2x2 voies ne répond en rien aux besoins locaux. Il s'agit d'un axe routier à vocation européenne pour le trafic international des camions. Ce projet est injustifié et coûteux. Il est dangereux : pollution sonore, atmosphérique, pollution de l'eau. Il est néfaste : pertes de terres agricoles, détérioration de l'image des labels, frein au développement du tourisme vert...
Le 12 septembre 2003, 3500 personnes ont manifesté contre le projet. Différentes actions sont menées pour l'abandon de ce projet : *LEIA, BP 3, 64430 Baigorri.*

SUD-OUEST

Des alternatives aux barrages

Le sud-ouest de la France dispose a priori de grandes capacités en eau. Pourtant, du fait d'un choix de cultures non adaptées avec le climat local, il manque toujours de l'eau pour l'irrigation. Alors que les élus n'ont qu'une seule réponse : la construction de barrages toujours plus coûteux et plus destructeurs, le WWF propose aux instances locales d'adopter un moratoire de trois ans pour financer des recherches sur les alternatives au barrage comme cela a été fait avec succès sur le cours de la Loire, il y a déjà plus de dix ans. Le WWF et de nombreux autres groupes écologistes, demandent en particulier que soit reportée la mise en chantier du barrage de Charlas, barrage qui noierait 600 hectares dans la Haute-Garonne. Rappelant que les barrages perturbent gravement les écosystèmes fluviaux, le WWF propose à la place d'étudier comment modifier les pratiques de l'agriculture pour mettre en place des cultures moins gourmandes en eau et pour économiser l'eau en général. La recherche d'alternatives devrait alors porter sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne. *WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 86.*

EFFET DE SERRE

■ **Sixième plan climat.** Le gouvernement a adopté le 22 juillet un «plan climat» visant à respecter les engagements de la France vis-à-vis du protocole de Kyoto. Il s'agit du sixième plan climat mis en place depuis 1990... et il semble déjà qu'il sera tout aussi inefficace et inappliqué que les précédents. Le réseau Action climat dénonce la reconduction de bonnes mesures qui malheureusement ne sont pas appliquées. Ainsi, depuis 1993, on trouve dans ces plans, l'obligation d'afficher la consommation d'un logement lors de sa construction, sa location ou sa vente. Bonne mesure qui n'est jamais entrée en fonction. Sur la centaine de mesures annoncées dans le plan climat de 2000, seules une dizaine ont été mises en œuvre. Le réseau Action climat dénonce l'abandon de la mise en place d'une éco-taxe qui représentait dans ces plans 40% du total des réductions de gaz à effet de serre attendues. La suppression de la vignette, alors impôt progressif, en septembre 2000 est une erreur : elle aurait pu servir pour mettre en place le projet de bonus-malus présenté par le ministre de l'écologie. *Réseau Action climat, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92.*

■ **Déplacement des végétations.** L'INRA, Institut national de recherche agronomique a publié début septembre une étude sur les conséquences attendues du réchauffement climatique sur la végétation. Une simulation a été faite sur 2050 et 2100 montrant que l'on peut s'attendre à un développement des plantes méditerranéennes le long de l'Atlantique jusqu'en Bretagne, les plantes migrant globalement vers le nord où l'humidité devrait permettre de sauver nombre de plantes actuellement en basse altitude. Par contre, l'étude estime que de nombreuses plantes de montagnes, après avoir grimpé jusqu'aux sommets, vont tout simplement disparaître. Les arbres bénéficieront de l'augmentation de la concentration en gaz carbonique, mais souffriront de la sécheresse dans la moitié sud de l'Europe. Les arbres qui pousseront seront plus rabougris, plus tordus... ce qui aura des conséquences importantes sur la filière bois.


Sophie Divry

■ **Lyon : démonstration de F1.** Rappelons que la ville de Lyon est gérée par une équipe Gauche-Verts avec trois adjoints «écolos». Début septembre, la municipalité annonce une bonne mesure : pendant tout un mois, le centre-ville est placé en zone limitée à la vitesse de 30 km/h à titre expérimental pour élargir la «journée sans voiture». Surprise, presqu'en même temps, on apprend que, le 5 septembre, Renault organise une démonstration de F1 dans le centre ville. Alors que l'on demande aux lyonnais de rouler à moins de 30 km/h pour lutter contre la pollution, les voitures de course vont pouvoir pousser des pointes à 200 km/h ! L'association «Casseurs de Pub» rejointe par d'autres associations écologistes proteste contre ce mépris de l'écologie : les formule 1 consomment 70 litres aux cent kilomètres ! Et puis l'imaginaire de ces voitures qui coûte des millions va relancer l'envie pour les jeunes d'avoir une voiture. La municipalité fait d'abord la sourde oreille. Les militants écolos annoncent leur intention de bloquer la course de manière non-violente. Deux jours avant la course, les Verts annoncent enfin leur opposition à cette insulte... mais les élus ne bronchent pas. Le jour de la course, dix minutes avant que les bolides ne s'élancent, un premier militant entre en scène se plaçant au milieu de la piste. Il est interpellé par la police. Immédiatement, un autre prend sa place... et ainsi de suite. Dix militants sont ainsi arrêtés, non sans brutalités de la part des forces de l'ordre. La course a finalement lieu avec trois quarts d'heure de retard. Le bruit des moteurs couvre alors toute discussion à des kilomètres à la ronde. Les écologistes demandent maintenant aux élus Verts d'indiquer combien a coûté aux Lyonnais cette publicité pour Renault.

PARIS

Cyclistes en progression

La ville de Paris a lancé un programme pour favoriser le vélo qui doit se poursuivre jusqu'en 2010. Si les associations trouvent que cela ne va pas assez vite, les comptages faits par la mairie montrent une progression de 36% du nombre de cyclistes en 2003... mais le vélo ne représente encore qu'1% des déplacements dans la capitale. 75 km de voies ont été ouverts depuis 2001 dont 41 par élargissement des voies de bus. Cela porte le total à 314 km. Le principal problème de la mairie est de rendre la totalité de la ville accessible aux cyclistes : actuellement environ 40% des voies sont interdites aux vélos (périphérique, autoroutes, voies rapides, accès à ces voies). *(20 minutes-Paris, 27 avril 2004)*


DR

Les restes du festin

Sûr qu'ils nous maudiront, nos petits-enfants. Parce que les restes du festin que nous allons leur laisser après avoir bouffé de la planète pendant deux générations ne sont pas ragoûtants.

Commençons par les plus visibles, les déchets. Nous, nous avons eu en héritage quelques terrils dans les pays miniers mais ces fausses petites collines remontées des profondeurs ont été engazonnées, n'est ce pas ? et plantées d'arbres. Tout juste si ça ne peut pas être considéré maintenant comme une décoration sur un plat pays que certains trouveraient monotone… Quand on va au charbon, ce n'est plus que pour l'expression imagée (1).

Mais nous, côté énergie, on leur laissera nos déchets radioactifs. Même si tout se passe bien (choisissons une hypothèse parfaitement optimiste), sans le moindre accident majeur (chez nous, à Tchernobyl mon hypothèse ne s'applique pas), sans infiltration irréductible sous les lieux d'entreposage, sans attentat à base de plutonium (en Russie, ils viennent d'arrêter des voleurs de matières radioactives qui espéraient les vendre à des terroristes), si tout a été méticuleusement stocké dans des endroits convenant au mieux, si, si si… Il faudra tout de même que nos descendants entretiennent le tout et le surveillent pendant des dizaines et des centaines d'années. Un sacré peuple de vigiles, nos descendants ! Rien qu'à Malville, surgénérateur en cours de déconstruction, ce qui va faire trempette dans la piscine, les gentils baigneurs au plutonium, devra être maintenu sur le site sous contrôle constant pendant trente ans. C'est sous la responsabilité de l'Etat (vous savez, vous, qui gouvernera dans trente ans ? Et après, dans 35, 40 ans etc. ?)

Or toutes les centrales nucléaires actuelles doivent être démantelées à plus ou moins long terme. Si, pour le moment, nous n'avons pas encore un stock énorme de déchets radioactifs, le tonnage, dans quelques années, après toutes les démolitions ne sera pas négligeable. Mais c'est prévu, on fait des grands trous pour tout caser (cacher…) comme à Bure. Ça n'explosera peut-être pas, il y aura l'eau de Vittel dans le sous-sol pour drainer les fuites… Mais imaginez les petits-enfants de nos arrière-petits-enfants quand ils apprendront que, dans les années 2000, leurs ancêtres avaient plein de gadgets nucléaires genre perceuse. Des maudits, nous serons des maudits !



Eux, de l'énergie facile à bon marché, il y aura des lustres qu'ils n'en auront plus. Par exemple le pétrole, tari depuis longtemps avec l'aide, légitime, des Chinois qui pompent d'ores et déjà leur part du pactole (ils achètent des 4x4). Tout ce qui leur restera comme souvenir de l'ère pétrolière, à nos descendants, ce seront les trous que nous aurons oubliés. Parce que les trous des puits, il y en a beaucoup. Par exemple, rien qu'en Californie, à South Bridge où ils sont déjà en cours de tarissement, il y en a plus de 10 000. Or, si l'on ne veut pas que les eaux des nappes soient irrémédiablement contaminées par les résidus, il est indispensable de le reboucher, le gruyère pétrolier.

Et maintenant, pour profiter dans les prochaines décennies des dernières gouttes disponibles, on a commencé l'exploitation des sables bitumeux, comme au Canada ceux de l'Athabasca. Exploitation laborieuse, ce n'est plus du pétrole qui jaillit. Il faut laver ces sables avec des quantités d'eau chaude, le chauffer à 500° pour fractionner les molécules de goudron et ajouter quelques solvants. Là où des Indiens chassaient, avec respect, le rat musqué et le castor, il ne reste plus que des terres dévastées, creusées d'immenses bourbiers grisâtres et un fleuve très pollué. Mais comme le gaz naturel employé jusqu'ici pour la fourniture de chaleur nécessaire à l'exploitation devient insuffisant, on va peut-être construire sur le chantier …une centrale nucléaire. Un vrai site touristique.

Noyés sous le béton

Vous allez me dire qu'avant, pour faire tourner à plein nos trente glorieuses (2), on avait les barrages et que ceux-là ne laisseront pas de traces. Abandonnez vite vos illusions. Ils sont vieux, nos barrages. Avant qu'ils ne se fissurent et ne deviennent trop dangereux, il faut aussi les démolir. Tant mieux, direz-vous, les grands barrages perturbent l'écosystème.


DR

(1) Pour le moment, parce que, en Silésie, les mineurs au chômage y retournent vraiment car ils n'ont plus de ressources. Sans autorisation, sans protection aucune, avec les risques insensés que cela implique. Ils vendent leur charbon… au noir, affreux paroxysme de l'expression…

(2) Surnom donné par les économistes aux années 1945-1975.

Les nouvelles pyramides

Avez-vous déjà visité un centre de tri des ordures ? Non ? Alors, faîtes-le au plus tôt.

Parce que l'on parle souvent de nos déchets, en déplorant la quantité engendrée par l'excès de production. Des tonnes d'ordures, un kilo par jour par habitant, cela vous le savez. Mais le voir, c'est mieux que seulement savoir.

Un peu partout, maintenant, on trie. Les sacs contenant ce qui est appelé "recyclable" atterrissent donc dans les centres de tri. Banal.

Sauf qu'un centre de tri, c'est, de prime abord, comme une vaste cour d'usine, où arrive et repart toute une flotte de camions. Faire disparaître votre petite poubelle, c'est commencer par la promener sur les routes dans de gros poids lourds, avec pollution assortie.

Au fond de la cour, le hangar. Gigantesque, le hangar (je n'ai pas demandé les mesures, mais je vous l'assure, c'est de l'ordre du gigantesque). Impressionné, vous suivez le guide de l'entreprise après avoir enfilé le gilet fluo obligatoire (sécurité ? ah bon).

A l'intérieur, il pue, le hangar, mais pas autant qu'on aurait pu le craindre. Juste une puanteur moyenne de déchets triés, sans les fermentescibles. Ce qui est choqué en entrant ici ce n'est pas la narine, c'est l'œil. Le monceau des sacs poubelles dans l'aire de déchargement, on en reste soufflé ! On ne peut s'attendre à une telle énormité. Et le guide qui précise : il n'en reste à cette heure qu'une partie, à l'arrivée des camions ça monte beaucoup plus haut… Nos maisons proprettes, nos poubelles discrètes pour qu'elles soient proprettes, additionnées à celle du voisin et des autres, ça donne "ça", cette monstrueuse pyramide ! Celles des Incas ou des Egyptiens de l'antiquité étaient admirables, mais les nôtres. Quel dépliant d'agence osera jamais titrer : visitez les pyramides occidentales des déchets du vingt et unième siècle…

Et ce centre-ci ne collecte que pour un petit ensemble de communes, environ 100 000 habitants. Imaginez un instant ce que jettent des millions de personnes. Pensez que les fermentescibles sont ailleurs, ainsi que "l'apport volontaire", ce qui, en jargon recycleur, désigne le contenu des bacs pour le verre. Et tous les encombrants déposés dans les déchetteries avec les très polluants débris de l'électronique et de la bagnole. Cette seule partie de nos rejets, en sacs jaunes dans la région, ça ne comprend que les bouteilles en plastique recyclable, les boîtes de conserve, les canettes alu, les emballages en carton, les journaux. En principe.

La pyramide des sacs jaunes se démolit, les sacs éventrés sont entrainés sur un tapis roulant. Et voici les trieurs…

Car ce sont des hommes et des femmes qui, seulement protégés par le gilet fluo et des gants, doivent achever le triage. A la main. Pendant sept heures d'affilée avec juste une pause d'une demie heure. Debout. Devant le tapis roulant où défilent rapidement : les bouteilles-en-plastique, les boîtes-de-conserves, les briques-en-carton, les-petits -bidons, les hebdomadaires, les dépliants-publici-

(Suite de la page 37.)

Oui, mais si la démolition semble relativement facile, rien que des tonnes de béton à casser, il reste les sédiments accumulés. Si on les laisse s'écouler avec les masses d'eau libérées, on déverse des milliers de tonnes de poisons. Comme en 1979, quand on a démoli un barrage sur l'Hudson. Les boues saturées de PCB ont tué tous les poissons en aval . Après ce désastre écologique, on a dû encore enlever 150 000 m3 de sédiments pollués (pour les mettre où ? je ne sais pas…).

Tout ça, côté démolition, ça relativise… Qu'est-ce que ce sera que quelques cités HLM pourries à faire sauter ? Surtout que nos plus grands ouvrages d'architecture contemporaine tombent d'eux-mêmes, à l'état neuf, comme à Roissy. Il paraît qu'ils voudraient réparer, remettre en service. Ils n'ont pas lu les pronostics sur la fin proche du pétrole et pensent sans doute avoir le temps de rentabiliser l'investissement avant que le prix du kérosène diminue terriblement le trafic aérien…

Noyés sous les déchets

Nos petits-enfants auront aussi les restes beaucoup plus ordinaires de nos vies quotidiennes. Nous en produisons un kilo par jour et par habitant. Pour ne pas laisser derrière nous des «terrils» d'ordures gâchant le paysage et les senteurs des parterres et n'étant pas aussi pauvres que les habitants du tiers-monde qui vivent de ce qu'ils récupèrent dans les immondices, il a fallu trouver des solutions chez nous. Enfin, ce que nos élus appellent des solutions. Réduire à la source ? Ils en parlent parfois, vaguement . Mais faire disparaître ce qui se voit vite fait bien fait, pour ça il y a l'incinérateur. Les incinérateurs en service polluent ? Qu'à cela ne tienne. On va en faire de plus performants, et comme ils coûteront plus cher, pour rentabiliser on en fera moins mais plus gros. Etant plus gros, ils seront plus voraces en matières dernières (on ne peut pas dire matières premières pour des déchets, non ?). Donc on ira collecter plus loin, avec des camions polluants. Mais le tri ? Le tri, le tri, c'est embêtant. Les consommateurs disciplinés et attentifs à l'environnement trient trop bien leurs déchets. Les gros monstres voraces vont manquer de matières dernières pour

DR

taires… dans une infernale litanie. Et aussi… quelques bouteilles en verre qui n'ont rien à faire dans les sacs jaunes, des barquettes polystyrène avec les restes de sauce moisis, des pots de yaourt mal vidés assaisonnés de ketchup et quelques couches-culottes. On comprend d'où vient l'odeur, c'est la faute aux bébés qui ne trient pas leurs couches. Faudra leur apprendre le comportement citoyen, aux bébés. Le tout, un peu huileux, un peu poisseux. L'horreur pour ces mains expertes qui attrapent et qui envoient vers les circuit adéquats sans jamais s'arrêter. Les Temps Modernes. Et on peut préférer les boulons de Chaplin.

Des matières premières aux matières dernières…

Cœur et conscience malade, on poursuit la visite. Le bruit s'ajoute à l'odeur ambiante, car automatiquement métaux et plastiques sont propulsés vers leurs presses spécialisées. Le papier aussi, moins bruyant mais spectaculaire car la presse de 280 bars l'agglutine en ballots de 800 kg à consistance de béton. Les ballots d'alu sont plus légers mais plus rentables, car il est plus facile de refaire des objets en alu avec le recyclé qu'à partir de la bauxite (on pourrait aussi essayer de se passer d'aluminium, soupçonné de beaucoup de méfaits sur la santé…). Les énormes ballots de boîtes de conserves aplaties ne sont pas des compilations du sculpteur César destinées à un musée d'art moderne. Ils vont partir vers des usines très demandeuses parce que le prix des métaux monte en flèche (comme le pétrole ? voilà qui va dans le sens de la décroissance…). Les matières premières commencent à manquer, l'industrie s'intéresse aux matières dernières que sont nos rejets.

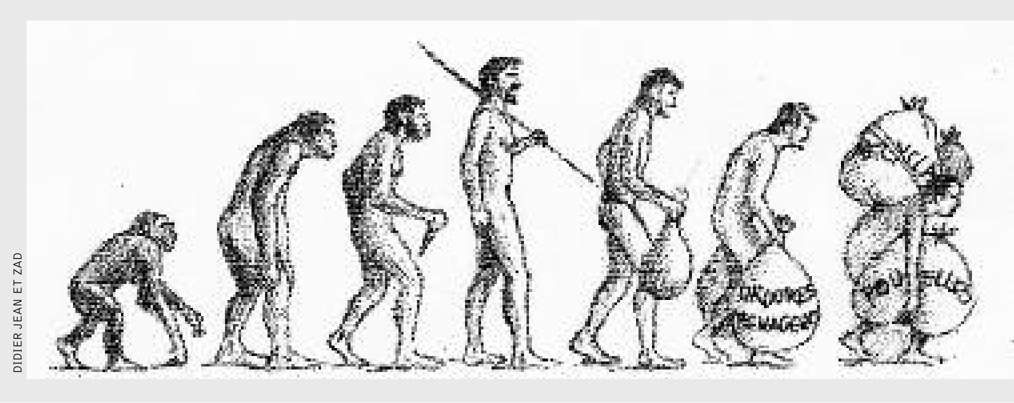
Question : et le papier ? Où vont les balles de 800 kg ? Réponse ; dans une papeterie du Nord… Il y a pourtant une papeterie à 40 km qui fait du recyclé… Pourquoi aller 500 km plus loin, surtout quand on sait que la papeterie proche fait venir les papiers récupérés d'Allemagne ! Mais là, on touche aux mystères des accords commerciaux qui ne prennent pas les camions sur les routes dans leurs comptes.

Notre guide maison est compétent et très conscient des problèmes écologiques.

Tout n'est pas parfait, certes, certes. Il y a ces fameux éco-emballages avec un logo pouvant faire croire que ces briques composites seront recyclables, alors qu'en fait le logo signifie seulement que les industriels utilisant ce type d'emballage participent, dans une bien faible mesure, au coût des déchets.

Alors, l'été prochain, vous vous programmez une petite visite des pyramides occidentales ?

Madeleine Nutchey ■



DIDIER JEAN ET ZAD

Environnement



DR

une combustion optimale. Et c'est quoi, une combustion optimale ? C'est ce qui transforme des déchets, non toxiques si on ne les brûle pas, en rejets de dioxine et de furanes extrêmement dangereux. Et que reste-t-il au fond des fours ? Des mâchefers, et ces mâchefers sont encore un cadeau pour nos descendants car on en épand partout, dans tous les chantiers, et ils sont bourrés de métaux lourds qui vont empoisonner sols et eaux.

Vous voulez un petit exemple de ce qui se fait ? A Bourgoin-Jallieu (Isère), près de Lyon, un nouvel incinérateur est en projet. A cause du tri, les calculs de tonnages des détritus faits en 1998 pour justifier la nécessité de cet équipement sont maintenant obsolètes. Donc, on abandonne ce projet ? Non, on continue sur des données fausses. On persiste imperturbablement à imposer ce choix technologique inutile et bigrement coûteux (110 millions d'euros). La population se demande qui va profiter au passage d'un tel investissement. Quant à un réel recyclage, pas de financement prévu. Mieux : les feuilles d'impôts locales comportent déjà une taxe supplémentaire correspondant au pré-paiement de l'incinérateur ! Le contribuable paie d'avance quelque chose qui n'est pas encore officiellementt décidé ! Subtile, cette manière de compter !

On peut se consoler en se disant qu'en payant d'avance, ce sera au moins une chose que nos petits-enfants n'auront pas à nous reprocher, on ne leur fera payer que les dégâts.

Pardon, les enfants. Vous aurez tout à fait le droit de cracher sur nos tombes.

Madeleine Nutchey ■

Sources : *Courrier International N°704 et 705* (pétrole et barrages). *Doc Arte* (Les mineurs polonais). *Association Autour,* tél 04 74 97 06 67 (incinérateurs).

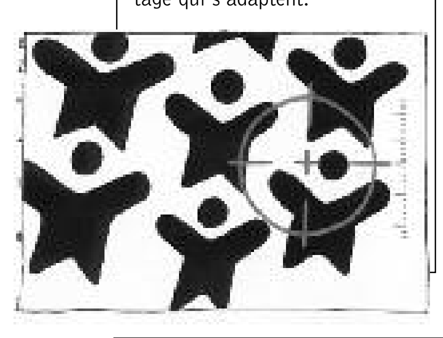
INTERNET

Ça se soigne !

Début 2004, 20 % des habitants de la planète ont accès à Internet dont 21 millions de Français (soit environ un tiers de la population). C'est en 1995 que les psychologues américains ont diagnostiqué l'apparition d'une nouvelle pathologie : la dépendance à internet ! Dix ans après, l'association des psychologues américains qui publie un rapport annuel estime que 6 % des internautes étatsuniens sont dépendants (soit 11 millions de personnes). Ces personnes peuvent passer une bonne partie de leurs nuits sur internet, perdre leur travail, divorcer... En France, le phénomène commence à se manifester et une première étude vient d'être publiée en ligne (j.gautier.free.fr). La dépendance à internet se rapproche des conduites des joueurs pathologiques et des personnes qui font des achats impulsifs. Internet étant pour le moment perçu comme quelque chose de positif, le phénomène n'est pas encore bien connu mais on estime qu'il concernerait déjà plus de 150 000 personnes. L'étude de Jacky Gautier, pédopsychiatre au centre hospitalier de Montbert (Loire-Atlantique) met en évidence différentes sortes d'accros : des femmes jeunes (moins de 25 ans) qui passent leur temps dans les «chat» (zones de dialogue), des hommes jeunes qui vont sur les sites de jeux, des hommes plus âgés qui sont sur les sites de sexe. Pour le moment, il n'a pas été relevé de cas de dépendances aux achats via internet.

Des chiffres du chômage

Les chiffres officiels du chômage ne correspondent qu'aux personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein. Ce que l'ANPE appelle la catégorie 1. Mais dans les faits, il y a beaucoup d'autres chômeurs : tous ceux qui ne sont pas exactement dans le cas défini. Or les hors-catégorie 1 augmentent sans cesse : alors qu'ils représentaient moins de 10 % des chiffres officiels en 1984, ils sont passés à 20 % en 1995, 30 % en 2000, 40 % aujourd'hui. Autant dire que quand le chômage baisse, c'est surtout les méthodes de comptage qui s'adaptent.



Accueillir les étrangers

Le 6 avril, à l'Assemblée nationale, Louis Giscard d'Estaing, député, a volé au secours des étrangers : «Le pays doit être attractif pour les étrangers dès leur arrivée sur le territoire français. La première prise de contact est essentielle. Elle a lieu dans la majorité des cas dans un de nos aéroports internationaux, le plus largement utilisé étant l'aéroport Charles-de-Gaulle». Enfin, un député de droite qui souhaite la bienvenue aux étrangers, et qui va donc dénoncer les nouvelles lois qui permettent de maintenir une personne jusqu'à 32 jours dans un centre de rétention. En fait, il y a maldonne, le député UMP s'inquiétait du sort des touristes, pas des autres étrangers !

Licenciement

La fusion entre Sanofi et Aventis provoque le licenciement du PDG de la deuxième multinationale. Le pauvre Igor Landau a touché seulement 12,2 millions d'euros en guise d'indemnités, plus 9 millions d'euros en stock-options et il conserve une «retraite» de 60% de son salaire actuel soit encore un revenu annuel de 2,8 millions d'euros. *(Canard enchaîné, 3 mai 2004)*

Jardin et prison : Pour que germe la dignité

Le groupe « Jardin et milieu carcéral » tente d'introduire des actions de jardin au sein des prisons. Actuellement et suite à un contact privilégié avec la Direction régionale de l'administration pénitentiaire d'Ile-de-France et Centre, il esquisse un projet en faveur des détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis : création de prairies fleuries sur les espaces délaissés de la maison d'arrêt des hommes et aménagement d'un patio pour accueillir un jardin espace de paroles, destiné aux mères et à leurs enfants au sein de la nursery de la maison d'arrêt des femmes de Fleury. La démarche de ces projets est nouvelle dans le milieu car ce sont les détenus qui détermineront en fonction de leurs compétences les choix, les aménagements et les plans. La DRAP et la Fondation de France soutiennent fortement ce projet. Renseignements : *Franck David, les Jardins d'aujourd'hui, 42, rue Waldeck-Rousseau, 33220 Sainte-Foye-la-Grande, tél. : 05 57 46 04 37.*

PUBLICITÉ

■ **Adoptez un panneau !** Le 13 juin 2003, un Parisien qui rentre chez lui découvre un nouveau panneau publicitaire installé près de chez lui, sur le mur d'une brasserie, avec pour l'inaugurer une sage affiche pour la prévention contre le sida. Sachant que la pub pour une cause humanitaire précède les voitures et les petites culottes, il bombe le dessus plastique du panneau : « pollution publicitaire ». La semaine suivante, l'affiche change mais le bombage reste... jusqu'au 21 juillet. Le 25 juillet, alors qu'il va pour remettre le slogan, il est devancé par quelqu'un qui a tiré l'affiche en cours et l'a jetée dans le caniveau. Le 29 juillet, quand l'affiche est remise, il remet un slogan sur le plexiglas : il y reste jusqu'au 22 septembre. Le 23 il y est renouvelé, le panneau est nettoyé le 7 novembre, rebarbouillé le 8. Le 23 novembre, le panneau est démonté. Au total : une heure de barbouillage pour anéantir un panneau. Sachant qu'il y a soixante millions de Français pour un million de panneaux, chacun pourrait adopter un panneau et assurer sa décoration.

■ **Neuromarketing.** L'examen par IRM (image par résonance magnétique) du cerveau permet de détecter des sensibilités particulières à des messages. Cette méthode mise au point aux Etats-Unis sous le nom de «neuromarketing» permet de tester sur des volontaires comment sont perçus les messages publicitaires. De quoi affiner encore les méthodes de manipulation.

■ **Pyramides en vue.** Le CNIID qui lutte contre les déchets et RAP, qui résiste au matraquage publicitaire appelle tous ceux qui le veulent à conserver les publicités qu'ils reçoivent jusqu'au 11 décembre, journée où des pyramides de publicité seront organisées. *CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60. RAP, Résistance à l'agression publicitaire, 53, rue Jean Moulin, 94300 Vincennes, tél : 01 43 28 39 21.*



MAHLEN

LYON

Droits de l'homme

Agir ensemble pour les droits de l'homme, organisation non gouvernementale créée en 1989 et basée à Lyon, organise *Manifestif !* manifestation festive destinée à faire connaître son travail le 22 octobre à 20 heures à l'Opéra de Lyon, avec Bernard Lubat et Louis Sclavis (jazz), Marc Perrone (accordéoniste) et des artistes lyriques. *Agir ensemble pour les droits de l'homme, 16, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 37 37 10 11, site : www.aedh.org.*

Soyons sport !

On n'arrête pas le progrès. Et pourtant... Les chaussures de l'alpiniste qui a été retrouvé il y a quelques années et qui dateraient de 2000 ou 3000 ans, seraient meilleures, sur le plan de l'isolation thermique, que les modèles issues des dernières technologies. Les chaussures de l'ancêtre avaient des semelles en peau d'ours et une tige fourrée de foin. La peau d'ours est un peu difficile à trouver, mais le foin on en a encore. Avis aux amateurs de randonnées frisquettes.

Aluminium et maladie d'Alzheimer

Plusieurs études épidémiologiques mettent en cause l'aluminium comme cause d'une augmentation notable de la maladie d'Alzheimer. Malgré cela, les autorités françaises continuent à nier le problème. Un point sur ce qui est sûr, possible et discutable.

Selon une publication transmise par Henri Pezerat, écotoxicologue au CNRS, il y a actuellement un peu moins de 400 000 cas avérés de la maladie d'Alzheimer auxquels il faut ajouter probablement plus de 700 000 personnes présentant une démence intermittente.

Si l'on est sûr aujourd'hui que le vieillissement a un rôle dans l'apparition de la maladie (elle touche 30% des plus de 90 ans), elle ne se développe pas de manière uniforme : elle est liée notamment aux sociétés industrielles développées ce qui fait supposer que des produits industriels peuvent participer au développement de la maladie.

Des études sont ainsi menées sur différents produits. Depuis une quinzaine d'années, une dizaine d'études épidémiologiques, dans divers pays, montrent un lien entre la présence d'aluminium dans l'alimentation ou dans l'eau de boisson et le développement de la maladie.

Dans les usines de traitements des eaux, l'aluminium est utilisé pour faire sédimenter des microparticules en suspension. Une étude menée en Ontario (Canada) conclut qu'une baisse notable de l'aluminium dans l'eau de boisson pourrait faire baisser le nombre de malades d'Alzheimer. D'autres études montrent que la présence seule de l'aluminium ne suffit pas à faire le lien car les effets néfastes de l'aluminium peuvent être inhibés par la présence d'autres produits comme des silicates et des fluorures.

La question reste aujourd'hui encore largement débattue, mais le principe de précaution voudrait que l'on abandonne le traitement de l'eau par des sels d'aluminium, d'autant que des solutions alternatives existent et sont déjà fréquemment utilisées, que l'aluminium n'est pas un élément essentiel à la vie, que sa toxicité pour le système nerveux ne fait plus aucun doute.

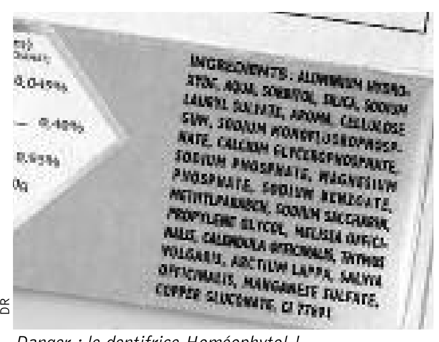
Henri Pézerat rappelle que les premiers travaux sur les dangers de l'aluminium remontent à 1921 avec des observations dans le milieu professionnel de sa fabrication.

La situation en France

En France, une équipe publie en juillet 2000 dans une revue américaine une étude qui lie la maladie d'Alzheimer à l'aluminium hydrique. La Direction générale de la santé demande alors à l'Institut de veille sanitaire et aux Agences de sécurité sanitaire des aliments et produits de santé, de faire une expertise.

Cinq groupes de travail se mettent en place. Leurs conclusions sont remises en novembre 2003. Les principaux sujets de discussion proviennent du fait que l'aluminium n'est pas présent dans l'eau ou l'alimentation sous sa forme métallique mais sous forme d'un cation Al+++ qui s'associe à d'autres éléments chimiques. Lié aux anions citrates (jus de citron acide), il est par exemple capable de passer la barrière intestinale et d'atteindre la circulation sanguine. Il devient alors neurotoxique. Mais ce qui se passe avec les citrates ne se passe pas forcément avec d'autres anions. Il y a plusieurs centaines de combinaisons possibles et toutes ne sont pas étudiées.

L'Institut de veille sanitaire conclut alors : «Si toutes les études présentées soulèvent des problèmes méthodologiques importants, les études dont la méthodologie est la moins critiquable sont en faveur d'une augmentation du risque de démence ou de maladie d'Alzheimer, risque estimé entre 1,5 et 2,5 pour une concentration hydrique d'aluminium supérieure à 100 ou 110 microgrammes par litre».



DR

Danger : le dentifrice Homéophytol !

Aucune mesure de précaution n'est prise. Pire, un rapport de 200 pages de la même agence diffusé publiquement conclut alors que le lien entre la maladie et l'aluminium n'est pas «plausible».

Il y a donc eu une modification notable des textes entre le rapport initial et celui communiqué publiquement.

Ce qui est sûr

Ce qui est sûr c'est qu'ingérer de l'aluminium est dangereux, même s'il n'est pas prouvé qu'il provoque la maladie d'Alzheimer. C'est un neurotoxique qui s'attaque aux liaisons nerveuses.

On sait également que l'origine de la maladie d'Alzheimer est en grosse partie due à la multiplication de microlésions dans le cerveau provoquées par un déséquilibre entre oxydants et antioxydants. Or l'aluminium a un fort pouvoir oxydant.

On sait que la barrière intestinale ne bloque pas tout l'aluminium et que 0,1% à 0,5% de l'aluminium alimentaire et hydrique passe dans le sang où il se substitue en partie au fer.

On sait enfin que de l'aluminium a été mesuré au niveau des plaques séniles présentes en grand nombre dans le cerveau des malades d'Alzheimer.

Pourquoi on ne fait rien

L'aluminium n'est pas utile à la vie, donc autant que possible il faut s'en passer. Mais comme il existe une importante industrie de l'aluminium et une importante industrie de l'eau minérale, les pressions sont importantes pour ne pas parler des choses qui fâchent.

En 1980, l'Union européenne avait fixé une limite de 50 microgrammes par litre d'eau pour l'eau de consommation. Mais, alors que l'on pourrait s'attendre à une baisse de cette limite, au contraire, sous la pression des lobbies, en 1998, cette limite a été montée à 200 microgrammes.

Aujourd'hui, en France, environ la moitié des eaux distribuées au robinet dépassent la valeur de 50 microgrammes.

Le parallèle avec le scandale de l'amiante (dont la première étude de toxicité remonte à 1905) est évident. Au fur et à mesure que de nouvelles études précisent de plus en plus la toxicité de l'aluminium, d'autres études l'innocentent… Encore faudrait-il se pencher attentivement sur qui finance telle ou telle étude.

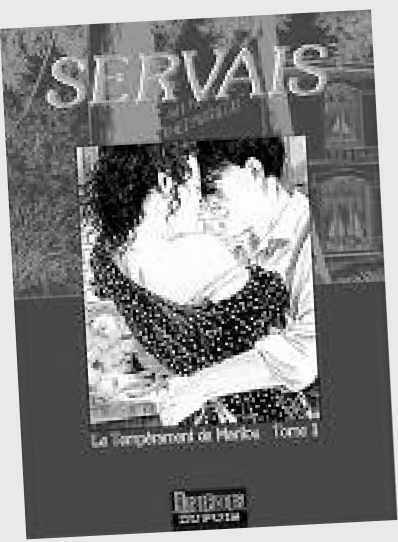
Francis Vergier ■



Regard sur une femme

Une réaction de vive déception que m'a suscitée la lecture de la dernière page de *S!lence* n° 311 :
Comment ne pas se sentir trahie quand quelqu'un qui, tout au long de ses publications, se positionne avec courage et détermination contre la marchandisation du corps humain et pour l'accord au féminin des droits humains, s'oublie aussi spontanément à faire la promotion d'un livre parce qu'il est « plein de jolies femmes aux mœurs légères», ce qui lui donne «des moments de rêve bien agréable » ?! Bien sûr vous me direz que c'est en toute innocence, mais je vous propose de réfléchir à ceci : comment peut-on être crédible dans ses discours anti-prostitution lorsqu'on admet aussi ouvertement que finalement, ce qui fait rêver les hommes, ce sont bien les «filles faciles et bien roulées» ?
C'est comme un opposant à l'apartheid qui rêverait d'esclaves volontaires et souriant-e-s.
Le fond de l'esclavagisme des femmes ne se trouve pas dans la répartition des tâches ménagères, l'accès à des postes valorisants ou à des droits civils. Ce n'en sont que des symptômes. Ce qui est à sa source, c'est le regard même qui est porté sur elles chaque jour des centaines de fois, regard qui automatiquement traduit le signal visuel par «jolie» ou non quand il atteint le cerveau mâle, ou plutôt par «comestible» ou non. Regard que, par ce mimétisme pervers de ce qui nous détruit, les femmes ont appris à adopter et à encourager.
Le reste, tout le reste de la considération ne vient qu'après. Les hommes nous regardent comme appartenant à une autre espèce, réification ou déification, c'est la même chose. L'empathie, qui leur est possible pourtant avec toutes les autres espèces, animales ou végétales (bravo les écolos !), ils ne l'envisagent pas, ou du moins pas jusqu'au bout, avec leurs semblables.
Le jour, messieurs, où vous serez capables de porter sans rougir votre regard sur une femme (même — surtout nue) et de n'y voir qu'une autre vous-même, que vous ne verrez spontanément en chaque femme, sans exception (et a fortiori votre compagne), qu'une personne que vous pourriez tout-à-fait être et qui pourrait être vous, et qui a un rapport à son corps pareillement à vous qui en avez un au vôtre, le jour où vous ne distinguerez pas plus par votre regard les personnes en fonction de leur sexe qu'en fonction de leur race — le jour, enfin, où vous cesserez spontanément, jusque dans vos rêves les plus agréables, de vous prostituer à toute satisfaction primitive pour vous élever (évoluer ?) au contraire par le rapprochement sublime de l'amour, alors vous pourrez sans mentir parler, et même crier d'égalité et de paix entre les êtres.
C'est au fond la décroissance soutenable sans exception, celle qui remet véritablement en question tous les fantasmes. C'est grandir jusqu'au bout.
Au fait, il est curieux de constater que les débats concernant l'égalité des sexes sont menés exclusivement par des femmes. Parmi tous ces lecteurs qui se sentent concernés par le respect de la planète et de ses peuples, n'y en a-t-il aucun qui ne le soit par quelque chose qui le touche de si près ?

Mary Franco ■
Forbach.



S!lence : il y a bien des hommes qui se posent des questions, voir « Sortir du sexisme », page 51 de notre numéro 309. Concernant le livre de Servais, il y a maldonne : prenez le temps de le lire et vous verrez que ce qui fait le charme du livre, ce ne sont pas des « filles faciles et bien roulées *» mais bien des femmes libres, souvent un peu sorcières, qui vivent dans une belle nature (les Ardennes).*

Commerce équitable

En réponse à Olivier Liétard (courrier dans le n°309), «Amusement et agacement» n'étaient pas le but visé par mon courrier (n°305-306) (…) Dans le «commerce équitable» qu'on nous vend tous les jours, ce qui me gène, vous l'aviez compris, ce sont les histoires de gros sous. On voudrait nous faire croire que des gens dévoués et surtout désintéressés font de leur mieux pour en aider d'autres, dont les conditions de vie sont difficiles. Or, le commerce «équitable» est un produit marketing, et beaucoup de sociétés à but lucratif sont concernées, pas seulement des associations. Il faudrait peut être oser le dire haut et fort.
Là où nous nous retrouvons, c'est peut-être dans notre volonté commune de «faire moins pire qu'avant» dans nos vies quotidiennes.
Par contre, je n'ai pas aimé votre défi : si je ne *faisais* rien, aurais-je quand même le droit de réfléchir et de critiquer ou devrais-je me taire ? C'est une vision assez réductrice du droit de s'exprimer et de s'interroger. Mais puisque vous me sommez de dire ce que je *fais*, je vais bien devoir faire étalage de mes «bonnes actions» (qui n'ont rien d'exceptionnel et ne sont qu'une goutte d'eau) !
Depuis quatre ans, j'aide par l'intermédiaire d'une association *à but non lucratif, sans plan marketing et surtout, sans aucune subvention*, les habitants de deux «comunidades» (villages) des Andes équatoriennes, dans la province d'Imbabura. Tous ce que nous faisons répond à une demande expresse des familles, des présidents de village et des institutrices. L'aide de l'association que je préside prend la forme de petits déjeuners fournis depuis quatre ans aux petits des jardins d'enfants (nous en servons environ 1000 par mois). La fréquentation a augmenté. On m'en fait la remarque à chaque voyage. L'association prend en charge les fournitures scolaires et certains soins médicaux. Ça c'était pour commencer. Il y a deux ans, on nous a demandé de participer financièrement à la rénovation d'un bâtiment pour en faire une école (l'ancien local était particulièrement vétuste). Nous avons donné notre accord, payé les matériaux, mais ce sont les habitants du village qui ont fait tous les travaux. Il n'était pas question que nous livrions «clé en main». Plus récemment, en septembre 2003, nous avons mis en place un poulailler communautaire dans chaque village. Les œufs sont principalement destinés aux petits déjeuners, mais nous comptons beaucoup sur la vente du surplus et des poussins pour générer le « coup de pouce » qui permettra une certaine autonomie financière aux jardins d'enfants, toute relative au début, mais que nous espérons plus conséquente au fil du temps et profitable à l'ensemble des habitants.



Ces villageois sont loin de tout, le travail se trouve à la ville. Si nous pouvons contribuer modestement à une amorce d'économie locale, ce sera une grande victoire. Et c'est bien ça notre objectif : donner un coup de main pour impulser quelque chose puis nous retirer. Je n'ai pas de leçon à donner, j'ai affaire à des personnes qui m'apprennent beaucoup et je n'ai pas à leur dire quoi faire ni comment. Ces personnes ont des idées et des envies, il ne leur manque souvent que le premier sou pour les mettre en pratique.
Ce que nous aurions pu faire, connaissant bien les milieux des producteurs sur place (j'y vais depuis dix ans), et des commerçants en France, ça aurait été de dire aux gens ; tricotez des pulls, des bonnets tissez des couvertures, des tapis, sculptez le balsa, faites des boucles d'oreille ! Nous vous les achèterons et les revendrons en France, peut-être même y collerons-nous une étiquette «équitable», ça se vendra encore mieux… Non, non et non. Je n'imagine pas d'encourager ces personnes à travailler pour l'exportation et donc à être en situation de dépendance, surtout sans rien maîtriser de la filière (conditionnement, transport, voire cours mondiaux comme pour le café).
Cet échange pourrait se poursuivre encore, mais je souhaite conclure et réfuter les accusations de dénigrement, de destruction, de nihilisme et d'immobilisme. La vérité ne m'appartient pas, je ne l'ai jamais pensé et la mienne évolue tous les jours, au gré des lectures, des rencontres et des échanges.

Françoise Degenne ■
Indre-et-Loire.



Friches industrielles et emplois

Je réagis à l'article de Madeleine Nutchey, *Les friches industrielles du mépris* paru dans le numéro de mai. Je suis obligé de revenir sur la question de la création d'emplois puisque c'est le leitmotiv de l'auteure de l'article.
La récurrence de cet argument chez beaucoup d'altermondialistes (...) les fait entrer en compétition directe avec les «autres», ceux qui veulent de la croissance. C'est à qui aura la meilleure idée pour créer de l'emploi (...).
Croissants et décroissants, bien qu'apparemment opposés, prônent le même remède. Mais si on comprend bien pourquoi les dominants veulent à tout prix nous faire bosser, on a plus de mal à saisir pourquoi les autres veulent la même chose. Ces derniers, en agissant par mimétisme et surenchère révèlent leur incapacité à trouver une autre solution par eux-mêmes. Il est d'ailleurs impossible dans *S!lence* de voir le moindre propos venant étayer cette position et ça n'est pas faute d'avoir abordé le sujet. La création d'emplois n'est peut-être ni utile ni nécessaire mais il semble que l'on doive se contenter d'admettre la chose comme naturellement bonne sans doute en raison de sa « simplicité enfantine » et de son caractère « élémentaire » lui conférant un angélisme au-dessus de tout soupçon et de toute interrogation. Comme une croyance en somme.
(...) Si on veut mettre en œuvre la décroissance, supprimer toute la partie de la production et des services qui n'existe que pour faire de la marge et du PIB, faire disparaître les emplois correspondants, devrait être le corollaire inévitable de cette sobriété volontaire dont vous nous vantez les qualités. Que ferez-vous alors face aux hordes de travailleurs privés d'emploi quand ils s'apercevront qu'ils ont été bernés ? Car si pour un emploi créé vous en supprimez 2, 3... 5, que se passera-t-il ?
(...) Madeleine Nutchey pourrait-elle nous expliquer sa position pour le moins insistante sur le sujet, suffisamment clairement et en allant un peu plus loin que les vertus et le bien-être implicite qu'elle attribue au salariat ?

DR

Patrick Urlacher ■
Puy-de-Dôme.

Du mépris au respect

Suite à la lecture de l'article *Les friches industrielles du mépris* de Madeleine Nutchey, qu'il est doux de contempler ses propres convictions dans les mots de quelqu'un d'autre ! Certes depuis que j'ai lu *L'émergence des créatifs culturels* (de Paul Ray et Sherry Anderson, éd. Yves Michel), je sais que je ne suis plus le mutant solitaire que je croyais être. Reste que jusqu'à aujourd'hui, je ne m'étais jamais encore senti autant en harmonie avec l'auteure d'un bilan social et d'un projet d'avenir.
Vous ne l'écrivez pas dans votre article, mais je pense que vous serez d'accord que la réponse au mépris est le respect.
Respect de ce qui nous entoure.
Mêlé d'admiration, le respect devient émerveillement. Puissions-nous nous émerveiller de tout ce qui nous entoure ! A moi qui vis en pleine campagne, ce n'est pas difficile. Au sein d'une ville, je conçois aisément que ce le soit déjà plus. Autant je m'émerveille facilement au contact de l'animal, du végétal et du minéral, autant j'éprouve de difficulté à le faire face à mes semblables. Probablement parce que, considérant qu'ils sont censés agir en conscience, j'estime que l'inconscience de leurs actes est indigne de leur condition humaine. C'est à ce niveau que la parole christique prend tout son sens «Pardonne-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font». Ce pardon-là débouche sur l'amour inconditionnel. Je n'y suis pas encore et ne suis pas sûr d'y arriver.
Respect de la simplicité.
Selon Tchouang-tseu : « seuls ceux qui possèdent l'intelligence vraie savent l'unité de toutes choses. Aussi s'abstiennent-ils de faire des distinctions et vivent-ils dans le commun et l'ordinaire » (...). A partir du siècle des Lumières, s'est produit une sorte de «big-bang» de l'information : contenue au départ dans quelques cerveaux privilégiés, elle a explosé sous l'effet de la raison et s'est introduite en la plupart des hommes tout en s'éloignant toujours davantage de l'information primordiale. En employant d'autres images, je dirais que l'homme s'est mis à couper les cheveux en quatre, en huit, en seize... tout en perdant de vue la chevelure elle-même. L'information s'est fragmentée en une multitude d'éclats minuscules qui forment un brouillard autour de lui, le rendant partiellement aveugle.
(...) Pour vaincre cet aveuglement, il faut un «retour en enfance», retrouver une certaine simplicité d'esprit. D'un côté c'est assez difficile parce qu'il est nécessaire de vaincre le conditionnement social qui enserre chaque individu dès sa naissance, d'autre, c'est facile puisqu'il suffit de porter un regard neuf sur le monde, comme celui d'un enfant qui découvre la vie.
(...)
Respect du petit
(...) Notre nouvelle civilisation sera rurale. Progressivement nous quitterons les villes et nous nous réinstallerons à la campagne (...). Nous replanterons des arbres, beaucoup d'arbres car ce sont eux qui régulent les climats. Ensuite, nous bâtirons des maisons confortables mais de petites dimensions car il est de notre devoir d'économiser les prélèvements à notre mère nourricière. Dans le même temps, nous restaurerons la fertilité naturelle des sols pratiquement détruits par l'agriculture industrielle (...).
Ceux qui resteront en ville logeront dans les immeubles les plus confortables et détruiront les autres. A la place, ils édifieront d'immenses jardins, à la fois d'agrément et potagers. Chacun pourra comme aujourd'hui, y participer et en profiter. En dehors de cette activité de loisir, ils feront fonctionner les usines de manière à assurer la fabrication des matériaux et matériels nécessaires à la reconquête de la campagne et à la reconversion des villes.
(...) Nous avons perdu une masse énorme de savoir-faire ancestraux. Elle va nous faire défaut dans la reconquête de l'indépendance. Heureusement, par l'intermédiaire du réseau informatique mondial, nous aurons installé une banque du savoir-faire qui a entrepris de centraliser les débris de compétences locales (...)
Je dois néanmoins dire, Madeleine, qu'à chaque fois que j'ouvre un quotidien ou regarde un journal télévisé — c'est-à-dire guère plus d'une fois par semaine — je suis atterré devant l'abîme qui sépare notre discours de la *réalité* que décrivent les médias. Notre petite troupe pacifique et débandée me paraît dérisoire face à l'énormité de l'armée ennemie, armée disposant de surcroît de la foi établie, des lois et des richesses. J'ai bien peur que nos belles idées restent à l'état de rêves durant encore bien des années. Pourtant je suis convaincu que nous devons être là, bien présents, vivant nos convictions, ostensiblement



mais sans prétention, naturellement en quelque sorte, afin de donner un visage à l'alternative, afin de prouver aux autres, au quotidien, que des solutions existent. Ne serait-ce pas cela notre raison d'exister ?

Yves Emery ■
Côtes-d'Armor.

Des coops aux biocoops

A propos du courrier de Patrice Néel qui critique l'attitude des Biocoops (n°310), voici une vingtaine d'années, j'ai assisté à Rennes à une réunion par la coopérative bio de la ville à l'attention des responsables des autres coopératives du grand ouest. Scarabée, la biocoop, avait demandé à un ex-cadre des «magasins coop», vieux réseau de distribution français, à l'origine associatif, qui avait sombré quelques années auparavant, de nous faire un topo sur les raisons de ce naufrage. Très brièvement résumé, ce monsieur nous avait déclaré que son entreprise s'était mortellement fourvoyée lorsqu'elle s'était aventurée à singer la grande distribution.
A en croire le courrier de Patrice Néel, il semblerait que la leçon se soit évaporée ou ait été jetée aux oubliettes, car certaines des personnes qui assistaient avec moi à cette réunion sont maintenant à des postes-clés de l'organisation Biocoop. Si cette dernière persiste dans cette voie, gageons que la grande distribution ne tardera pas à lui faire regretter ses choix. Les nouveaux groupements d'achats pourront alors prendre de l'ampleur, s'organiser en magasin, en fédération… Et l'histoire de se répéter…

Yves Emery ■
Côtes-d'Armor.

Biocoop

Dans le numéro 310, Patrice Néel s'élève contre les propos tenus par le réseau Biocoop dans le numéro 307. Hugues Toussaint pour les Biocoops lui répond ici.

Difficile de faire le tri dans l'amoncellement de contre-vérités énoncées de façon bien vindicative pour quelqu'un qui semble se référer aux valeurs coopératives. Nous ne pouvons que l'inviter à participer aux nombreuses réunions régionales que les Biocoops organisent pour débattre des questions stratégiques du réseau, de sa politique de référencement, du choix des fournisseurs, etc. et lire les documents diffusés par les Biocoops.
Pourtant, autant par respect pour les producteurs et consommateurs, coopérateurs engagés dans notre réseau, que pour vos lecteurs, nous voudrions préciser les points suivants :
• réserver le développement de nouvelles Biocoops aux seules zones rurales en excluant tout «implantation urbaine» comme semble le regretter ce lecteur, reviendrait à interdire la bio de la consommation d'une majorité de nos concitoyens. Ce n'est à l'évidence pas le choix de Biocoop.
• refuser un créateur d'une nouvelle Biocoop, sous prétexte que son projet, individuel ou porté par un petit groupe, n'aurait pas le label «coopérative», c'est faire bien peu de cas de tous ceux qui depuis dix ans, quelle que soit la forme juridique de leur entreprise, construisent et développent le réseau dans un esprit coopératif. C'est oublier aussi le cahier des charges de Biocoop qui traduit concrètement les principes coopératifs inscrits dans la charte. Enfin, au delà du droit et des règles, ce qui fait surtout la coopération, ce sont les femmes et les hommes qui la vivent et la partagent.
• ce «cahier des charges» (…) fixe comme première priorité l'approvisionnement auprès de producteurs et transformateurs de sa région. A tel point que le montant de «l'abonnement» à Biocoop est calculé sur la base du chiffre d'affaires du magasin, hors celui réalisé avec les fournisseurs locaux. Plus il achète local, moins lui coûte sa centrale de services : n'est-ce pas un engagement supplémentaire ? Le cahier des charges favorise également les produits de saison, les produits vendus en vrac… Il n'est que de le lire et entrer dans une Biocoop pour constater son application.
(…) Comment votre lecteur peut-il affirmer que Biocoop favorise «l'implantation des OGM en France» en distribuant les produits de la marque Soy, fabriqués à partir de soja de producteurs français ? Nous le renvoyons aux multiples actions menées par Biocoop, telle que la distribution de produits excluant tout risque OGM (…) ou à la campagne menée l'an passé avec les Amis de la Terre contre la levée du moratoire et qui a recueilli plus de 40 000 signatures. Quant au fait que cette entreprise, partenaire de Biocoop depuis sa création, soit devenue propriété d'un grand groupe pharmaceutique, comme lui, nous le regrettons. Ses salariés et les producteurs qui la fournissent également. C'est par respect pour leurs engagements dans la filière bio française et la qualité de leur travail que Biocoop a maintenu ses relations commerciales. Le contraire eût entraîné leur disparition. Plutôt que de les condamner, nous avons choisi de leur permettre de poursuivre leur activité. Et peut-être, de trouver à terme, une solution plus satisfaisante.
(…) Les consommateurs qui ouvrent les portes d'une Biocoop sont satisfaits des produits et des conditions d'achats, s'informent et participent, en parlent autour d'eux, confirmant Biocoop comme un acteur majeur du développement d'une agriculture bio paysanne et d'un commerce plus équitable, de qualité et à proximité du plus grand nombre. N'est-ce pas ce que nous tous, lecteurs de *S!lence*, souhaitons ?

Hugues Toussaint ■
Secrétaire général Biocoop.

S!lence : *le cas de Soy pose clairement problème. Cette société créée en 1982 a été achetée en 1991 par Sandoz devenu aujourd'hui Novartis, l'un des promoteurs des OGM. En 1999 (n°246 de S!lence), nous avions déjà dénoncé cette solution attentiste des Biocoop qui espèrent toujours que les salariés vont racheter leur société… c'était il y a cinq ans et rien n'a été fait depuis. Si Soy avait été déréférencé, nul doute que les producteurs de soja auraient depuis longtemps su s'organiser autrement.*

Sortir du nucléaire



Chantons les propres énergies
Celle de l'eau, celle du vent
Respectueuse du vivant
Sans faire appel à la magie
De l'atome-démagogie
Qui tue à terme en s'en servant !

(refrain)
Il faut sortir du nucléaire
Le nucléaire, c'est la mort
Le nucléaire est mortifère
Il faut l'arrêter sans remords !
Prenons le soleil, la lumière,
L'or bleu des mers ou bien l'or blanc
Ou bien tout autre équivalent
Pour donner leur force première
La saine force coutumière
Dont le cœur n'est jamais tremblant !

(refrain)
Laissons les armes atomiques
Ce sont des armes de malheur
Dont nos enfants auraient trop peur
Ce n'est pas les produits chimiques
Qui soigneront les anémiques
Pour les guérir de leurs pâleurs.

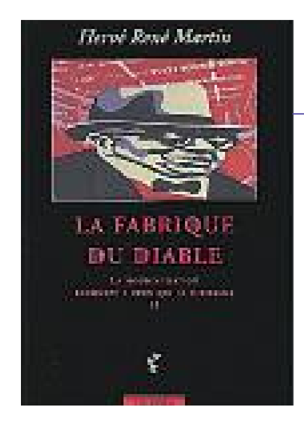
(refrain)

André Pagès ■
Vaucluse.

Faire des enquêtes

Peut-être pourriez-vous faire une enquête sur les entreprises de produits bio et de produits naturels d'hygiène ou d'entretien. Ceci en vu de déterminer leur taille, les marques qu'elles proposent, leur politique d'approvisionnement, leur comportement vis-à-vis de leurs fournisseurs (les rémunèrent-elles correctement, privilégient-elles les produits disponible à proximité de leurs usines de production… les points positifs et négatifs de ces entreprises.
Par exemple, il est à mon avis important de savoir que la marque Soy appartient au groupe Syngenta, et anciennement Novartis (fusionné avec Astra-Zeneca), producteurs et promoteurs d'OGM. Ce qui était rappelé dans votre numéro 290. Je boycotte personnellement. Les marques Evernat et Bonneterre appartiennent à la multinationale Distriborg qui possède également la marque Bjorg présente dans tous les super et hypermarchés. Je préfère généralement acheter des produits d'entreprises de taille plus raisonnable, à défaut d'une petite entreprise locale artisanale.

Christophe Gibiat ■
Corrèze.



La fabrique du diable

Hervé René Martin
Ed. Climats
2003 - 265 p. - 15 €

A travers une belle histoire romancée, l'auteur nous entraîne sur les chemins de la simplicité volontaire. Un couple, en rupture de consumérisme, re-vit à la campagne avec tout ce que cela entraîne de changements dans la vie de tous les jours, tout en se posant de nombreuses questions sur la société, la mondialisation et l'avenir de l'humanité. Ce livre est davantage tourné vers les actes de la simplicité que vers la réflexion. Belle réussite pour un ouvrage très facile d'accès. MJ.

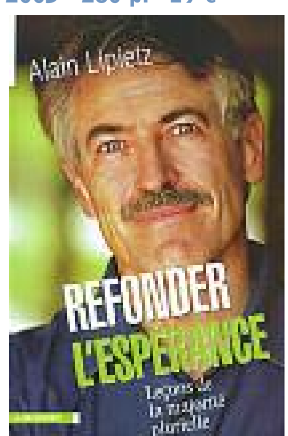
Après le capitalisme Elements d'économie participaliste

Michael Albert
Ed. Agone (Marseille)
2003 - 190 p. - 16 €

Le communisme autoritaire s'étant effondré, le capitalisme est-il remplaçable ? Dans cet ouvrage traduit de l'américain, l'auteur avance ici l'idée du participalisme, que l'on pourrait définir comme une tentative pour passer des expériences d'autogestion au niveau d'une entreprise à une économie globalement sur les mêmes principes. L'auteur explique, et c'est précieux, comment pourrait se passer la transformation d'une société de marché à une telle société : il mise d'abord sur une taxation de plus en plus importante du capital et du profit pour une redistribution en faveur des dépenses sociales. Mais cette redistribution ne doit plus se faire par des structures hiérarchiques. Ce seraient aux conseils qui gèrent une activité de choisir, selon le principe 'une personne = une voix', comment est répartie la richesse produite. Alternant chapitres de présentation et chapitres de débat, de nombreux points sont abordés. On retrouve des débats proches de ceux du distributisme... mais encore loin des préoccupations écologiques. Ici l'écologie n'occupe qu'une seule page... pour nous dire que l'humain passe avant son environnement ! Dans les débats sur l'autogestion, depuis les années 70, l'idée d'une écogestion a été proposée qui donne voix au sein de tels conseils non seulement aux producteurs mais aussi aux consommateurs et aux voisins en cas de pollution (AZF pourrait-il fonctionner en autogestion ?). Et cela ne suffit pas encore : même si GIAT fabrique des armes en autogestion, sans polluer le voisinage, je serais encore pour fermer l'usine. Comment puis-je intervenir ? Des pistes intéressantes mais qui n'intègrent pas d'autres débats des trente dernières années. MB.

Refonder l'espérance

Alain Lipietz
Ed. La Découverte
2003 - 280 p. - 19 €



Député européen des Verts, conseiller économique de Lionel Jospin avant 2002, l'auteur nous livre ici son bilan de la majorité plurielle et de l'échec des élections de 2002. Il explique la fuite de l'électorat (vers la gauche) par la dérive du gouvernement vers la droite. L'occasion de se pencher sur la percée de l'écologie gouvernementale et d'en analyser les gains et les pertes. Dans les échecs du gouvernement pluriel, il voit en premier la coupure entre une fraction de la gauche "morale" et celle au pouvoir sur la question des sans-papiers, une lutte juste non prise en compte par le gouvernement. Il dénonce aussi la mauvaise approche des 35 h, l'incapacité du gouvernement à rejoindre les critiques contre les institutions internationales (OMC, AMI...), le renoncement à une approche sociale de l'impôt, la timidité dans le domaine de l'économie sociale, l'incompréhension des socialistes face aux questions environnementales (mais on ne le suivra pas sur son soutien aux écotaxes : je paie donc j'ai le droit de polluer ! Très développement durable !) et ceci se traduisant par un alignement libéral au niveau européen. Alain Lipietz souhaite donc une politique plus à gauche, est-elle pour autant plus écologiste ? MB.

Contes, proverbes et devinettes Bakongo

Collectifs d'auteurs congolais
Éd. Cultures Croisées
2003 - 100 p. - 13 €

Cet ouvrage trouvera ses lecteurs parmi les passionnés de culture africaine ou pour les Congolais lisant le français et la langue bakongo-lari. Il se veut une transmission du patrimoine culturel et propose une large gamme de contes, proverbes et devinettes.
La plupart du temps il s'agit de dénoncer une action contraire à la coutume, un manque de respect envers un ancien, la famille... On y trouve aussi de nombreuses exhortations à agir ou à être patient, des règles de vie, quelques proverbes qui se contredisent (c'est d'ailleurs une des spécificités des proverbes en quelque langue qu'ils soient), de la moquerie...
La mission de collecte d'une partie, certes minime, du patrimoine congolais est certainement atteinte, en revanche l'autre mission, qui était d'enseigner la langue ne l'est qu'à moitié car les textes en bakongo-lari ne s'adressent qu'aux personnes le lisant déjà.
En effet, après une explication en introduction de la prononciation de certaines syllabes et lettres, et d'une présentation de la culture orale au Congo, nous passons directement à un collage des deux versions : le texte en congolais suivi de celui en français sans traduction mot à mot, seul le sens des contes, proverbes et devinettes et donné. On reste sur notre faim d'apprendre et de comprendre, c'est bien dommage. JP.

ROMANS

Le cabaret des oiseaux

André Bucher
Ed. Sabine Wespieser
2004 - 188 p. - 18 €

Le héros du roman sort de prison. Il a fait un an ferme pour avoir tué deux personnes. Homicide avec circonstances atténuantes. Dans un long flash back, André Bucher signe un deuxième roman champêtre et lyrique, toujours situé dans les montagnes près de Sisteron, avec des personnages savoureux et cette pointe d'humour qui fait les grands récits. Agréable jonglage avec les mots, les images et les sentiments à travers le regard d'un enfant. Une réussite. MB.

Calais Dal

Collectif
Ed. Sansonnet (Lille)
2004 - 78 p. - 8 €

Annette Fauchet et son compagnon, touchés par le chômage, sont menacés d'expulsion dans un quartier de Calais. Heureusement, Annette rencontre les militants du DAL, Droit au logement, qui vont lui redonner l'espoir. Roman écrit à partir d'ateliers d'écriture animés par Thierry Maricourt, une méthode agréable de découvrir la force que l'on obtient lorsque l'on se bagarre ensemble, mais aussi de rappeler que les pauvres ne demandent pas grand chose : rester dans leur quartier dans des maisons restaurées. FV.



Livres

Au-delà de la bio, la consom'action

Jean-Pierre Rimsky-Korsakoff
Ed. Yves Michel
2003 - 240 p. - 17 €

Le choix de passer à l'alimentation biologique a de nombreux autres effets sur la société, car nos choix de consommation sont une façon de faire de la politique concrètement. L'auteur qui a exercé plusieurs postes de responsabilité dans le réseau Biocoop, fait bien le lien entre certains choix éthiques et de consommation. Par contre, il manque cruellement de recul sur le réseau Biocoop et écrit des monstruosités du genre : "Dans notre Biocoop, en été, on peut trouver des poires bio qui viennent d'Argentine (...) Il est très important que le rayon fruits et légumes soit toujours correctement approvisionné, sinon les ventes baissent de façon exponentielle" [p.183]. Le fric d'abord donc, avant l'écologie ? Suite du raisonnement : "Il y a une demande de la part de la clientèle" Et donc de culpabiliser le consommateur qui en fait la demande. On ne peut pas lui expliquer pourquoi il n'y en a pas ? On peut aussi trouver un tableau [p.55] comparant les Biocoop aux grand magasins : que d'avantages pour les Biocoop ! On cherchera en vain le même tableau pour comparer avec une épicerie ou un marché bio. Nous avons déjà longuement débattu dans S!lence de certaines limites des Biocoop et il est dommage que l'auteur ne participe pas à ce débat. Un livre bien trop lénifiant. MB.

Eloge des femmes mûres

Stephen Vizinczey
Ed Anatolia - Le Rocher
2001 - 250 p. - 19,06 €

La bande annonce "3 millions de lecteurs", ce qui ne prouve rien, et ajoute "un classique de la littérature érotique", ce qui est doublement mensonger car ce n'est ni un classique, ni de la littérature érotique. Considérons qu'il s'agit des confessions de Stephen Vizinczey, à partir d'une enfance hongroise dans les années de Seconde Guerre Mondiale jusqu'à l'enseignement dans les campus nord-américains. Le côté sexuel n'a rien de torride et conte juste un éclairage sur les relations parfois difficiles entre les hommes et les femmes, ces relations qui restent tout de même "la plus belle chose au monde", comme disait un des nôtres, et la seule véritablement intéressante, comme je dis avec d'autres. Malgré les propos troublants, mais cliniques, de Jean Houlmann (Silence 301, page 22), les cris d'orfraie anastasienne de Vincent Cheynet (Silence 302, page 46) et les témoignages de Claire Moussalli-Martinet et Dorothée Fessler (Silence 304, page 43). L'écriture est agréable, la réflexion est enrichissante et l'ouvrage est parsemé d'anecdotes qui en font un témoignage historique sur les pays et sociétés traversés. Il n'y a pas de quoi bouleverser la vie de qui que ce soit, mais c'est un excellent livre de plage pour qui a la plage intelligente, même pour qui n'a ni moyens, ni temps, ni envie d'aller à la plage. Michel Guérin.

ROMANS

La dame à sa fenêtre

Collectif
Ed. Sansonnet (Lille)
2004 - 64 p. - 6 €

Maisons insalubres. Paroles des habitants aux rêves modestes. A quoi pense la dame à sa fenêtre ? Mépris des administrations et cercle vicieux : si vous n'êtes pas capable d'habiter dans une belle maison, pourquoi vous reloger dans une nouvelle ? Propriétaires invisibles, juste là pour encaisser les loyers. Propos désabusés.Témoignages d'un quartier oublié. FV.

Sans frontière fixe

Jean-Pierre Siméon
Ed. Cheyne (43400 Le Chambon-sur-Lignon)
2001- 48 p. - 12,50 €

La souffrance est malheureusement partout. Et pourtant, bien peu nombreux sont ceux qui en parlent, ceux qui se révoltent, ceux qui refusent le poids pesant du silence. Ce recueil de poèmes multiplie les appels à la résistance et à l'action à travers une maquette faite de l'image d'un fil de fer barbelé qui traverse l'ouvrage page après page. Juste un pour le plaisir : Fraternité. "Arrachez tous les drapeaux/ les drapeaux de toutes les nations/arrachez-les du mât d'orgueil/ Faites-en un linge/pour accueillir l'enfant/ Faites-en une robe/ pour la danse/ou un foulard peut-être/au cou des miséreux/ Etendez-les comme un drap pour le repos/du vieil homme/ Haussez-les sous le vent/ pour parcourir
la vague/ Arrachez les drapeaux/ qu'ils soient la nappe immense/ sur la table des hommes". FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Inokenti,** *Marc-Alfred Pellerin, éd. Albin-Michel, 2004, 240 p, 16 €.* Roman étrange. Un enfant déporté au nord de la Sibérie pendant l'époque soviétique, va fuir et survivre dans le froid du grand nord.

■ **Guide des restaurants bio et végétariens,** *éd. La Plage, 2004, 330 p. 12 €.* Non seulement un très bon guide pour ceux qui veulent manger bio et/ou végétarien, mais également non-fumeur. Une liste également des magasins bio par région.

■ **Le développement durable, un bilan multisectoriel provisoire,** *sous la direction de Joël Jakubec, éd. Georg, 2004, 128 p.* Publication du groupe suisse de réflexion Stratégies énergétiques, biosphère et société avec qui S!lence avait organisé le colloque sur l'écologisme en 1998. Des textes pour le moins hétérogènes entre ceux qui ont déjà du recul sur ce concept et ceux qui baignent encore dedans. Très en retard dans la réflexion par rapport à des livres comme L'empreinte écologique et Objectif décroissance. Seul Jacques Grinevald qui signe la conclusion sauve le livre en rappelant que le terme de "développement durable" a été mis en avant pour masquer les tentatives de "croissance durable".

■ **Déligitimer la violence,** *Jean-Marie Muller, éd. Centre de ressources sur la non-violence, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, 2004, 44 p. 7 € (port compris).* Reprise d'un texte général d'introduction à la notion de non-violence, facile à lire pour amorcer le sujet.

■ **Sahara,** *Clive Cussler, Livre de Poche, 1995, 660 p, 6,41 €.* Une vaste marée rouge au large de l'Afrique provoque un déséquilibre écologique qui menace la production d'oxygène sur l'ensemble de la planète. La source de pollution est inconnue, mais au Mali, une épidémie rend fous les habitants du désert. S'agit-il de la même pollution ? Polar à suspense avec gros massacres, méchant dictateur et bons militaires pour sauver le monde in extremis. Il y a du déchet toxique derrière tout cela et une grande multinationale française.

■ **Marche et méditation,** *Pierre-Yves Brissiaud, éd. Jouvence, 2004, 140 p. 14,50 €.* Méditer pour réfléchir à ce que l'on fait de notre vie peut être largement aidé par la marche. Ce livre développe longuement ces deux concepts et se termine par un appel à aller faire des marches dans les déserts... l'auteur étant organisateur de ce genre de voyage. Méditation pour l'auteur : comment aller dans le désert sans détruire la planète, c'est-à-dire sans prendre ni avion, ni 4x4.

■ **Cuisiner bio, mode d'emploi,** *Valérie Cupillard, éd. La Plage (34200 Sète), 2004, 160 p. 15 €.* Présentation de 70 ingrédients et de recettes pour chacun.

■ **Approches spirituelles de l'écologie,** *coordonné par Frédéric Paul Piguet, éd. Charles Léopold Mayer, 2003, 128 p, 12 €.* Comment se fait-il que l'opinion soit si sensible aux questions liées à l'écologie et que les personnes qui passent à la pratique soient si peu nombreuses. Les auteurs de cet ouvrage font l'hypothèse que c'est par manque de démarche spirituelle. Si l'ouvrage comprend de nombreuses questions intéressantes, on regrettera quand même la perpétuelle confusion entre spiritualité (recherche de sens) et religion (rituels et dogmes).

BANDES DESSINÉES

Le sang des valentines

Christian de Meter et Catel
Ed. Casterman
2004 - 56 p. - 13,50 €

A la fin de la première guerre mondiale, Augustin rentre dans son village des Pyrénées, un peu étonné des lettres d'amour que sa femme lui envoyait dans les derniers temps. A mesure que son village se présente sous son nouveau jour, Augustin se rappelle de la guerre, des lettres, des virées dans les bordels, de son enfance. Beaux dessins au lavis, pour une chute douloureuse. FV.

Sam Lawry, l'œil de Caïn

Hervé Richez et Mig
Ed. Bamboo (71 Charnay-lès-Mâcon)
2004 - 48 p. - 12,50 €

Le héros de cette histoire a des visions qui lui permettent de savoir qui va être tué au front, pendant la guerre du Vietnam. Et il voit son propre frère mourir de cinq balles. Arrivera-t-il à déjouer le destin ? Une histoire rondement menée avec une belle qualité graphique qui devrait dégoutter à jamais les jeunes lecteurs de s'engager à l'armée ! M.B.



❯ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Renseignements :**
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
✆ **Diffusion - Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ **Rédaction :** 04 78 39 55 33 le mercredi
✆ **Stands, correspondants :** 04 74 65 50 34
✆ **Réassortiment, librairies :** 04 74 07 08 68
❯ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
❯ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Rénipont, 33 - B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 - CCP 000 15 19 365 54
❯ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 4e trimestre 2004
Tirage : 7 500 ex

Editeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, salons et fêtes : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Dorothée Fessler, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Expédition : Christiane Bessenay, Mélanie Combes, Claude Crotet, Christian David, Olivier David, Marguerite Descamps, Paul Garde, Dolores Gracia, Cécile Imbert, Céline Kerdat, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Patricia Michel, Sylviane Michel, Mélissa Nayral, Reine Rosset, Bertrand Roussel, Myriam Travostino.
Ont participé à ce numéro : Gérald Almarcha, Yvette Bailly, Guillaume Gamblin, Natacha Gondran.

Bon de commande

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

☐ **218 Alsace**
Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme . . . . 3,8 €

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . 6 €

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . 6 €

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . 6 €

☐ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité . . . . 6 €

☐ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir . . . . 6 €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . 6 €

Autres numéros

☐ **242 Eaux et pollution de nos WC**
La Cravirola. Palestine. Ecologie en Chine. . . . 3,8 €

☐ **267 Ecologie, où sont les jeunes ?**
Forces et faiblesses de la bio. Téléphone portable. Démogestion. . . . . 3,8 €

☐ **269 Déchets nucléaires à Bure**
Un autre monde est possible. Développement durable ou croissance infinie. . . . . . . 3,8 €

☐ **271 Inégalités dans les SEL ?**
Politique : naïf, conciliateur, rebelle. BP au Tibet 3,8 €

☐ **274 Habitat convivial aux USA**
Bure, enjeu international. La bio au secours de l'eau. René Dumont . . . . 4 €

☐ **277 Land-Art et écologie**
Noël Mamère. Après 11 septembre. Camions et montagnes. Déchets et industrie . . . . 4 €

☐ **283 Déroutes du voyage**
Refaire le monde, mais où ? La nourriture, ce produit manufacturé ? Eoliennes . . . . . 4 €

☐ **284 Jeûner et sortie du nucléaire**
Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages . . . . 4 €

☐ **289 Un monde écolo possible ?**
Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons . . . . 4 €

☐ **290 Ne pas oublier le train**
Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. . . . . 4 €

☐ **294 Enfance en collectif**
Prostitution. Trucs bioclimatiques . . . . . 4 €

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs. . . . 4 €

☐ **301 La face cachée des vaccins**
Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef . . . . 4 €

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. . . . . 4 €

☐ **307 Ecocités**
Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. . . . . 4 €

☐ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin . . . . 4 €

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. . . . . 4 €

☐ **314 OGM Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . 4 €



☐ **Annuaire de la presse alternative,** édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	12 n°	40 €
☐ Institution	12 n°	80 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	65 €
☐ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
☐ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
☐ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	12 n°	45 €
☐ Institution	12 n°a	90 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	70 €
☐ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8



Livres

Adieu l'économie

Yvan Mudry
Ed. Labor et Fides (Genève)
2003 - 130 p.

Les sciences économiques ont été construites à partir des réflexions nées des Lumières, il y a maintenant trois siècles. Cette invention culturelle a aujourd'hui de plus en plus de mal à expliquer ce qui se passe car ses bases sont fausses. Alors que les discours vont dans le sens d'une réduction de la pauvreté, celle-ci se développe ; alors que l'on met en avant la libération des individus, jamais ceux-ci n'ont été autant stressés… Tout cela a d'énormes conséquences : rejet du politique, désillusion, incapacité à penser l'avenir, désenchantement spirituel… L'auteur, théologien et philosophe, montre bien, en langage clair, qu'il faut sortir de la "rentabilité économique", qu'un projet d'avenir ne se compte pas avec de l'argent, mais avec du bonheur. Les échanges entre personnes ne s'appellent pas forcément du commerce. Dans un dernier chapitre, l'auteur note la montée des résistances : des manifestations de rue à la percée d'une presse différente en passant par le commerce équitable. Il pose une bonne méthode : quand j'ai une question, si la réponse qu'on me fait est marchande, alors méfiance ! Il cherche également des pistes dans la foi chrétienne. Sur le plan des alternatives, il est encore bien timide. FV.

LE LIVRE DU MOIS

Votre GSM, votre santé. On vous ment !



Dr R. Gautier, Dr P. Le Ruz,
Pr D. Oberhausen, Dr.R. Santini
Ed. Marco Pietteur, coll. Résurgence
2004 - 160 p. - 16,80 €

Ce livre regroupe des commentaires concernant la plupart des travaux menés sur les radios-réquences émises par la téléphonie mobile et les antennes. Des suspicions de nocivité, aux études épidémiologiques sérieuses (très peu en fait), jusqu'aux critiques des rapports "d'expert" accrédités par les gouvernements nous assistons à un pamphlet rédigé de manière un peu embrouillée. A la lecture, vous pourrez avoir l'impression qu'ils tirent par les cheveux des données diverses et variées. Néanmoins, vous refermerez ce livre en étant certain que l'utilisation abusive des téléphones portables peut augmenter la fréquence de maux de têtes et des périodes de fatigue. Mais, au vu de certaines données non "scientifiques" ou non encore "validées" concernant le développement de cancer du cerveau par exemple, les auteurs conseillent fortement aux utilisateurs, aux gouvernements et aux industriels d'appliquer le principe de précaution en limitant les temps d'utilisation, la puissance des antennes relais… JP.